Jahrgang in 4 Heften 6 Mark. — Prix par an pour 4 numéros 6 Marks.
Annual subscription for the 4 numbers 6 Marks.

VII. Jahrg. (Neue Folge) Heft 3.
VIIe année (Nouvelle Série) No. 3.
Vol. VII. (New series) No. 3.

Die Alkoholfrage.
La Question Alcoolique.
The Alcohol Question.

Wissenschaftlich-praktische Vierteljahrsschrift.
Revue scientifique et pratique paraissant tous les 3 mois.
Quarterly, dealing with scientific and practical problems.

Organ der Internationalen Vereinigung gegen den Mißbrauch geistiger Getränke.
Bulletin de la Ligue Internationale contre l'abus des boissons alcooliques.
Review of the International League against the abuse of alcoholic drinks.

Unter Mitwirkung von — Avec la collaboration de M. M. — With the assistance of the following contributors:

Abel, Berlin; **Adickes**, Frankfurt a. M.; **Amaldi**, Florenz; **Bérenger**, Paris; **Böhmert**, Dresden; **Bumm**, Berlin; **H. Carton de Wiart**, Brüssel; **Cuza**, Jassy; **Dalhoff**, Kopenhagen; **Danell**, Skara; **Delbrück**, Bremen; **van Deventer**, Amsterdam; **Graf Douglas**, Berlin; **Endemann**, Heidelberg; **Friedrich**, Budapest; **Fuster**, Paris; **Gaule**, Zürich; **Geill**, Viborg; **Giesswein**, Budapest; **Goeman Borgesius**, Haag; **von Gruber**, München; **Hansson**, Kristiania, **Haw**, Trier; **Henderson**, Chicago; **Hjelt**, Helsingfors; **Holmquist**, Lund; **Holst**, Kristiania; **Kabrhel**, Prag; **Kassowitz**, Wien; **Kaufmann**, Berlin; **Kelynack**, London; **Kerschensteiner**, München; **Kiaer**, Kristiania; **Kögler**, Wien; **Latour**, Madrid; **von Lewinsky**, Moskau; **von Liebermann**, Budapest; **Earl of Lytton**, Herts; **Masaryk**, Prag; **Meyer**, Columbia; **Minovici**, Bukarest; **Möller**, Brackwede; **Morel**, Gent; **H. Muensterberg**, Cambridge (U. S. A.); **Nolens**, Haag; **Oehler**, Basel; **Oseroff**, Moskau; **Peabody**, Cambridge (U. S. A.); **Pilcz**, Wien; **Reinach**, Paris; **Reinitzer**, Graz; **Ribakoff**, Moskau; **Ruysch**, Haag; **Saleeby**, London; **Sangro**, Madrid; **Schellmann**, Düsseldorf; **Schiavi**, Mailand; **von Schjerning**, Berlin; **von Schmoller**, Berlin; **Schultheß**, Stockholm; **Schulz**, Porto Alegre; **Sherwell**, London; **Graf Skarzynski**, St. Petersburg; **Spiecker**, Berlin; **von Strauß und Torney**, Berlin; **von Strümpell**, Leipzig; **Stubbe**, Kiel; **Szterenyi**, Budapest; **Tahssin bey**, Konstantinopel; **Baron J. du Teil**, Paris; **Tezuka**, Nagoya; **Tremp**, St. Gallen; **de Vaucleroy**, Brüssel; **Vlavianos**, Athen; **F. Voisin**, Paris; **Weber**, Jena; **Weichselbaum**, Wien; **Werthmann**, Freiburg i. Br.; **Westergaard**, Kopenhagen; **Woodhead**, Cambridge; **Zacher**, Berlin; **Ziehen**, Berlin

herausgegeben von — publié par — edited by

Professor I. Gonser-Berlin,

Generalsekretär des Deutschen Vereins gegen den Mißbrauch geistiger Getränke, Schriftführer der Internationalen Vereinigung g. d. M. g. G.

Berlin W 15
Mäßigkeits-Verlag
1911.

RUDOLF FESSNER BERLIN SO 16

Inhaltsverzeichnis. Table des matières. Contents.

I. Abhandlungen.

II. Chronik.

III. Mitteilungen.

Aus der Trinkerfürsorge.

Aus Trinkerheilstätten.

Aus Vereinen.

Sonstiges.

IV. Literatur.

Abhandlungen.

Sur la limitation des débits en France.

Fr. Riémain, Secrétaire Général de la Ligue Nationale contre l'Alcoolisme, Paris.

Le Sénat français vient d'achever en seconde lecture, la première ayant eu lieu en décembre 1907, la proposition de loi dont l'idée première revient à MM. Siegfried et Bérenger et qui concerne la réglementation des débits de boissons.

Rappelons le texte de l'article 1 er, qui contient le principe même du projet.

„A partir de la promulgation de la présente loi, le nombre des cafés, cabarets et autres débits de boissons à consommer sur place vendant de l'alcool et des liqueurs alcooliques ou des apéritifs autres que ceux à base de vin et titrant moins de 23 degrés est limitativement fixé par commune à 3 par 600 habitants et au-dessous et à 1 par 200 habitants au-dessus de ce chiffre."

Les articles suivants précisent qu'il s'agit d'une limitation par extinction, respectueuse par conséquent des droits acquis: au fur et à mesure qu'un débit disparaîtra, il sera supprimé jusqu'à ce que dans la commune, la proportion indiquée soit atteinte.

La haute assemblée avait été antérieurement saisie et avait commencé à discuter en mars 1904 une proposition de loi qui ne faisait pas la distinction entre les débits ne vendant que des boissons fermentées, vin, bière, cidre, et ceux vendant en outre des boissons distillées: ces derniers sont les seuls atteints par le texte adopté.

D'autres propositions sur le même sujet ont été déposées à la Chambre des Députés par M. Joseph Reinach et antérieurement par M. Caillaux, qui avait incorporé la limitation dans le projet du budget de 1909.

Etat de l'opinion publique.

Comment a été accueilli par l'opinion publique le projet récemment voté?

Il s'est heurté naturellement à l'opposition des représentants du Syndicat des Spiritueux; lorsqu'il s'était agi, en 1880, d'établir la liberté complète d'ouverture des débits, en abrogeant le

décret de 1851 qui avait subordonné cette ouverture à une autorisation préfectorale, les représentants des marchands de vins avaient protesté avec énergie: maintenant qu'il s'agit de revenir à la législation antérieure, ils protestent encore.

Mais il est facile d'apercevoir que l'opposition vient surtout des fabricants d'alcool, des grands distillateurs en particulier qui voudraient pouvoir conserver le droit de bâtir autour des usines, des mines et de toutes les entreprises de grande industrie, des maisons en louant le rez-de-chaussée à un débitant afin d'avoir ainsi un écoulement certain des liqueurs qu'ils fabriquent.

Les petits débitants ne sont pas hostiles en réalité à la limitation: ils ne protestent que parcequ'ils sont sous la dépendance des producteurs et ils protestent d'ailleurs faiblement. Dans les manifestations auxquelles a donné lieu le projet sénatorial, les majorités qui se sont prononcées dans les syndicats contre la limitation sont généralement faibles.

Par contre la loi est énergiquement soutenue par la plus grande partie de l'opinion publique: il y a maintenant un courant indéniable contre l'alcoolisme en France et il s'est manifesté d'une façon éclatante à l'occasion de la discussion actuelle.

La mauvaise humeur de certains périodiques qui vivent des annonces de spiritueux ne s'est pas manifestée ouvertement et les articles de la grande presse ont été, en somme, favorables au projet. Il y a eu notamment une très vigoureuse et belle campagne menée par le journal „Le Temps“ dont l'autorité est considérable en France et à l'étranger.

Les hygiénistes se sont naturellement montrés favorables. Beaucoup de sections de la „Ligue Nationale“ ont envoyé aux sénateurs de leur département une adresse pour leur recommander le vote de la limitation; le Conseil central de notre Association a lui-même, dans une délibération du 13 décembre, adressé l'expression de sa profonde reconnaissance et ses meilleurs encouragements à M. Jules Méline, ancien Président du Conseil, Président, et à M. Eugène Guérin, ancien ministre de la Justice, rapporteur de la Commission sénatoriale.

Caractère de la discussion au Sénat.

D'autre part la manière employée par les adversaires de la loi a été bien significative: ils ne l'ont pas attaqué de front; au contraire, ils ont déclaré qu'il fallait faire quelque chose contre l'alcoolisme, mais ils ont contesté, que le projet répondit à ce desideratum et ils ont proposé a l'envi des mesures plus radicales. On a beaucoup parlé notamment de la suppression du privilège des bouilleurs de crû qui aurait, nous le reconnaissons volontiers, une bien plus grande portée que le projet restrictif du nombre des débits.

Les sénateurs adversaires du projet n'ont pas demandé le rejet de ses articles, ils se sont bornés à proposer des renvois perpétuels à la Commission, comme si onze années d'études ne représentaient pas une préparation suffisante.

Le rapporteur, M. Eugène Guérin, a fait très éloquemment justice de ce double procédé d'attaque. Il n'a pas eu de peine à montrer que si le projet avait abouti plus tôt, plusieurs dizaines de milliers de cabarets n'auraient pas ouvert leurs portes et que par conséquent, il fallait en finir. Et d'autre part tout en s'associant d'avance aux mesures plus radicales dont différents orateurs se déclaraient partisans, il a mis le Sénat en garde contre la politique de surenchère, qui est celle des adversaires masqués de la loi.

Malgré la force de cette argumentation, le projet a failli être ajourné encore et la première demande de renvoi à la Commission, c'est-a-dire en réalité d'ajournement peut-être indéfini, n'a été rejetée qu'à la majorité de 6 voix: 143 contre 137.

Pour assurer au projet une majorité plus stable qui a réussi à amener le vote de presque tous les articles, il a fallu que M. Jules Méline, Président de la Commission, le représentât comme favorable non pas seulement aux intérêts de l'hygiène mais aussi à ceux de l'agriculture.

Il s'est appuyé sur la distinction que l'article ler établit entre les débits vendant des boissons distillées et ceux qui n'en vendent pas et il a dit très nettement qu'il s'agissait de substituer la consommation du vin à celle de l'alcool.

Il a donc fait appel aux intérêts de la viticulture qui comptent tant de défenseurs parmi les sénateurs du midi et il a assuré de cette manière au projet une majorité d'environ 25 voix qui s'est retrouvée à peu près constante jusqu'au 24 décembre, jour de la clôture de la session. Cette majorité est cependant tombée à 15 voix en janvier, dans le vote sur l'ensemble.

Il est vrai que MM. Méline et Guérin ont eu un allié précieux en la personne du Président du Conseil lui-même: M. Briand, qui est un grand orateur, a été rarement mieux inspiré que dans son intervention à la séance du ler décembre; il a dit que la question qui se posait devant le Sénat était une question d'intérêt national et que ce qui se trouvait en cause c'était la vie même du pays.

Et il annonçait en même temps que dans une séance prochaine, pour répondre à une interpellation annoncée de M. le sénateur Calvet sur l'alcoolisme en général et les remèdes à y apporter, il développerait les différents moyens de lutte que le Gouvernement comptait proposer au Parlement, décidé qu'il est à „lui demander les ressources nécessaires pour favoriser, pour encourager, pour développer tous les moyens d'éducation et de propagande".

Il ajoutait, rompant lui aussi une lance contre la politique de surenchère, „que ce n'est pas une raison parceque la proposition n'aurait peut-être pas tous les bons effets qu'on en attendait pour ne pas tenter en la votant un effort qui pouvait être utile."

Appréciation.

Que devons-nous penser du texte qui est adopté et qui n'attend plus que le vote de la Chambre pour devenir une loi de l'Etat.

Je ne reprendrai pas ici l'éternelle discussion sur l'efficacité de la limitation des débits; je noterai seulement que, là où cette limitation a été pratiquée — et on sait que l'article 9 de la loi du 17 juillet 1880 donne cette faculté aux maires, — la consommation a baissé.

Prenons par exemple Lyon, qui compte près de 500.000 âmes. A la suite de l'arrêté pris le 3 avril 1901 par M. Augagneur, qui interdisait l'ouverture de nouveaux débits à une distance de moins de 250 mètres des édifices communaux, le nombre des débits à diminué de 12,6% et en même temps la consommation moyenne par tête d'habitant tombait de 4 L. 69 à 3 L. 46.

Un arrêté municipal de limitation pris à Grenoble en janvier 1904 a produit des résultats analogues: ici le nombre des débits est resté à peu près stationnaire, mais leur proportion par rapport au chiffre de la population n'en a pas moins baissé, cette population s'étant énormément accrue. Conséquence: la consommation moyenne par tête est descendue de 4 L. 30 en 1903, année qui a précédé l'arrêté du maire, à 3 L. 39 en 1906.

Enfin en Algérie la limitation a été réalisée par un simple décret que M. Jonnart, le Gouverneur démissionnaire de la grande colonie française a eu l'honneur de provoquer.

Ce décret en date du 25 mars 1901 a réussi à faire tomber le nombre des débits de 7091 en 1901 à 5 671 en 1905 alors que la population s'accroissait dans des proportions considérables.

Et d'autre part, pendant le même temps, la consommation de l'alcool par tête d'habitant a fléchi de 5 L. 95 à 5 L. 55.

On pourrait multiplier ces exemples; ils suffisent à montrer que la limitation, chaque fois qu'elle a été appliquée en France ou dans les colonies françaises, a produit un recul de la consommation.

Les antialcoolistes français ne peuvent donc pas hésiter et ils n'hésitent pas. S'ils n'ont pas déployé en faveur du projet toute l'ardeur qu'ils avaient mise par exemple à réclamer la prohibition de l'absinthe, c'est que beaucoup d'entre eux estiment

néfaste la liberté d'ouverture laissée aux débits de vin et beaucoup trop élevée la proportion tolérée des débits d'alcool.

Malgré tout, nous pensons que le vote de la proposition est utile et nous sommes heureux que ce vote soit à peu près acquis. Il est bon de préserver les faibles et le projet limite leurs tentations.

Il est excellent aussi de diminuer le nombre des gens qui sont intéressés à la consommation des spiritueux, qui provoquent les „tournées" qui les font provoquer par leur femme, leurs enfants, leurs serviteurs. Enfin la discussion actuelle n'eût-elle eu comme résultat que de rendre évidents les progrès considérables faits par nos idées — il y a 7 ans le Gouvernement faisait proposer l'ajournement du projet par un chef de bureau au Ministère de l'Intérieur, alors qu'aujourd'hui il l'appuie par la bouche du Président du Conseil lui-même, — qu'elle serait encore pour les antialcoolistes français un encouragement et un motif sérieux des plus grandes espérances.

Paris, 24. März 1911.

Proposition de loi

Concernant la limitation des débits d'alcool et de liqueurs alcooliques à consommer sur place et la réglementation des débits de boissons de toute nature.

Le Sénat a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

Article 1. — A partir de la promulgation de la présente loi, le nombre des cafés, cabarets ou autres débits de boissons à consommer sur place, vendant de l'alcool, des liqueurs alcooliques ou des apéritifs autres que ceux à base de vin, et titrant moins de 23 degrés est limitativement fixé, par commune, à trois par 600 habitants et au-dessous, et à un par 200 habitants au-dessus de ce chiffre.

Art. 2. — Aucune nouvelle déclaration d'ouverture d'un établissement de cette nature ne pourra être faite tant que cette réduction ne sera pas réalisée.

Toutefois, au cas où la situation topographique d'une commune, la création d'une agglomération nouvelle, la transformation d'un quartier nécessiteraient un nombre de débits supérieur au chiffre ci-dessus fixé, il pourra y avoir lieu, après délibération favorable du Conseil municipal, d'autoriser l'ouverture de débits nouveaux.

Au cas où, à certaines époques de l'année, dans les stations hydrominérales, balnéaires ou climatiques, un nombre de

débits, supérieur au chiffre fixé à l'article premier, serait nécessaire, une autorisation, d'une durée déterminée et périodique, pourra être accordée pour l'ouverture de nouveaux débits en suivant cette même procédure.

Toute délibération du Conseil municipal tendant à l'ouverture d'un débit est soumise par le préfet, dans la huitaine de la réception de l'expédition prévue par l'article 62 de la loi du 5 avril 1884, au conseil départemental d'hygiène, qui statue dans le mois.

La délibération du Conseil municipal et l'avis du Conseil départemental d'hygiène sont transmis par le préfet dans la huitaine: à Paris, à une commission nommée par le Conseil général; en province, à la Commission départementale du Conseil général, lesquelles statuent dans le délai d'un mois.

En cas d'avis conforme de la commission, le maire, dûment averti par le Préfet, prend aussitôt un arrêté constatant l'ouverture du débit. Cet arrêté est publié et affiché dans les formes ordinaires.

Les déclarations des postulants à l'exploitation du débit sont reçues à la mairie dans les quinze jours.

Lorsqu'il est avisé par le préfet de la décision favorable du conseil d'hygiène, le maire fait savoir, par voie d'affiches, que, dix jours après, le débit nouveau sera mis en adjudication, au profit des pauvres de la commune, entre tous les demandeurs réunissant les conditions exigées par la loi.

Tout déplacement de débit déjà existant primera l'ouverture d'un débit nouveau. L'Administration des Contributions indirectes, avertie, renseignera aussitôt le Préfet qui transmettra l'avis au Conseil municipal, au Conseil d'hygiène départemental et à la Commission départementale ou à la Commission spéciale prévue au paragraphe 5.

Art. 3. — Tout débit de cette nature, qui, par suite de décès, faillite, cessation de commerce ou autre cause, a cessé d'exister depuis plus d'un an, est considéré comme supprimé et ne peut plus être transmis. Le débit appartient au propriétaire du fonds de commerce.

Art. 4. — L'ouverture d'un débit de cette nature, en dehors des conditions ci-dessus indiquées, sera punie d'une amende de seize à mille francs (16 à 1000 fr.). La fermeture en sera ordonnée par le jugement.

Art. 5. — Les dispositions des articles ci-dessus ne sont pas applicables:

1° Aux établissements où ne se débitent que des boissons hygiéniques;

2° Aux hôtels, restaurants ou établissements similaires, quand même une salle y aurait été spécialement affectée aux débits de boissons visés à l'article premier.

Art. 6. — Ne peuvent exploiter des débits de boissons de toute nature à consommer sur place:

1° Les individus condamnés pour crimes de droit commun;

2° Ceux qui auront été condamnés à l'emprisonnement d'un mois au moins pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, tenue d'une maison de jeu, vente de marchandises falsifiées et nuisibles à la santé ou pour récidive de rébellion, de coups et blessures et d'ivresse publique, conformément aux articles 379, 401, 405, 406, 407, 408, 409 et suivants, 248, 309 et suivants, 330, 334, 410 du Code pénal, à l'article 2 de la loi du 27 mars 1851 et aux articles 2 et 3 de la loi du 23 janvier 1873;

3° Ceux qui se trouvent en état de récidive pour fraude en matière fiscale ou pour toute fraude sur les boissons, prévue par les lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 1 er août 1905, 6 août 1905.

L'incapacité sera perpétuelle à l'égard de tous les individus condamnés pour crimes. Elle cessera cinq ans après l'expiration de leur peine, à l'égard des condamnés pour délits, si, pendant ces cinq années, ils n'ont encouru aucune condamnation correctionnelle à l'emprisonnement.

Art. 7. — Les mêmes condamnations, lorsqu'elles seront prononcées contre un débitant de boissons à consommer sur place, entraîneront, de plein droit contre lui, et pendant le même délai, l'interdiction d'exploiter un débit, à partir du jour où lesdites condamnations seront devenues définitives. Ce débitant ne pourra être employé, à quelque titre que ce soit, dans l'établissement qu'il exploitait, comme attaché au service de celui auquel il aurait vendu ou loué ou par qui il ferait gérer ledit établissement, ni dans l'établissement qui serait exploité par son conjoint, même séparé.

Art. 8. — Les maires pourront, les Conseils municipaux entendus, prendre des arrêtés pour déterminer, sans préjudice des droits acquis, dans les termes de l'article 3 ci-dessus, les distances auxquelles les cafés et débits de boissons de toute nature ne pourront être établis autour des édifices consacrés à un culte quelconque, des cimetières, des hospices, des casernes, des écoles primaires, lycées, collèges et autres établissements d'enseignement.

Ils peuvent interdire dans les locaux destinés au public, l'emploi de femmes autres que celles appartenant à la famille des débitants.

La fermeture des débits ouverts en infraction aux arrêtés pris en conformité de ces dispositions devra être prononcée par le jugement du tribunal qui sera saisi de la contravention.

Art. 9. — Toute infraction aux dispositions des articles 6 et 7 sera punie d'une amende de seize à deux cents francs (16 à 200 fr.).

En cas de récidive l'amende pourra être portée jusqu'au double. Le coupable pourra, en outre, être condamné à un emprisonnement de six jours à un mois, et la fermeture du débit pourra être ordonnée par le jugement.

Toute infraction aux arrêtés spécifiés à l'article 8 sera punie d'une amende de un à cinq francs (1 à 5 fr.), et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de un à cinq jours.

La fermeture du débit sera ordonnée par le jugement.

Art. 10. — Tous cafetiers, cabaretiers, tenanciers de cafés-concerts et autres débitants de boissons à consommer sur place qui, en recevant habituellement des femmes de débauche ou des individus de moeurs spéciales, pour s'y livrer à la prostitution, dans leurs établissements ou dans les locaux y attenant, auront excité ou favorisé la débauche, seront condamnés à un emprisonnement de six jours à six mois et à une amende de cent à deux mille francs (100 à 2000 fr.).

Ils seront déchus pendant cinq ans de leurs droits politiques.

Le coupable sera en outre frappé de l'incapacité temporaire prévue par l'article 6.

Art. 11. — Il est interdit, sous les peines portées au paragraphe premier de l'article 9, de vendre, même à emporter, les boissons désignées à l'article premier aux mineurs âgés de moins de seize ans.

Art. 12. — L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables à la présente loi.

Art. 13. — Sont abrogées les dispositions de la loi du 17 juillet 1880 contraires à la présente loi.

Art. 14. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures d'exécution de la présente loi.

Les Secrétaires,
Signé: Vagnat
E. Fagot.

Le Président,
Signé: Antonin Dubost.

Über die Einschränkung der Schankstätten in Frankreich.

Fr. Riémain, Generalsekretär des Volksbundes gegen den Alkoholismus, Paris.

Der französische Senat hat soeben in zweiter Lesung den Gesetzesentwurf angenommen, der auf eine Anregung der Senatoren Siegfried und Bérenger zurückgeht und das Ausschankwesen gesetzlich regeln soll.

Artikel 1 enthält das eigentliche Prinzip des Entwurfes; die folgenden Artikel zeigen, dass es — unter Wahrung erworbener Rechte — auf eine

Einschränkung der Schankstätten auf dem Wege des Erlöschenlassens von Konzessionen abgesehen ist, bis eine bestimmte Verhältniszahl erreicht ist. Im Gegensatz zu einem im März 1904 dem Senat unterbreiteten radikalen Gesetzentwurf betrifft das angenommene Gesetz nur den Ausschank von Spirituosen.

Den energischsten Einspruch erhoben gegen den Entwurf die Gross-Schnapsbrenner, welche nicht mehr wie bisher Fabriken, Bergwerke usw. mit Schnapskneipen umgeben könnten; die Wirte protestieren nur unter dem Drucke der Schnapslieferanten und nur schwach! Die öffentliche Meinung in Frankreich befürwortet nachdrücklich den Entwurf als wirksame Waffe gegen den Alkoholismus, und, abgesehen von einigen Blättern, die von den Annoncen der Schnapsbrenner leben, tritt auch die grosse Presse, so vor allem der „Temps", für den Entwurf ein. Selbstverständlich sind alle Hygieniker für den Entwurf. Von Seiten der „Ligue nationale" ist dem Vorsitzenden und dem Berichterstatter des Senatsausschusses der herzlichste Dank ausgesprochen worden. Das Vorgehen der Gegner des Gesetzes ist bezeichnend: sie erklärten, gegen den Alkoholismus müsse etwas geschehen, allein sie schlugen radikalere Massregeln vor, so vor allem die Aufhebung des Rechtes, für sich privat Schnaps brennen zu dürfen — eine Massregel, die freilich von grösserer Tragweite wäre als die gesetzliche Einschränkung der Zahl der Schankstätten. Den Gegnern des Entwurfs im Senat, die den Antrag beständig an die Kommission zurückverwiesen hatten, hielt der Berichterstatter entgegen, dass, wenn der Entwurf schon früher herausgekommen wäre, Zehntausende von Wirtshäusern nicht hätten eröffnet werden können, und gegenüber den Befürwortern von Radikalmassregeln, mit denen er sich im voraus einverstanden erklärte, warnte er den Senat vor einer Politik des Ueberbietens, hinter der sich nur Gegner des Gesetzes versteckten.

Um den Entwurf durchzusetzen, wies der Vorsitzende des Ausschusses nach, dass er nicht nur den Interessen der Volksgesundheit, sondern auch denen der Landwirtschaft diene: in Anlehnung an Artikel 1 sagte er klar heraus, dass es sich darum handle, den Branntwein durch Wein zu verdrängen. Mit diesem Appell an die Interessen des Weinbaues, der bei den Senatoren aus dem Süden seine Wirkung nicht verfehlte, sicherte er dem Entwurf eine Majorität von 15 Stimmen bei der Abstimmung über das Ganze im Januar, dank auch der Unterstützung des Ministerpräsidenten Briand, der in der Sitzung vom 1. Dezember erklärte, „die dem Senat vorgelegte Frage sei eine Frage von nationalem Interesse und der Gegenstand der Beratung betreffe den Lebensnerv des Landes", und sich vorbehielt, später die verschiedenen Kampfmittel gegen den Alkoholismus zu entwickeln, die die Regierung dem Parlament vorzuschlagen gedenke. Auch er war für den Augenblick für eine Politik des Erreichbaren.

Was die zu erwartende Wirkung des Entwurfes, der nur noch der Abstimmung der Deputiertenkammer bedarf, um Staatsgesetz zu werden, betrifft, so hat schon bisher der Verbrauch da, wo Bürgermeister kraft Artikel 9 des Gesetzes vom 17. Juli 1880 die Schankstättenzahl herabdrückten, abgenommen (z. B. hat in dem etwa 500 000 Einwohner zählenden Lyon infolge der Verfügung vom 3. April 1901, durch die der Bürgermeister die Eröffnung neuer Schankstätten bei einer Entfernung von weniger als 250 Metern von den städtischen Gebäuden untersagte, die Zahl der Schankstätten um 12,6% abgenommen, und zugleich ist der Durchschnittsverbrauch pro Kopf von 4,69 l auf 3,45 gesunken). Eine ähnliche Wirkung ist in Grenoble und in Algerien zu beobachten und an anderen Orten. Die Alkoholgegner dürfen nicht zögern und zögern auch nicht: wenn sie nicht mit demselben Eifer für den Entwurf eingetreten sind wie z. B. für die Forderung des Absinthverbots, so hat das seinen Grund darin, dass ihnen das unbeschnittene Recht, Weinschenken zu er-

öffnen, bedenklich erscheint und dass sie die zugestandene Anzahl von Schnapskneipen im Verhältnis zur Einwohnerzahl für viel zu hoch halten.

Wir freuen uns über das Erreichte: es ist gut, die Schwachen zu bewahren, und der Entwurf schränkt die Zahl der Versuchungen ein! Auch begrüssen wir eine Verminderung der Zahl von Leuten, die am Spirituosenkonsum interessiert sind. Und die energische Unterstützung der Regierung beweist, welch beträchtlichen Schritt vorwärts die Antialkoholbewegung gerückt ist: ein Ansporn für die Alkoholgegner in Frankreich und ein Vorstoss, der zu den grössten Hoffnungen berechtigt!

Gesetzentwurf

betreffs Einschränkung der Verkaufsstellen, in denen Branntwein und Liköre an Ort und Stelle konsumiert werden, sowie gesetzliche Regelung der Verkaufsstellen von Getränken jedweder Art.

Der Senat hat den Gesetzentwurf angenommen, der folgendes bestimmt:

Artikel 1.

Vom Tag der Bekanntmachung des vorliegenden Gesetzes an wird die Zahl der Cafés, Wirtshäuser und anderer Getränkeabgabestellen, die zum Genuss an Ort und Stelle Branntwein, Liköre oder andere Spirituosen verkaufen, welche nicht aus Wein hergestellt sind und nicht weniger als 23° Gehalt haben, in der einzelnen Gemeinde auf 3 pro 600 Einwohner und darunter und auf 1 pro 200 Einwohner über diese Kopfzahl hinaus eingeschränkt.

Artikel 2.

Solange diese Reduzierung nicht durchgeführt ist, darf keine Neueröffnung eines derartigen Betriebes bewilligt werden. Jedoch kann nach einem dahingehenden Beschluss des Gemeinderates die Eröffnung neuer Wirtshäuser genehmigt werden in dem Falle, wo die topographischen Ortsverhältnisse, die Entstehung einer neuen dichten Besiedlung oder die neuen Verhältnisse eines umgewandelten Stadt- bezw. Dorfteiles mehr Wirtshäuser bedingen, als oben festgesetzt sind. Im Falle, wo zu gewissen Jahreszeiten in Badeorten, Seebädern und Luftkurorten eine über die im Artikel 1 vorgesehene Zahl hinausgehende Anzahl Wirtshäuser sich als nötig erweisen sollte, kann nach demselben Verfahren die Eröffnung neuer Wirtshäuser durch eine Konzession für eine bestimmte Zeitdauer genehmigt werden. Jeder Gemeinderatsbeschluss, der eine neue Wirtschaftseröffnung befürwortet, wird vom Präfekten innerhalb 8 Tagen vom Empfang der durch Artikel 62 des Gesetzes vom 5. April 1884 vorgeschriebenen, beglaubigten Abschrift der Verhandlung an gerechnet dem Departementsrate für Volksgesundheit unterbreitet, welcher innerhalb eines Monats entscheidet. Der Gemeinderatsbeschluss und der Bescheid des Departementsrates für Hygiene werden vom Präfekten innerhalb 8 Tagen — in Paris an eine vom Generalrat ernannte Kommission, in der Provinz an den Departementsausschuss des Generalrates weitergegeben, welche im Verlauf eines Monats ihre Entscheidung treffen. Falls der Ausschuss zustimmt, erlässt der Bürgermeister, vom Präfekten hiervon in Kenntnis gesetzt, sofort eine Verfügung, nach welcher die Konzession in Kraft tritt. In herkömmlicher Weise wird diese Verfügung veröffentlicht und angeschlagen. Die Meldungen

der Bewerber um den Wirtschaftsbetrieb werden innerhalb 14 Tagen auf dem Rathaus entgegengenommen. Sobald der Bürgermeister durch den Präfekten von dem zustimmenden Beschluss des Hygiene-Rates Kenntnis erhalten hat, macht er durch Anschlag bekannt, dass nach 10 Tagen die neue Wirtschaft unter den Bewerbern, welche den gesetzlichen Bedingungen entsprechen, zu Gunsten der Gemeindearmen zur Versteigerung kommen wird. Jede Verlegung einer schon bestehenden Wirtschaft hat die Priorität vor einer Neueröffnung. Nach erfolgter Anzeige wird die Verwaltung der indirekten Steuern sofort den Präfekten benachrichtigen, der den Bescheid an den Gemeinderat, den Departementsrat für Hygiene und den Departementsausschuss oder den im § 5 vorgesehenen Spezialausschuss weitergeben wird.

Artikel 3.

Jeder derartige Betrieb, der infolge von Todesfall, Bankerott, Geschäftsaufgabe oder anderen Gründen, seit mehr als einem Jahr unterbrochen ist, ist als erloschen zu betrachten und kann nicht mehr übertragen werden. Die Schankkonzession gehört dem Eigentümer des Geschäftskapitals.

Artikel 4.

Die Eröffnung einer derartigen Schankstätte mit Umgehung der oben angegebenen Bedingungen wird mit 16 bis 1000 frs. bestraft, und durch Gerichtsbeschluss wird Schliessung angeordnet werden.

Artikel 5.

Die Bestimmungen obiger Artikel sind nicht anwendbar: 1. auf Betriebe, wo nur „hygienische" Getränke feilgeboten werden, 2. auf Hotels, Restaurants und Betriebe derselben Richtung, selbst wenn in denselben ein Raum für den Ausschank von Getränken bestimmt wäre, die unter Artikel 1 fallen.

Artikel 6.

Ausgeschlossen vom Betrieb von Wirtschaften jedweder Art sind:

1. Personen, die wegen Verbrechen des gemeinen Rechtes schon verurteilt worden sind,
2. diejenigen, welche mit Gefängnishaft von mindestens 1 Monat vorbestraft sind wegen Diebstahl, Hehlerei, Diebstahl mit Betrug, Prellerei, Vertrauensbruch, Unterschlupfgewährung an Verbrecher, Erregung öffentlichen Aergernisses, Verführung von Minderjährigen zur Ausschweifung, Einrichtung von Spielhöllen, Verkauf von gefälschten und gesundheitsschädlichen Waren, oder wegen Widerstands gegen die Staatsgewalt im Rückfall, Schlägerei, Körperverletzung und Trunkenheit in der Oeffentlichkeit gemäss Artikel 379, 401, 405, 406, 407, 408, 409 u. ff, 248, 309 u. ff, 330, 334, 410 des Strafgesetzbuches, ferner Artikel 2 des Gesetzes vom 27. März 1851 und Artikel 2 und 3 des Gesetzes vom 23. Januar 1873,
3. diejenigen, welche bestraft sind wegen Steuerhinterziehung im Rückfall oder wegen Defraudation bezüglich der in den Gesetzen vom 14. August 1889, 11. Juli 1891, 24. Juli 1894, 6. April 1897, 1. August 1905 und 6. August 1905 vorgesehenen Getränke.

Die Unfähigkeit bleibt für immer bestehen bei Leuten, die wegen Verbrechen verurteilt worden sind; sie wird 5 Jahre nach der Gefängnisentlassung aufgehoben bei Leuten, welche wegen Vergehen verurteilt worden waren und welche während dieser 5 Jahre sich keine Gefängnisstrafe für neue Vergehen zugezogen haben.

Artikel 7.

Wenn dieselben Verurteilungen einen Wirt betreffen, so werden sie für ihn ohne jede Widerrufung, für dieselbe Frist die Konzessionsentziehung im Gefolge haben und zwar vom Tag an, wo die besagten Ver-

urteilungen rechtsgiltig werden. Ein solcher Wirt darf in keinerlei Weise in dem von ihm bisher betriebenen Geschäfte weiter beteiligt sein als Angestellter desjenigen, an den er das Geschäft verkauft oder verpachtet haben könnte oder durch den er besagtes Geschäft weiterführen lassen könnte, ebensowenig an dem Geschäfte, das etwa von der Ehefrau getrennt geführt wird.

Artikel 8.

Nach Anhören des Gemeinderats kann der Bürgermeister — ohne Beeinträchtigung erworbener Rechte und in Anwendung des obigen 3. Artikels — Verfügungen treffen hinsichtlich der Entfernung zwischen den Cafés und Wirtshäusern jedweder Art und den irgend einem Kulte geweihten Gebäuden, Kirchhöfen, Krankenhäusern, Kasernen, Volksschulen, staatlichen und städtischen höheren Schulen und anderen Unterrichtsanstalten. Der Bürgermeister kann für öffentliche Lokale weibliche Bedienung, soweit die Familie des Wirtes nicht in Betracht kommt, untersagen.

Die Schliessung von Wirtshäusern, welche entgegen den mit den vorliegenden Anordnungen übereinstimmenden Verfügungen eröffnet werden, soll durch Entscheidung des Gerichtshofes erfolgen, bei dem die Gesetzesübertretung anhängig gemacht ist.

Artikel 9.

Jede Verfehlung gegen die in Artikel 6 und 7 aufgeführten Verfügungen wird mit 16 bis 200 frs. bestraft. Im Wiederholungsfalle kann die Geldstrafe bis zum doppelten Betrag erhöht werden. Ausserdem kann der Schuldige zu Gefängnishaft von 6 Tagen bis 1 Monat verurteilt werden, und die Schliessung der Wirtschaft kann gerichtlich angeordnet werden.

Jede Verfehlung gegen die in Artikel 8 einzeln aufgeführten Verfügungen wird mit Geldstrafen von 1 bis 5 frs., und im Wiederholungsfalle mit Gefängnishaft von 1 bis 5 Tagen geahndet werden.

Die Schliessung der Wirtschaft wird gerichtlich angeordnet.

Artikel 10.

Besitzer von Cafés und Cabarets, Pächter von Tingeltangeln und sonstige Schankwirte, welche gewohnheitsmässig in ihren Wirtschaftsräumen oder den anstossenden Zimmern Dirnen und übel beleumundeten Personen Gelegenheit zur Prostitution geben und damit der Ausschweifung Vorschub leisten, werden zu Gefängnishaft von 6 Tagen bis 6 Monaten und zu Geldstrafen von 100 bis 2000 frs. verurteilt. Sie verlieren ihre bürgerlichen Ehrenrechte auf 5 Jahre. Ausserdem trifft den Schuldigen die im Artikel 6 vorgesehene vorübergehende Konzessionsentziehung.

Artikel 11.

Bei den im Artikel 9 aufgeführten Strafen ist es verboten, an Minderjährige unter 16 Jahren Getränke der in Artikel 1 bezeichneten Art, auch nur über die Strasse, zu verabreichen.

Artikel 12.

Der Artikel 463 des Strafgesetzbuches und das Gesetz vom 26. März 1891 finden auf das vorliegende Gesetz Anwendung.

Artikel 13.

Die Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Juli 1880 kommen in Wegfall, soweit sie dem vorliegenden Gesetze widersprechen.

Artikel 14.

Eine Verordnung der Regierung wird das Nähere bestimmen betreffs Ausführung des vorliegenden Gesetzes.

Beraten und beschlossen in öffentlicher Sitzung in Paris am 5. Dezember 1907 und 17. Januar 1911.

Alkohol und Krankenkassen.

Dr. med. Eduard Hirt, München.

(Nach einem auf dem XVII. Vertretertag der Ortskrankenkassen im Deutschen Reiche am 12. Juli 1910 in Regensburg gehaltenen Vortrage).

Meine Herren! Seit 10—20 Jahren hat sich bekanntlich in der Wertschätzung des Alkohols und der geistigen Getränke ein gewaltiger Umschwung vollzogen. Alle einsichtigen Beurteiler stellten sich immer entschiedener auf den Standpunkt des erfahrenen Klinikers Prof. von Strümpell, der schon im Jahre 1893 die Schädigungen der Gesundheit durch den Alkohol unmittelbar neben die durch die Tuberkulose und durch die Syphilis gestellt hatte. Es ist daher sehr verständlich, dass Sie als die Vertreter der Ortskrankenkassen im Deutschen Reiche diese Schäden in ihrer Bedeutung für die Gesundheit der versicherten Kassenmitglieder genauer kennen lernen möchten.

Nun ist es ja leicht, dem Alkohol ein grosses Sündenregister vorzuhalten, aus dem zu ersehen ist, dass er nicht wenige Erkrankungen als einzige Ursache erzeugt, dass er bei der Entstehung noch viel zahlreicherer Leiden mithilft. Diese allgemeinen Tatsachen müssten genügen, um Sie je nach Temperament und Entschlossenheit in schärferer oder lässigerer Weise gegen den Alkohol einzunehmen. Ich gehe aber gar nicht darauf aus, eine Anzahl von Ihnen zu persönlichen Gegnern des Alkohols zu gewinnen. Vielmehr kommt es mir darauf an, Ihnen zu zeigen, dass Sie durch die Tatsachen gezwungen sind und ganz unabhängig von persönlicher Vorliebe oder Abneigung den geistigen Getränken gegenüber als Kassenvertreter gar nicht anders können, als gegen den Alkohol Stellung zu nehmen. Das Tatsachenmaterial zu bringen, das eine solche rein sachliche Stellungnahme in dieser Frage begründet, ist auch heute noch nicht leicht.

Die Frage, die naturgemäss im Mittelpunkte Ihres Interesses stehen wird, ist die: „Was kostet der Alkoholgenuss unserer Mitglieder unseren Kassen?“ Eine Antwort auf diese Frage liesse sich nur geben, wenn Ihnen ein Arzt sagen könnte, in so und so vielen Fällen von Arbeitsunfähigkeit war der Alkohol die direkte Ursache und diese Fälle haben so und so lange gedauert; in so und so vielen anderen Fällen aber hat der Alkohol zu dem oder jenem Prozentsatz mitgeholfen und diese

Fälle haben die betroffenen Mitglieder so und so lange Zeit arbeitsunfähig gemacht. Es liegt auf der Hand, dass in dieser Weise eine direkte und exakte Antwort auf diese Fragen nicht gegeben werden kann. Ich habe deshalb versucht, der Sache mehr indirekt auf den Grund zu kommen.

Seit einigen Monaten habe ich mich bei jedem der Hunderte von Kranken, die ich in dieser Zeit in meiner vertrauensärztlichen Tätigkeit gesehen habe, gefragt, ob der Alkohol als Krankheitsursache in Frage kommen könne. Zähle ich nur die Fälle, in denen ich den Alkohol mit an Sicherheit grenzender Wahrscheinlichkeit als Krankheitsursache ansehen muss, so sind das 5—8% der Erkrankungen, die ich bei männlichen Mitgliedern unserer Kasse in den letzten Monaten gesehen habe. Bei den seitdem untersuchten weiblichen Kranken trug der Alkohol nur ein einziges Mal an der Erkrankung Schuld.

Als Krankheiten, die ich bei dieser Zählung auf den Alkohol zurückgeführt habe, habe ich, nach steigender Häufigkeit geordnet, aufzuführen: Leberleiden, Nierenerkrankungen, Nervosität bezw. sogen. Neurasthenien, Herzkrankheiten, Magenerkrankungen und insbesondere sogen. Muskelrheumatismus.

Nun sind natürlich auch die 5—8%, die ich als Folgen des Alkoholmissbrauchs aufgefasst habe, durch eine subjektive Schätzung herausgerechnet. Die Alkoholgegner werden meinen, die Prozentzahl sei viel zu klein, die Alkoholfreunde werden mir zurufen, dass ich heillos übertreibe. Eine Einigung ist vorläufig schwer möglich, solange auch unter Aerzten die Bekanntschaft mit den leichteren Alkoholwirkungen eine so wenig sichere ist. Ich habe daher zur Lösung der uns interessierenden Frage noch einen zweiten Weg zu gehen versucht.

Ich habe aus der Krankheitsstatistik, die die Münchener Ortskrankenkasse seit dem Jahre 1906 führt, zunächst die Fälle herausgenommen, die nicht ohne den Alkohol denkbar sind: den Rausch, den sogen. chronischen Alkoholismus in seinen etwas verschiedenen aber wohlumschriebenen Aeusserungsformen, endlich das Delirium tremens und die anderen Alkoholpsychosen. Ich habe nun zugesehen, wie diese Erkrankungen, die ohne den Alkohol nicht hätten zustandekommen können, sich auf die verschiedenen Berufsgruppen verteilen. Der Gedanke, der mich hiebei leitete, war der, dass es so vielleicht möglich wäre, bestimmte Berufsgruppen als besonders alkoholfreundlich ausfindig zu machen und das Verhältnis zu bestimmen, in dem der Alkoholismus dieser Gruppen zu dem der anderen Berufsgruppen steht. Gelang dies, so konnte man weiterhin feststellen, ob diese dem Alkoholismus besonders fröhnenden Berufe auch durch mehr Fälle an jenen Erkrankungen belastet sind, von denen wir wissen, dass der Alkohol mithilft, sie hervorzubringen.

Nun ergibt unsere Statistik an eindeutigen Alkoholkrankheiten in den verschiedenen Jahren folgende Zahlen:

1906

83 Fälle und zwar 79 bei Männern, 4 bei Weibern. Davon 27 im Baugewerbe, 7 in der Nahrungs- und Genussmittelbranche, 8 bei Metallarbeitern.

Die übrigen verteilen sich auf die verschiedenen Berufsgruppen ziemlich gleichmässig.

1907

128 Fälle und zwar 125 bei männlichen, 2 bei weiblichen Mitgliedern.

Davon 67 im Baugewerbe, 8 bei Metallarbeitern, 9 in der Holzindustrie, 8 im Handelsgewerbe, 6 im Wirtsgewerbe.

1908

109 Fälle und zwar bei 96 Männern und 13 Weibern.

Davon 39 im Baugewerbe, 11 im Wirtsgewerbe, 6 bei Metall- und 7 bei Holzarbeitern.

1909

130 Fälle und zwar 125 bei Männern und 5 bei Weibern.

Davon 43 im Baugewerbe, 20 im Handelsgewerbe, 9 im Verkehrsgewerbe.

Während nun bei der Allgemeinheit aller Versicherten der vier aufgeführten Jahrgänge 1 Fall von Alkoholismus auf 960,6 Mitglieder kommt, finden wir im Baugewerbe schon auf 255,4 Mitglieder eine Alkoholkrankheit. Beachten wir, dass von den 450 Alkoholschädigungen, die im Zeitraum vom 1. Januar 1906 bis 31. Dezember 1909 beobachtet wurden, 356 den nur durch chronischen Alkoholmissbrauch gezeitigten Formen angehörten, während 94 als akute Vergiftungen aufgeführt sind, so gibt das bei der Summe von 432 272 Mitgliedern auf 1214,2 Mitglieder einen Fall von chronischer und auf 4598,6 Mitglieder einen Fall von akuter Vergiftung.

Im Baugewerbe aber finden wir von den angeführten 356 Fällen, die durch chronischen Alkoholismus verschuldet sind, 144 und von den 94 akuten Vergiftungen 33. Dieselben verteilen sich auf 45 214 Versicherte im Baugewerbe tätige Personen. Es heisst das, dass im Baugewerbe Münchens schon auf 313,9 Arbeiter ein nachweisbar dem chronischen Alkoholismus ergebener Versicherter und auf 1370,1 Versicherte ein Kassenmitglied kommt, das genötigt ist, wegen akuter Alkoholvergiftung ärztliche Hilfe aufzusuchen. Die Zahlen bedeuten dass im Baugewerbe 3,79 Mal soviele Fälle von chronischem Alkoholismus und 3,35 Mal soviele von akuten Alkoholvergiftungen diagnostiziert worden sind als bei der Allgemeinheit.

Nun ist es zwar sicher, dass in München Angehörige des Baugewerbes häufiger von Arbeitslosigkeit betroffen werden, als andere Berufsgruppen. Da vermehrte Arbeitslosigkeit erfah-

rungsgemäss zu häufigeren Krankmeldungen führt, so könnte man auf den Gedanken kommen, dass das Ueberwiegen der Alkoholkrankheiten im Baugewerbe ein nur scheinbares sei. Betrachte ich aber die Tatsachenreihe, die ich im Folgenden vorführe, so möchte ich doch diesen Gedanken fallen lassen; denn es zeigt sich, dass das Baugewerbe eben gerade von solchen Erkrankungen besonders heimgesucht wird, die zum Alkoholismus sichere ursächliche Beziehungen haben.

Es scheint mir auch wichtig, darauf hinzuweisen, dass das Verhältnis sowohl bei den chronischen, als auch bei den akuten Vergiftungsfällen fast das gleiche ist. Man kann bei der Grösse des Materials nicht annehmen, dass sich unter den im Baugewerbe tätigen Personen zufällig besonders viele psychopatisch veranlagte und gegenüber Genussgiften Widerstandsschwache zusammengefunden haben. Diese Annahme würde auch direkt den statistischen Ausweisen über Psychopathien und Nervenerkrankungen widerstreiten. Auch ist nicht einzusehen, warum alkoholische Störungen Bauarbeiter leichter zum Arzte führen sollten, als Angehörige anderer Berufe. Wir müssen demnach schon den Schluss ziehen, dass dem Alkoholgenuss von Vertretern des Baugewerbes in München tatsächlich etwa 3—4 mal so stark gefröhnt wird, als von der Allgemeinheit der Kassenmitglieder. Ja, das Ergebnis muss sogar für die Allgemeinheit noch ein etwas günstigeres sein, als hier herausgerechnet wurde, da die stark trinkenden Angehörigen des Baugewerbes mit in ihr eingeschlossen sind.

In der Tat werden die für das Baugewerbe gefundenen Zahlen und Verhältnisse in keiner anderen Berufsgruppe wieder erreicht. So verteilen sich beispielsweise in den nach dem Baugewerbe am stärksten heimgesuchten Berufen

im Handelsgewerbe	45	Fälle	auf	34 423	Vers.	d. i. 1:764,9
im Wirtsgewerbe	12	„	„	8 978	„	d. i. 1:748,1
in der Holzindustrie	26	„	„	20 196	„	d. i. 1:776,8
bei den Metallarbeitern	28	„	„	17 805	„	d. i. 1:635,8
und im Verkehrsgewerbe	20	„	„	10 703	„	d. i. 1:535,8

Darf man also wohl mit Recht in München das Baugewerbe als das am stärksten alkoholisierte ansehen, so muss man sich nun fragen, ob der Einfluss dieses verbreiteten Alkoholmissbrauches auch in der Zahl der Erkrankungen an jenen Leiden zum Ausdruck kommt, die man zwar nicht ohne weiteres als echte unzweideutige Alkoholfolgen betrachten darf, bei deren Entstehung das Trinken aber doch nach ärztlicher Erfahrung häufig mithilft.

Ich konnte nun berechnen, dass

1 Fall von Zuckerkrankheit bei der Allgemeinheit auf 11 683, im Verkehrsgewerbe auf 3567,6, in der Metallindustrie

auf 5935, im Handelsgewerbe auf 3129,3, im Wirtsgewerbe auf 2244,5 und im Baugewerbe auf 3478;

1 Fall von Herzvergrösserung bei der Allgemeinheit auf 1253, im Verkehrsgewerbe auf 1729, im Wirtsgewerbe auf 690,8, im Handelsgewerbe auf 1012,4, in der Metallindustrie auf 712,2, in der Holzindustrie auf 1262,2 und im Baugewerbe auf 594;

1 Fall von Herzmuskelentartung bei der Allgemeinheit auf 289,5, im Verkehrsgewerbe 248,9, im Wirtsgewerbe auf 561, im Handelsgewerbe auf 484,8, in der Holzindustrie auf 276,6, in der Metallindustrie auf 254,3 und im Baugewerbe auf 92,8;

1 Fall von Herzschlag bei der Allgemeinheit auf 3065,6, im Wirtsgewerbe auf 4489, im Verkehrsgewerbe auf 1783,8, im Handelsgewerbe auf 3442,3, in der Holzindustrie auf 2244, in der Metallindustrie auf 4451,2 und im Baugewerbe auf 1222;

1 Fall von Arterienverkalkung und Aneurysma bei der Allgemeinheit auf 1099, im Wirtsgewerbe auf 2675,7, im Handelsgewerbe auf 1564,7, in der Holzindustrie auf 807,9, in der Metallindustrie auf 847,8 und im Baugewerbe auf 332,4;

1 Fall von „Leberentzündung", Lebercirrhose bezw. Leberleiden ohne nähere Bezeichnung bei der Allgemeinheit auf 2362,1, im Wirtsgewerbe auf 2244, im Verkehrsgewerbe auf 1070,3, im Handelsgewerbe auf 2294,9, in der Holzindustrie auf 3366, in der Metallindustrie auf 1800,4 und im Baugewerbe auf 664,9;

1 Fall von Nierenentzündung bei der Allgemeinheit auf 483, im Wirtsgewerbe auf 448,9, im Verkehrsgewerbe auf 714,5, im Handelsgewerbe auf 593,5, in der Holzindustrie auf 561, in der Metallindustrie auf 494,6 und im Baugewerbe 258,3;

1 Fall von Magenkatarrh bei der Allgemeinheit auf 55,06, im Wirtsgewerbe auf 84,6, im Verkehrsgewerbe auf 56,0, im Handelsgewerbe auf 88,8, in der Holzindustrie auf 57,8, in der Metallindustrie 51,5 und im Baugewerbe auf 27,9;

1 Fall von Magenkrampf bei der Allgemeinheit auf 587,3, und im Baugewerbe auf 373,3;

1 Fall von Lungenentzündung bei der Allgemeinheit auf 817,7, im Wirtsgewerbe auf 897,8, im Verkehrsgewerbe auf 428,1, im Handelsgewerbe auf 637,4, in der Holzindustrie auf 480,8, in der Metallindustrie auf 809,3 und im Baugewerbe auf 311,7;

1 Fall von Muskelrheumatismus bei der Allgemeinheit auf 28,0, im Wirtsgewerbe auf 34,1, im Verkehrsgewerbe auf 24,2, im Handelsgewerbe auf 35,1, in der Holzindustrie auf 26,9, in der Metallindustrie auf 23,5 und im Baugewerbe auf 9,8 Mitglieder kommt. Das in München besonders stark trinkende Baugewerbe stellt also an Erkrankungen, an deren Zustandekommen der Alkoholgenuss nach der herrschenden ärztlichen Ansicht in hervorragendem Masse mitwirkt, tatsächlich einen

weit höheren Prozentsatz als die mässigere Allgemeinheit nicht nur, sondern auch als die im Trinken zwischen ihm und dieser rangierenden Berufe. Besonders hinweisen möchte ich auf das enorme Ueberwiegen jener schmerzhaften Zustände, die man zumeist in Ermangelung einer wirklichen Einsicht in die Natur des Leidens als Muskelrheumatismus bezeichnet, und für die man teils Erkältungen, teils Zerreissungen durch „Ueberheben" und dergl. verantwortlich zu machen sucht. Ohne den Einfluss dieser ursächlichen Momente leugnen zu wollen, muss ich doch entschieden darauf hinweisen, dass gerade hierbei es sich in einer übergrossen Anzahl der Fälle um offenbar stark trinkende Personen handelt. Diese Tatsache ist denn auch schon wiederholt von verschiedenen Aerzten auf Grund der immer wiederholten Erfahrung hervorgehoben worden, ohne dass meines Wissens eine derartig eklatante Uebereinstimmung zwischen dem Nachweis starker Alkoholisierung und hoher Erkrankungsziffer an Muskelrheumatismus rechnerisch erbracht werden konnte.

Den hohen Prozentsatz, den die Vertreter des Münchener Baugewerbes zu den Erkrankungen an Lungenentzündung stellen, dürfen wir zum Teil wohl als Ausdruck einer durch den Alkohol verminderten Widerstandskraft gegenüber manchen Infektionskrankheiten ansehen. Durch die im Baugewerbe gegenüber anderen Berufsarten vermehrte Erkältungsgefahr allein lässt sich das mehr als doppelt so häufige Erkranken an Lungenentzündung nicht erklären. Denn die Lungen- und Kehlkopftuberkulose, bei deren Entstehung dieselben Schädlichkeiten auch praedisponierend wirken wie bei der Lungenentzündung, nämlich häufige Erkältungen und Staubeinatmung, finden wir bei der Allgemeinheit in einem auf 31,6, bei den Bauarbeitern in einem auf 29,4 Fälle vertreten, hier also nicht nennenswert häufiger als dort; im Wirtsgewerbe kommt 1 Fall von Lungentuberkulose auf 41,9, im Verkehrsgewerbe auf 61,1, im Handelsgewerbe auf 48,6, in der Holzindustrie auf 32,1, in der Metallindustrie auf 31,7 Mitglieder. Dass tatsächlich der Alkoholgenuss mitspielt, um das Ueberwiegen der angeführten Erkrankungen bei den stärker trinkenden Bauarbeitern zu bedingen, ergibt sich auch aus dem Umstande, dass Erkrankungen derselben Organsysteme, sobald sie ihrer Art nach durch den Alkoholgenuss nicht wesentlich gefördert werden können, im Baugewerbe nicht häufiger angetroffen werden wie in anderen Berufsgruppen. So kommt z. B., um noch ein paar ganz andersartige Erkrankungen zu nennen, ein Fall von Herzneurose bei der Allgemeinheit auf 1051,7, bei den Bauarbeitern auf 1102,8 Mitglieder, ein Fall von Gallensteinen bei der Allgemeinheit auf 1047, bei den im Baugewerbe Beschäftigten auf 983 Personen. Im Wirtsgewerbe finden wir von Herzneurose einen Fall auf 897,8, im Handelsgewerbe auf 1043, in der Holzindustrie auf 1062,9 und

in der Metallindustrie auf 937,1 Versicherte und von Gallensteinen je einen Fall auf 1795,6 bezw. 2675,6 bezw. 2145,2 bezw. 2244 Personen.

Aus den angeführten Häufigkeitsverhältnissen ergibt sich das eine jedenfalls mit Sicherheit: dass es unstatthaft ist, die Morbiditätszahlen der verschiedenen Berufsgruppen miteinander zu vergleichen. Die Zahlen werden durch nicht immer durchsichtige Verhältnisse allzu sehr beeinflusst. Ausser den in ganz ungleichem Grade gegebenen Berufsschädlichkeiten kommt hier jedenfalls die grössere oder geringere Anzahl ganz jugendlicher und weiblicher Arbeiter in Betracht, so im Münchener Wirtsgewerbe. Wir dürfen daher die Erkrankungsziffer einer Berufsgruppe höchstens mit der der Allgemeinheit vergleichen.

Ich vermeide es daher absichtlich, weitergehende Schlüsse aus den gefundenen Tatsachen zu ziehen. Wollte man z. B. berechnen, wieviele der aufgeführten Erkrankungen durch eine grössere Mässigkeit der Betroffenen hätten vermieden werden und welche Summen an Krankengeld hätten erspart werden können, so müsste man notwendigerweise wiederum sehr willkürliche Annahmen machen. Es genügt mir vollkommen, darauf hingewiesen zu haben, dass in einer nachweisbar weit über den Durchschnitt mit eindeutigen Alkoholkrankheiten belasteten Berufsgruppe die mittelbaren Trinkerkrankheiten ebenfalls weit höher vertreten sind, als dem Durchschnitt entsprechen würde.

Genauere Angaben über die Rolle des Alkohols als Krankheitsursache sind nur auf Grund solcher Erhebungen zu machen, die von vornherein zum Zwecke dieses Ursachennachweises erhoben und dementsprechend organisiert sind. Bis heute existieren sie leider noch so gut wie gar nicht.

Einen höchst wertvollen Beitrag zur Frage „Alkohol und Krankenkassen“ hat uns das Kaiserliche Statistische Amt unter Mitwirkung des Kaiserlichen Gesundheitsamtes in seinen Untersuchungen über „Krankheits- und Sterblichkeitsverhältnisse in der Ortskrankenkasse für Leipzig und Umgebung“ geliefert. Ich kann aus diesen umfangreichen Mitteilungen, an denen jedes Wort wichtig ist, an dieser Stelle natürlich nur wenige Daten anführen.

Als „Alkoholiker“ sind diejenigen Personen betrachtet worden, auf deren Krankenkarten vom Arzte entweder ein „P“ (= Potator, Trinker) oder die Angabe „chronische Trunksucht“, „Delirium tremens“, „Säuferwahnsinn“ gesetzt war. Die Fälle akuter Alkoholvergiftung sind unberücksichtigt geblieben und von den chronischen Vergiftungen sind nur die bei männlichen Mitgliedern vorgekommenen verrechnet worden. Es fanden sich so 4847 „Alkoholiker“, (die in der Tat aber nur 630 Einzelpersonen entsprachen), bei einer Mitgliederzahl von 952 674 Personen = 0,52 %. Der Zeitraum, während dessen ein als

Trinker gekennzeichnetes Mitglied in Beobachtung stand, wurde in zwei Abschnitte zerlegt, einen ersten, der vom Tage der Kennzeichnung als Trinker ein Kalenderjahr zurückreichte, und einen zweiten, der mit der Kennzeichnung begann. Es sollte auf diese Weise ermöglicht werden, den Einfluss des sich entwickelnden und den des offenkundigen Potatoriums einigermassen zu erkennen.

Sehr lehrreich und völlig mit dem ärztlichen Wissen über den Einfluss des Trinkens auf Charakter und Willenskraft übereinstimmend ist zunächst das Verhalten der Alkoholiker in ihren Berufsverhältnissen. Es zeigte sich, dass ein Alkoholiker, ehe er als solcher gekennzeichnet ist, durchschnittlich 1,3 mal seinen Beruf wechselt und 969 Tage in e i n e m Berufe tätig ist. Durch den Alkohol in seiner Energie und seiner Arbeitskraft und Brauchbarkeit einmal schwer geschädigt, wechselt er im 2. Abschnitt aber 3,5 mal seinen Beruf und bleibt im einzelnen Berufe nur 334 Tage tätig. Auch der Stellenwechsel nimmt mit dem Herabrücken in schwerere Trunksucht zu: während der Trinker, ehe er als solcher gekennzeichnet ist, durchschnittlich 144 Tage in einer Stellung verharrt, hält er im 2. Abschnitt nur noch 113 Tage aus. Dabei stellt es sich heraus, dass sich hinsichtlich Ausscheiden bezw. Eintreten von Alkoholikern nicht alle Berufsarten gleichmässig verhalten. Am stärksten ist die Abnahme der Alkoholiker bei den Brauern und Brennern (— 50 %), bei den Wirten (— 40 %) und bei den Kellnern (— 30,8 %). Es sind das die in Leipzig am meisten dem Alkoholgenuss ergebenen Berufe. Recht beträchtlich ist auch das Ausscheiden der Trinker bei den Schlossern (— 24,2 %), bei den Maurern und Erdarbeitern (— 23,3 %), bei den Zimmerleuten und Dachdeckern (—22,2 %), und bei den Kutschern und Fuhrleuten (— 20,0 %), also bei Berufsarten mit hoher Unfallgefahr. Ueberraschend hoch ist aber auch der Abgang der Trinker in einer Anzahl von Berufen, die zu ihrer Ausübung insbesondere Geschicklichkeit, Sorgfalt und Aufmerksamkeit erheischen: bei den Tischlern (— 15 %), bei den Formern (— 14,3 %) und bei den Schriftsetzern (— 13,3 %). Dagegen häufen sich die Alkoholiker bei den Steinsetzern, den Arbeitern in landwirtschaftlichen Betrieben (+ 100 %), bei den Rohrlegern und Klempnern (+ 57 %) und bei den Strassenarbeitern (+ 52 %). Der Bearbeiter dieses Kapitels in der Veröffentlichung des Kaiserlichen Statistischen Amtes meint, dass es hauptsächlich zwei Umstände seien, die den Zufluss der Trinker in die angeführten Berufsarten bedinge, die geringere Unfallgefahr und die Möglichkeit, sich durch reine Muskelleistung zu behaupten.

Im ersten Abschnitt standen die Alkoholiker in gesundheitlicher Beziehung nur wenig ungünstiger da, als die Allgemeinheit. Im zweiten Abschnitt aber ist ihr Gesundheitszustand ein

ausserordentlich ungünstiger. Sie sind während des achten Teiles dieser Zeit erwerbsunfähig, auf 100 Risikotage entfallen 12,6 Krankheitstage. Das ist mehr als die ganz alten Leute der Allgemeinheit aufweisen. Denn bei der Allgemeinheit fanden sich in den Altersklassen von 30—34 Jahren 2,2, von 35—39 Jahren 2,6, von 40—44 Jahren 3,0, von 45—49 Jahren 3,4, von 50—54 Jahren 4,0, von 55—59 Jahren 4,7, von 60—64 Jahren 5,7, von 65—69 Jahren 7,6, von 70—75 Jahren 9,5 und bei den Leuten über 75 Jahre nur 11,1 Krankheitstage auf 100 Risikotage. Es ist daher ohne weiteres einleuchtend und entspricht nur unseren Erwartungen, dass wir bei den Alkoholikern sowohl die Zahl der Krankheitsfälle als die der Krankheitstage ebenfalls grösser finden, als bei der Allgemeinheit. Und zwar war die Zahl der Krankheitsfälle

in der Altersklasse von 15—24 Jahren 1,8 mal
„ „ „ „ 25—34 „ 2,64 „
„ „ „ „ 35—44 „ 2,83 „
„ „ „ „ 45—54 „ 2,61 „
„ „ „ „ 55—64 „ 2,66 „
„ „ „ „ 65—74 „ 2,93 „

so gross als bei der Allgemeinheit und die Zahl der Krankheitstage in denselben Altersklassen 1,48 bezw. 2,56 bezw. 2,70 bezw. 2,51 bezw. 2,22 bezw. 2,60 mal so gross. Dagegen finden wir die auf den ersten Blick auffallende, bei genauerer Ueberlegung aber freilich sehr verständliche Tatsache, dass die durchschnittliche Krankheitsdauer bei den Alkoholikern geringer ist als bei der Allgemeinheit um 3,1 bezw. 0,7 bezw. 1,0 bezw. 1,1 bezw. 5,4 bezw. 4,6 Tage. Es erscheint dies umso mehr erstaunlich, als die über 34 Wochen dauernden Unterstützungen bei den Alkoholikern das

1,1fache in der Altersklasse 35—44 Jahre,
1,8 „ „ „ „ 45—54 „
2,2 „ „ „ „ 55—64 „
2,0 „ „ „ „ 65—74 „

betragen. Schwere und langdauernde Erkrankungen sind also bei den Alkoholikern sicher nicht seltener, sondern im Gegenteil häufiger vorgekommen als bei den übrigen Kassenmitgliedern. Wenn trotzdem die durchschnittliche Krankheitsdauer dort geringer ist als hier, so wird das mathematisch nur ermöglicht durch die sehr viel grössere Anzahl der Erkrankungsfälle überhaupt und insbesondere der Krankmeldungen wegen leichter und unbedeutender Störung der Gesundheit. Gegeneinander gehalten sind die verschiedenen Tatsachenreihen ein schlagender Beweis für die geringere Arbeitslust und die geringere Energie der Alkoholiker. Es ist daher auch durchaus nicht verwunderlich, sondern muss nach dem, was man über die Trinker im allgemeinen weiss, so sein, dass die Sterblichkeit der Alkoholiker

zwar grösser ist als die der Allgemeinheit, in den 10jährigen Altersklassen von 25—74 Jahren das 2,3, 2,9, 2,2, 1,2 und 1,3-fache von der der Allgemeinheit beträgt, dass aber bei den Trinkern ein Todesfall erst auf 80 Krankheitsfälle trifft, statt auf 69, wie bei der Allgemeinheit in den Jahren von 25—34 J.

auf	42	Krankheitsfälle	statt auf	44	„	„	„	„ 35—44	„
„	34	„	„ „	29	„	„	„	„ 45—54	„
„	41	„	„ „	19	„	„	„	„ 55—64	„
„	28	„	„ „	12	„	„	„	„ 65—74	„

Dass der Alkoholismus die Unfallgefahr vermehre und dass die Unfallfolgen bei Alkoholikern länger anzudauern pflegen und durchschnittlich schwerer sind, wurde von sachverständigen Aerzten schon lange und oft behauptet. Durch die Erhebungen über Leipziger Verhältnisse haben wir nunmehr auch für diese Annahmen zahlenmässige Belege bekommen. Die über 13 Wochen dauernden Unfallfolgen betragen bei den Alkoholikern

das	3-fache	in der	Altersklasse	25—34	Jahre
„	2,3 „	„ „	„	35—44	„
„	1,2 „	„ „	„	45—54	„
„	1,0 „	„ „	„	55—64	„
„	7,5 „	„ „	„	65—74	„

Die Krankheitsformen, von denen die Alkoholiker besonders stark heimgesucht waren, waren in Leipzig dieselben wie die für München namhaft gemachten. Dort wie hier machte von häufigen und für die Volksgesundheit vornehmlich wichtigen Erkrankungen nur die Lungentuberkulose eine Ausnahme. Wie in München bei den Vertretern des Baugewerbes, so fanden sich auch in Leipzig bei den allen möglichen Berufen angehörenden Alkoholikern Lungenentzündung, Magenkatarrh, Muskelrheumatismus und Kehlkopfentzündungen in die Verhältnisse der Allgemeinheit weit übersteigender Anzahl.

Diesen Tatsachen gegenüber erwächst für die Krankenkassen eine Reihe praktischer Aufgaben. Zunächst einige, deren Erfüllung eigentlich eine Selbstverständlichkeit ist. Es ist zu hoffen, dass keine Kasse von ihrem formellen Rechte Gebrauch macht, für Erkrankungen, die auf Trunkfälligkeit zurückzuführen sind, nicht aufzukommen. Der Gesetzesparagraph, der das zulässt, entspringt der veralteten Auffassung, die in der Trunksucht nur ein Laster sah. Sie ist aber in erster Linie eine Krankheit. Daran müssen wir festhalten, wenn wir überhaupt den Versuch machen wollen, einen Trinker wieder zu erheben. Damit will ich nicht sagen, dass wir gegen den Trinker nachsichtig sein sollen, im Gegenteil: wir dürfen und sollen ihm unseren Widerwillen gegen sein Tun nicht verhehlen. Aber wir müssen ihm den Grund dafür in einer krankhaften Willensschwäche zeigen. Dann erst können wir mit Recht von ihm fordern, dass er sich einer zweckmässigen Behandlung unter-

wirft. Diese ist für alle schwereren Fälle, mögen sie im engeren Sinne psychische Störungen darbieten oder nicht, die Trinkerheilstätte. Solche Behandlungen dauern lange und kosten Geld, denn es muss erreicht werden, dass der Kranke einen neuen Menschen anziehe, aber sie machen sich belohnt.

Förderung des Baues von Heilstätten für Alkoholkranke, Aufklärung über die Alkoholwirkungen und ihre Behandlung muss man daher den Kassen dringend ans Herz legen. Aushängen guter, die Alkoholwirkungen darstellender Tafeln in den Schalter- und Warteräumen der Kassen, Auslegen von guten, gemeinverständlich geschriebenen Schriften, die ja von Alkoholgegnervereinen gern zur Verfügung gestellt werden, kann man auch heute schon durchführen, ohne sich der den Kassen nicht zustehenden prophylaktischen Tätigkeit schuldig zu machen. Der in der Trinkerheilstätte mit Erfolg behandelte ehemalige Trinker bedarf nun nach seiner Entlassung noch lange eines Schutzes gegen die überall lauernde Verführung. Denn geheilt bleibt er mit Sicherheit nur dann, wenn er völlig abstinent bleibt. Ein Zusammenarbeiten mit den neuerdings gegründeten Alkohol-Fürsorgestellen ist daher für die Krankenkassen unentbehrlich. Sie werden freilich selbst mit diesen nicht ohne weiteres in Verbindung treten können, aber sie sollen einsichtige Angehörige des Trinkers auf diese Institutionen aufmerksam machen, wie sie ja auch Unfallkranken mit Rat und Tat zur Seite stehen. Hier ist der Punkt, wo ich auf die Bedeutung der Abstinenzorganisationen hinweisen muss. Es fällt mir nicht ein, Sie persönlich für die Abstinenz begeistern zu wollen. Aber das muss man von einem Kassenvertreter verlangen, dass er diese Institutionen gerecht beurteile, dass er ihre Notwendigkeit für die Stützung früherer Trinker und gefährdeter Personen verstehe und ihre Unentbehrlichkeit im Gesamtkörper eines Volkes anerkennt.

Endlich — und das ist für lange Zeit eine der wichtigsten Aufgaben der Krankenkassen — ist eine brauchbare Alkoholstatistik zu schaffen. Wie das im einzelnen zu machen ist, kann hier nicht ausgeführt werden, denn es wird an jedem Ort anders angepackt werden müssen. Die Grundregeln kann jede Kasse aus den Erhebungen des Statistischen Amtes über die Gesundheits- und Sterblichkeitsverhältnisse in Leipzig erfahren. Von der Ortskrankenkasse München wird auf meine Veranlassung von nun an eine genaue Statistik der Alkoholiker und Syphilitiker angelegt werden. In derselben werden die Trinker und luetisch Infizierten nicht nur der Allgemeinheit, sondern insbesondere auch dem Durchschnittsergebnis aus ihrer eigenen jeweiligen Berufsgruppe gegenübergesellt werden. Erst wenn diese Statistiken jahrelang in methodisch richtiger Weise geführt sind, werden sich die Alkoholschädigungen in vollem Umfange übersehen lassen.

Aufgegebene Trinker.

(Eine Lücke in der Trinkerfürsorge.)

Referat auf dem Arbeitstag des westfälischen Verbandes evangelisch-kirchlicher Blaukreuz-Vereine am 20. Februar 1911 zu Dortmund von Anstaltsvorsteher P. Kruse, Lintorf.

Mein Wort gilt denen, die wir mit unserer bisherigen Fürsorge nicht erreichten. Auch denen, die uns nicht zu einem vollbefriedigenden Erfolge unserer Arbeit kommen liessen. Es geht nicht an, sie als eine verlorene Welt bei Seite zu schieben. Ein Kranker scheidet darum noch nicht aus der Pflege aus, weil es nicht gelang, ihm zur vollen Heilung zu verhelfen. Die Fürsorge wird eine andere werden. Gerade das Misslingen der stattgefundenen Versuche legt die Pflicht auf, über eine anderweitige und mehr angebrachte Art der Versorgung nachzudenken.

Dass es eine Menge von solchen gibt, um die wir uns umsonst bemühten, das wissen alle, die für ihre alkoholkranken Mitmenschen Herz und Hand haben und an irgend welcher Stelle der Trinkerfürsorge sich betätigen. Es sind die, welche überhaupt nicht in unsere Pflege gekommen sind, oder denen wir, wenn sie kamen, doch nicht in vollem Masse haben helfen können. Scheuen wir uns nicht, die vorhandenen Lücken der bisherigen Trinkerfürsorge und damit freilich auch die Grenzen unseres Könnens zuzugeben. Wir haben es, was und wieviel wir auch erreichten, durchaus noch nicht so herrlich weit gebracht, dass wir zufrieden ausruhen dürften.

Von Frucht und Erfolg soll heute nicht geredet werden. Aber es soll doch nicht unausgesprochen bleiben, dass Trinkerrettung zwar ein enttäuschungsreiches, aber doch nicht erfolgloses Werk ist. Vereins- und Anstaltsarbeit hat es tausendfach bewiesen, dass die Trinker doch nicht das heillose Volk sind, wofür man sie lange hielt. Auch diese Versammlung ist solch ein Beweis. Auch hier sehe ich leuchtende Augen von solchen, die ihren Dank für die selbst erfahrene Hilfe durch hingebende Teilnahme am Rettungswerke betätigen. Auch hier in diesem Kreise sieht treue Vereins- und Anstaltsarbeit etwas von gottgeschenkter Frucht. Die Zahl derer, die von planmässiger Fürsorge erreicht werden, wächst von Jahr zu Jahr. Ich bringe hier nur einen Zahlenbeweis, und zwar aus meiner eigenen Arbeit. Wir pflegten vor 10 Jahren etwa 125 Alkoholkranke jährlich, nach 5 Jahren waren es 180, im letzten Jahre schon 286. Wir können gar nicht mehr alles leisten, was man von uns begehrt. Wir müssen uns bald erweitern, denn fast täglich müssen es die Hilfesuchenden hören: „Kein Platz am Tisch, kein Kämmerlein!“ Und wie bei uns, so ist es in den meisten Anstalten, soweit sie gut eingerichtet sind und den berechtigten Anforderungen unserer Zeit genügen. Das aber danken wir der grossen Aufklärungsarbeit, die seit etwa drei Jahrzehnten in den deutschen Landen getan wird. Wir dankens den immer zahlreicher werdenden Fürsorgestellen, von denen viele noch in den ersten Anfängen sind, andere schon auf dem sicheren Wege der Erfahrung Mustergültiges leisten. Wir danken es der Förderung unserer Arbeit durch die Landes-Versicherungsanstalten. Wir haben mit

Dank nach allen in Betracht kommenden Seiten es anzuerkennen, dass von Jahr zu Jahr grössere Mengen von Alkoholkranken durch unsere Arbeit erreicht werden.

Aber andere bleiben unerreicht. Und wir erreichen bei wieder anderen nicht, was unsere Fürsorge erreichen möchte. Anstalten und Vereine haben die Losung: Niemanden und nichts aufgeben! Und wenn der Geist unserer Arbeit der rechte ist, so ist es der Geist der Liebe, die nicht aufhört zu hoffen, selbst wenn menschlich geredet nichts mehr zu hoffen ist. Ueberraschungen und Enttäuschungen sind unser täglich Brot. Ueberraschend günstige Entwickelung dort, wo wir wenig oder nichts erwarteten. Enttäuschungen dort, wo wir die grösste Hoffnung hegten. Unser Wissen ist Stückwerk und wird es bleiben. Aber in vielen Fällen wissen wir doch, wie es kommen wird. Wir wissen es, dass bei einem grossen Teil unserer Pfleglinge das Gehen ein Untergehen ist. Es sind eben Leute, die fürs ganze Leben geschädigt sind und geschädigt bleiben, Charaktermollusken, denen auch der kräftigste Rückhalt durch die Vereinsarbeit, die beste Pflege einer Anstalt kein neues Rückgrat geben kann. — Oder wir wissen, dass auf das Gehen bald ein Wiedersehen folgt. Und sie kommen wieder. Wir würden aber irren, wollten wir hoffen, dass wir nun weiterkommen, ein besseres Resultat erzielen würden: sie haben nichts gelernt und alles vergessen, ihre Gebundenheit ist nur grösser, geringer nur ihre Widerstandskraft geworden. Sind wir aber zu solcher Wiederaufnahme gar zu sehr geneigt, dann wird auf der anderen Seite die Neigung immer grösser, die Anstalt als eine Stätte oberflächlichster Reparatur zu benutzen, und die dauernd geschädigten, jeder Willenskraft ermangelnden Leute sind dann die eigensinnigsten und eigenwilligsten, wenn sie sich „gesund fühlen“, oder wenn beim ersten Frühlingswehen draussen die Arbeitsgelegenheit sich hebt. Immer wieder klopfen sie an, oder sie sind vielleicht Stammgäste mehrerer Anstalten, wie jener arme Mensch, der in den ersten Tagen dieses Jahres in Kästorf dem Anstaltsleiter, der ihn gerade zum neunten Male aufnahm, die Kugel entgegenjagte. Jener Mann hatte sich seit 10 Jahren zwischen Kästorf, der Moorkolonie und den Senne-Anstalten hin- und herbewegt, ohne dass jemand die Macht gehabt hätte, ihn in seinem eigensten Interesse und zum Besten seiner Umgebung fest zu halten. Solcher unheilbarer Alkoholkranker gibt es eine grosse Zahl. und denen gegenüber hat unsere bisherige Fürsorge total versagt. Hier sind Rechtsmittel und Pflegestellen nötig, die wir heute noch schmerzlich entbehren.

Auf eine andere grosse Schar weise ich hin, welche wir mit unserer bisherigen Fürsorge nur ungenügend oder überhaupt nicht erreichen. Nur im Vorbeigehen erinnere ich daran, dass auch jenes Heer von Wanderern auf den Landstrassen fast durchweg aus Opfern des Alkohols besteht. Für sie rief Pastor D. von Bodelschwingh zu Anfang der achtziger Jahre zur rettenden Tat. Man lächelt heute, nach 30 Jahren, nicht mehr, wie damals über diese Bemühungen, wenn man hört, dass die auf seine Anregung ins Leben gerufenen 36 Arbeiterkolonien mit ihren 4888 Plätzen bis Anfang Dezember vorigen Jahres schon 226 046 Aufnahmen vollzogen hatten. Eine gewaltige Hilfsaktion zum Besten auch unserer trunkgefährdeten Brüder, die durch jene Häuser der Barmherzigkeit wenigstens für eine Weile der Landstrasse entnommen und unter eine Einwirkung gebracht werden, die gewisslich in vielen Fällen nicht umsonst geschieht! Aber wie schmerzlich mag es für die Berufsarbeiter der Kolonie sein, wenn auch sie den weitaus grössten Teil wieder hinausgehen sehen, ehe die nötige Festigung der Persönlichkeit erreicht und der Weg geebnet ist! Wie schmerzlich, wenn ein abziehender Kolonist auf die Frage, wohin er sich abmelde, die Antwort gibt: „Zum nächsten Strassengraben.“ Gar zu bald wird der Alkohol in den meisten Fällen die ersten Anfänge des Guten, die sich gerade bilden wollten, wieder

verwüstet haben! Auch von jenen Brüdern von der Landstrasse müsste ein grosser Teil in ganz anderer Weise gefasst werden können, als es der ganz auf dem Prinzip der Freiwilligkeit beruhenden Arbeit dieser Kolonien möglich ist.

Wie traurig die Lage dieser Leute auch sein mag, so ist doch noch etwas Gutes daran: sie sind ja doch wenigstens in Bewegung und streben nach den für sie errichteten Stätten der Barmherzigkeit. Weit schlimmer steht es um eine andere Schar. Das sind die Leute, die überhaupt nicht, oder nur eine ganz kurze Strecke wandern, wobei sie aber niemals eine Kolonie zum Ziel haben. So war es mit jenem „Eisernen Heinrich", wegen des angeblichen Besitzes des Eisernen Kreuzes so genannt, der bis in sein hohes Alter zwischen zwei rheinischen Grossstädten hin und her gondelte und ganz regelmässig bei seinen Freunden in Stadt und Land erschien, um Hunger und Durst zu stillen oder in Scheune oder Stallung auszuschlafen. Im allgemeinen wandern die Leute dieser Art nicht. Dazu haben sie ihre Ecke, an der sie stehen, viel zu lieb. Sie treiben sich an den Bahnhöfen, Lagerplätzen, Märkten, am Hafen, an den Brücken herum, wo sie durch gelegentliche Hilfeleistungen sich einige Schnapsgroschen verdienen und ihre Zunftgenossen finden, mit denen sie recht gute Brüderschaft zu halten pflegen. Wer kennte diese Bummler und Braunköpfe nicht, wegen ihrer braunblauen gedunsenen Trinkergesichter so genannt, diese Leute, deren Erscheinung in den nahe liegenden Gebüschen und Wäldern die Spaziergänger, meist recht grundlos, ängstet. Oft verursachen sie einen Auflauf und johlende Kinderscharen ziehen hinter ihnen her. Sie sind es, deren sich die grossstädtischen Herbergen zur Heimat durch Türsperre und ähnliche Einrichtungen erwehren müssen, da das Niveau der Herberge, das ohnehin ein anderes geworden ist, als Clemens Perthes 1854 gedacht, durch sie nur um ein weiteres herabgedrückt würde. Selten haben sie Familie; dann führt vielleicht das arme Weib als Arbeitsfrau ein wahres Sklavenleben, da der Mann nur eine Last ist und zur Befriedigung seiner Leidenschaft sogar ihre sauer verdienten Groschen fordert und dieselben ihr mit Gewalt entringt. Sind sie familienlos, dann hausen sie in der Penne oder in Kosthäusern allergeringster Art, wie jenes Haus in verrufener Gegend von Köln, aus dem ich einmal einen gestrandeten Mann bester Familie herauszuholen hatte, der 10 Tage vorher nach scheinbar nicht resultatlos verlaufener Anstaltspflege uns verlassen, aber, anstatt zu seinem Berufe in die süddeutsche Hauptstadt zurückzukehren, in der rheinischen Metropole dem Freunde und seiner Ladung zu einem Glase Wein nachgegeben hatte, womit er sofort wieder jeden Halt verlor. Das sind die Leute, die wir mit unserer bisherigen Fürsorge selten oder nie erreichen. Von nah und fern werden die Kranken in die Heilstätte gebracht, aber diese allernächsten sind uns bisher am meisten fern geblieben. Und doch soll auch diesen ganz besonders tief Gesunkenen und fest Geketteten geholfen werden!

Scheinbar haben es die Trinkerrettungsvereine recht leicht, diesen vor ihrer Türe liegenden Armen die Hand zu reichen. Aber man täusche sich nicht. Dass die Bitte, zum Besten dieser Kategorie von alkoholverseuchten Menschen hier den Mund aufzutun, gerade von blaukreuzlerischer Seite an mich gelangte, darf wohl als Beweis dafür gelten, dass gerade die Trinkerrettungsvereine dieser Aufgabe gegenüber sich machtlos fühlen. An ehrlichen Versuchen in dieser Richtung hats nicht gefehlt. Man hat in der Liebe, die allen helfen möchte, den sich begreiflicherweise regenden Widerwillen niedergekämpft, man hat die letzten Spuren des einstigen Gepräges, in dem tief gesunkenen Menschen den Bruder erkannt. Es hat ein warmherziger Freund in buchstäblicher Erfüllung des Christuswortes eine Schar solcher Leute zu sich geladen, hat ihnen Gutes getan und ihnen die Möglichkeit ihrer Errettung zugesagt und auch die Freude gehabt, dass etliche wenigstens wiedergekom-

men sind und sich den Weg der Besserung haben führen lassen. Und so haben auch die Vereine dann und wann gleich Gutes erlebt, und es wäre nicht recht, wenn sie sich durch die vorhandenen Schwierigkeiten bestimmen liessen, in solchen Rettungsversuchen nachzulassen. Die Schwierigkeiten sind freilich gross. Es handelt sich hier um ein ganz besonders festes Gebundensein. Eine weitgehende Veränderung ging schon mit diesen Leuten vor. Seit langen Jahren in jeder Beziehung verwahrlost, sind sie auf immer tiefere Stufen leiblichen und geistig-sittlichen Verkommenseins hinabgegangen. Was in ihnen nicht geradezu erstorben ist, das findet sich doch gelähmt, und es darf nicht erwartet werden, dass durch die beste Gemeinschaft, die ein Verein bieten kann, hier geholfen werde. Nur zu bald ist alles dahin, wenn diese Leute nach den Stunden brüderlichen Verkehrs nicht nur wieder sich selbst, sondern den unsauberen Mächten überlassen sind, die mit doppelter Gewalt ihre Arme nach denen ausstrecken, die ihnen entrissen werden sollen. Hier ist die Gegenwirkung mächtiger als das, was wir zu wirken vermögen. Und es ist nur eine bescheidene Hilfe, wenn man diese Elemente an Ort und Stelle einer Heimstätte übergibt; noch besser würden sie möglichst bald in die weite Ferne geschickt, damit jede Verbindung mit dem früheren Leben mit einem Schlage abgeschnitten würde. — Das Hineinziehen dieser Trinker in die Vereine stösst auch auf ein anderes Hindernis, dessen Bedeutung, wenn es sich auch nur um etwas Aeusseres handelt, nicht gering anzuschlagen ist. Gewisslich ist kein hochzeitlich Kleid nötig. Aber diese Leute befinden sich in einer Verfassung, die sie nicht gerade für die Teilnahme am Vereinsleben geeignet macht. Und wenn man in der Liebe, die alles überwindet, ihnen entgegenkäme, — auch die Leute selbst fühlen sich wie in einer fremden Welt, und es ist kein Wunder, dass sie im dunklen Empfinden dieses Abstandes zwischen ihnen und ihrer Umgebung umso schneller wieder dorthin streben, wo sie in ihrem Elemente sind, wo man ihre Sprache redet und ihnen den Trank reicht, nach dem ihr Organismus gebieterisch verlangt. Man suche solchen völlig unnormal gewordenen Menschen durch die beste Weise nahe zu kommen, ohne ihnen die Möglichkeit auch einer durchgreifenden leiblichen Umbildung darzubieten — wie der Frosch vom sammtenen Pfühle bald wieder in seinen Sumpf strebt, so wird auch diese Gruppe von Trinkern bald wieder in ihrem Elend sein: die Vereinsarbeit wird ihnen gegenüber fast ausnahmslos v e r s a g e n.

Aehnliches gilt auch von den T r i n k e r h e i l s t ä t t e n. Dass durch sie einem dieser Stadtbummler und Eckensteher geholfen werden kann, das ist nicht ohne Beispiel. Aber wie selten ist es! Nur ganz ausnahmsweise gelingt es, diese Leute zur Heilanstalt zu führen. Schon die finanzielle Seite ist ein Hindernis. Selten sind die Invalidenkarten in Ordnung geblieben. Und wenn sie es wären, so ist doch nicht zu empfehlen, für solche Fälle durch Beantragung des Heilverfahrens die Mittel der Landesversicherung in Anspruch zu nehmen. Wo findet sich aber, wenn dieser Weg nicht gangbar, ein Gönner, der einige Hundert Mark für den verzweifelt bösen Fall opfert! Die Mittel der öffentlichen Armenpflege sind nur selten flüssig zu machen, obwohl sich wiederholt solch Opfer bestens rentiert hat. Mir sind aus eigenster Erfahrung Fälle bekannt, wo tiefgesunkene Trinker, die vor 10—12 Jahren aus Armenmitteln in der Heilanstalt unterhalten wurden, heute wohlsituierte Bürger, sogar Besitzer eines bescheidenen Häuschens geworden sind. Wieviel Kosten machen diese Stadtbummler ihren Gemeinden, wenn sie wieder und wieder Krankenhauspflege nötig haben oder als Armenhäusler noch langjähriger Versorgung bedürfen! Aber seien wir gerecht! Solange nicht breitere Schultern durch ein Gesetz verpflichtet werden, so lange ist es der Armenverwaltung eines Gemeinwesens nachzufühlen, wenn sie sich sträubt, für den doch jedenfalls recht ungewissen Heilversuch, für die Ausrüstung des Auszusendenden usw. grössere Opfer zu bringen.

Besser steht es um die anstaltliche Versorgung dieser Leute, wenn sie Rentenempfänger sind und dazu bestimmt werden können, gegen Abtretung der Rente bei der zuständigen Landes-Versicherungsanstalt um Invalidenpflege zu bitten. Im Rheinland ist die Landes-Versicherung dazu bereit und auch bemüht, den familienlosen Rentenempfängern durch Sonderung der allgemeinen Invaliden von den trunkgefährdeten und lungensiechen Leuten die angemessene Versorgung zu bieten.

Andere Schwierigkeiten stellen sich ein, wenn die Leute nun endlich in der Heilanstalt angelangt sind. Auch hier gilt etwas von dem in Bezug auf ihre Teilnahme an dem Vereinsleben Gesagten. Es ist doch ein nicht geringer Abstand zwischen dem grössten Teil unserer Pflegebefohlenen und diesen Leuten, namentlich seitdem die Fürsorgestellen, die anfangs oft mit der Unterbringung sich übereilten, mit immer grösserer Vorsicht die Auswahl treffen. Nicht selten, dass ein solcher „Braunkopf" für seine Umgebung eine Ursache des Aergernisses ist, zumal wenn ein solcher sich bald als ein besonders anspruchsvoller Patron entpuppt und in Bezug auf seine Arbeitsfreudigkeit unter der Nachwirkung früheren Lebens recht viel zu wünschen übrig lässt. Dass in diesem Abrücken von dem neuen Hausgenossen ein unsozialer Zug liegt, eine Aeusserung selbstgerechten Wesens, dem wir entgegentreten, das bleibe nicht unerwähnt. Aber auch in dem Neuling dämmert die Ahnung auf, dass er nicht in seine Umgebung passe; solch Unlustgefühl weckt aber wohl trotz alles Guten, dessen der Mann in der Anstalt sich zu erfreuen hat, das Verlangen nach der alten Umgebung, in die er, weil es an Machtmitteln ihm gegenüber meistens fehlt, schneller als es sein sollte, zurückstrebt. Das kann ja auch nicht anders sein. Eine Heilanstalt hofft ihre Pflegebefohlenen nach glücklich beendeter Kur wieder entlassen zu können. Das geschieht nach 6 oder 9 Monaten. Mancher bricht früher ab: die Verhältnisse der Familie, die Rücksicht auf die Arbeitsgelegenheit und Anderes sind schuld daran. Aber oft geht der Patient, weil er sich „gesund fühlt"; nicht ganz selten geschieht die vorzeitige Entlassung aus disziplinarischen Gründen. Dieser Weggang der Anstaltsgenossen wirkt aber ungünstig auf denjenigen, bei dem nur durch sich auf weit längere Zeit erstreckende Behandlung etwas Gutes erhofft werden kann oder gar Dauerpflege geboten ist. Immer wieder diese Berufung auf die Anderen. Keine Einsicht dafür, dass der Fall des Anderen doch eben ein anderer Fall ist! Man mag sich müde reden, es wird nicht gelingen zu überzeugen. Der Pflegling geht, und wenn's nicht anders geht, dann wird von ihm selbst (Rückfall, Arbeitsverweigerung u. dergl.) eine Katastrophe herbeigeführt, — mit Vorliebe am Montag, wenn der vorhergehende Ruhetag den missgestimmten Elementen vermehrte Möglichkeit geboten, einander ungünstig zu beeinflussen. Und so muss die Anstaltsleitung den thörichten Mann ziehen lassen, obwohl auch in der Heimat desselben nichts hat vorbereitet werden können. Bald ist er wieder von den alten Saufkumpanen umringt, und die Anstalt, sowie diejenigen, welche sich um ihn bemühten, haben wieder Anlass, ein neues Kapitel von verlorener Liebesmühe zu schreiben. Wie von der Vereinsarbeit, so gilt es auch jetzt von der Heilanstalt: solchen Elementen gegenüber wird sie fast ausnahmslos *versagen*.

Es liegt nahe, die *Arbeiterkolonie* für diese Art von Leuten in Anspruch zu nehmen, wie es tatsächlich auch oft gerade dann geschieht, wenn die Trinkerheilanstalt aus Mangel an Platz versagte oder wenn kein Pflegegeld aufzubringen war. Und in der Tat sind die Kolonien an und für sich bestens geeignet, den durch Müssiggang, Trunk und Mangel auch der bescheidensten körperlichen Pflege verkommenen Menschen das zu bieten, was zu ihrer leiblich-sittlichen Erneuerung beitragen kann. Aber der grosse Mangel ist oben schon angedeutet worden. Der in den Kolonien herrschende Wandergeist macht ihre Benutzung für solche, die der Dauerpflege bedürfen, untunlich. Da ist

bei aller Zucht doch ein Kommen und Gehen, wie es der Torheit des Einzelnen beliebt. — Auch aus anderen Gründen ist die Kolonie nicht ohne weiteres den Heil- und Pflegestätten für Alkoholkranke zur Seite zu stellen. Ich erinnere an die eingehenden Verhandlungen, die der Verband von Trinkerheilstätten des deutschen Sprachgebiets im Jahre 1903 darüber geführt hat. Man hat nach einem Referate des Kästorfer Kolonieleiters P. Fiesel die Arbeiterkolonien willkommene Mitarbeiter im Kampf gegen die Trunksucht genannt, aber ihre Benutzung als Trinkerheilstätte abgelehnt. Sind auch die Kolonisten fast ausnahmslos veralkoholisierte Leute, so ist doch nicht ihre Trunksucht unmittelbar, sondern ihre Obdach- und Arbeitslosigkeit der Grund ihres Kommens. Das aber ist der Spezialbehandlung derer, die um ihrer Trunksucht willen dort hingegeben werden, nicht förderlich. Mag die Abstinenz in den meisten Kolonien für die Insassen von der Hausordnung geboten sein — es gibt auch Kolonien, wo das gute Recht des Mannes auf sein Glas Bier oder Most mit dem Brustton der Ueberzeugung sogar von ihren schätzenswerten Leitern verteidigt wird! — es steht doch nicht so, dass die Enthaltsamkeit eine der Grundlagen des gesamten Lebens wäre: Leiter, Beamte und Vorarbeiter sind vielfach nicht abstinent, eine systematische Erziehung zur Enthaltsamkeit findet nicht statt. Auch kann in der Kolonie nicht die bei der Heilbehandlung des Alkoholkranken unbedingt erforderliche individuelle Beeinflussung stattfinden. Die Pflege des Trinkers der bezeichneten Art wird in der Regel — es sei denn, dass es bei einem Entmündigten etwas besser gelingt, vor der Zeit und erfolglos enden. Auch die Arbeiterkolonie wird in den meisten Fällen versagen.

Um den Leuten der geschilderten Art zu helfen, hat man die Benutzung der Korrektionshäuser empfohlen. So hat die Kölner Armenverwaltung damit begonnen, entmündigte Trinker auf Antrag des Vormundes der Arbeitsanstalt zu überweisen, nachdem der Landeshauptmann sich bereit erklärt hatte, jene Anstalt dafür zur Verfügung zu stellen. Man wünscht, dass auch die Landes-Versicherungsanstalt die Invalidenpflege trunksüchtiger Rentenempfänger, wenn dieselben als unverbesserlich gelten müssen und für ihre Familien eine Last und Gefahr bedeuten, statt in der Trinkerheilanstalt im Landarmenhause vornehme. Auch in Westfalen wird schon in einzelnen Fällen das Korrektionshaus zur Trinkerpflege benutzt, und man will gerade jetzt über die Schaffung einer gesonderten Trinkerabteilung innerhalb des Korrektionshauses beraten.

Es muss zugegeben werden, dass der Abstand zwischen den unheilbaren sowie durch die Mittel der bisherigen Fürsorge nicht erreichbaren Trinkern auf der einen und den Korrigenden auf der anderen Seite kein so grosser ist als zwischen jenen und den Pfleglingen der Trinkerheilanstalt. Zweifellos bilden die Trinker in den Zwangsarbeitsanstalten die überwiegende Mehrzahl. Baer fand 1874/75 unter 1079 Korrigenden, deren Personalien er untersuchte, zwar nur stark 43 Prozent Trinker. Darüber hinaus ging Snell, der unter den Korrigenden in Wunstorf die Gewohnheitstrinker mit 87 Prozent vertreten fand, von denen 60 Prozent die Symptome des chronischen Alkoholismus zeigten. In Vechta i. O. waren sogar 90 Prozent der Korrigenden dem Trunke verfallen (cf. Hoppe, Die Tatsachen über den Alkohol, 3. Aufl., S. 303 f.). Es ist somit zweifellos, dass der grösste Teil der Korrigenden aus Opfern des Alkohols besteht. Aber auf der anderen Seite sind doch die Leute, die wir heute im Auge haben, nicht so tief gesunken, dass man sie ohne weiteres zu den Korrigenden tun dürfte. Das muss ganz besonders im Interesse der etwa zu versorgenden Frauen gesagt werden, deren Zusammenbringung mit den weiblichen Korrigenden, die sich doch zum weitaus grössten Teile aus den tiefstgesunkenen grossstädtischen Dirnen rekrutieren, ein schreiendes Unrecht sein würde. Aber auch zwischen den Männern, die einer Trinkerpflegeanstalt bedürfen, die freilich auch der

Zwangsmittel nicht wird entbehren können, und den Insassen der Korrektionsanstalt bestehen Unterschiede, deren Verkennung eine Verbitterung erzeugen müsste, die auch die wohlgemeintesten Versuche zur Besserung der Pfleglinge völlig unwirksam machen würde. Mag die Korrektionsanstalt für viele auf der tiefsten Stufe angelangte Leute nicht zu entbehren sein, man sollte doch dieses Letzte nicht gebrauchen, bevor nicht alle anderen Möglichkeiten einer sachgemässeren Versorgung bis zur allerletzten versucht worden sind. Mag auch eine gewisse Milderung darin liegen, wenn man innerhalb der Korrigendenanstalt oder in deren Nähe, aber unter derselben Oberleitung, gesonderte Abteilungen für die Trinkerpfleglinge einrichtet — das Odium des Korrektionshauses wird auch diese Pflegeabteilungen belasten und vielleicht noch mehr als die Pfleglinge selbst werden die Familien derselben darunter leiden und noch nach Jahrzehnten darüber empört sein, als sei auch ihnen dadurch ein Schandmal aufgesengt, dass man einen ihrer Familienangehörigen den Korrigenden gleichgestellt hat. Jedenfalls sollte das Korrektionshaus nur die letzte Zuflucht sein, nachdem die Spezialanstalten für Trunksüchtige sich als machtlos erwiesen haben. Wie ich es vor längeren Jahren einem ausserdeutschen Lande gegenüber tat, wo man eine Anstalt für Alkoholkranke einem Korrigendenhause angliedern wollte, so muss ich heute mit derselben Entschiedenheit warnen, wenn man Aehnliches auch bei uns begehrt oder bereits versucht. Die Spezialarbeiten an Alkoholkranken, handle es sich um Heilversuch oder um Pflege, dürfen ebenso wenig wie mit dem Odium des Irrenhauses mit demjenigen des Korrigenden-Hauses belastet und dadurch geschädigt werden.

Was wir nötig haben, das sind besondere Pflegestätten für diejenigen Alkoholkranken, bei denen auf eine volle Wiederherstellung kaum oder überhaupt nicht mehr zu rechnen ist. Wenn die bisherigen Heilstätten in beschränktem Masse auch als Pflegestätten dienten, so empfinden sie selbst das Missliche, was diese Doppelaufgabe mit sich bringt. Vereinzelte Dauerpfleglinge kann die Heilanstalt ertragen, wenn es sich eben um erträgliche, nicht gar zu schwierige Personen handelt. Wird ihre Zahl zu gross, so verändert das den Charakter des Hauses gar zu leicht. Es bedrückt die zum Heilversuch Eintretenden, wenn sie gar zu viele solcher finden, bei denen es nicht geriet, die daher mit einer Dauerversorgung sich abfinden müssten. Es ist eine auch auf anderen Gebieten der Krankenpflege allbekannte Erfahrung, dass eine grössere Anzahl von Pfleglingen in der Heilanstalt „die Luft verderben."— Auch muss eine Heilanstalt um ihrer ernsten Aufgabe willen mit eiserner Energie ihre Ordnungen aufrecht halten, wie solches bei der Pflegeanstalt, wie sehr auch sie eine Stätte der Ordnung zu sein sich bestreben wird, kaum durchführbar sein wird. Uebertretungen der Hausordnung bezüglich des Alkoholverbots müssen in der Heilanstalt in ganz anderer Weise geahndet werden, als es in der Pflegeanstalt geschehen kann, wo man geradezu darauf gefasst sein muss, dass die charakterschwachen, keine Widerstandskraft besitzenden Leute jede Gelegenheit zum heimlichen Trinken auch benutzen werden. Es bekümmert die Leitung der Heilanstalt, wenn man um der eigentlichen Aufgabe willen, die mit besonderem Ernste ins Auge gefasst werden muss, den rückfälligen Pflegling, anstatt ihn geeigneterer Pflegestätte übergeben zu können, einfach entlassen d. h. dem sicheren Verderben überlassen muss.

Die Aufgabe einer solchen Pflegestätte darf nicht gering gewertet werden. Auch wenn sie nur in den allerseltensten Fällen einen Pflegling dahin bringen wird, dass er für die Rückkehr ins Leben wieder tüchtig wird, so ist es doch etwas Gutes und Grosses, die charakterschwachen Menschen vor weiterem Niedergang in einen immer weniger menschenwürdigen Zustand zu bewahren, sie, soweit es möglich ist, wieder zu heben und dahin zu bringen, dass sie am Ende ihres Lebens wenigstens auf die letzte Wegstrecke desselben ohne quälende Selbstvor-

würfe zu blicken haben. Da es sich um Leute handelt, deren geistiges Leben in der Regel auf niedriger Stufe steht, wird es nicht leicht sein, innerhalb einer solchen Anstalt der Stumpfheit des geistigen Lebens zu wehren. Aber es ist doch eine köstliche Aufgabe, dahin zu streben, dass es eine Heim- und Friedensstätte für die vielfach heimatlosen und verwetterten, verwüsteten Leute werde, deren Niedergang doch nicht ohne grosse Mitschuld der Gesellschaft vor sich gegangen ist, die darum auch in ihrer Allgemeinheit dem Einzelnen zu helfen verpflichtet ist.

Wer aber würde am meisten dazu berufen sein, die Begründung solcher Trinker - Pflegestätten in die Hand zu nehmen?

Eine Reihe von Heilanstalten sind aus der Arbeit der Arbeiterkolonien herausgewachsen und organisch mit ihnen verbunden. Es würde kaum etwas dagegen zu sagen sein, wenn eine Arbeiterkolonie, deren Erfahrung ja selbst, wie wir oben hörten, die Trinkerpflegestätte fordert, sich dieser Aufgabe unterziehen wollte. Wir wollen auch dankbar die Weitherzigkeit rühmen, mit welcher z. B. Vater Bodelschwingh, unser grosser Feldmarschall im Kampf der Liebe mit der Not, im Anschluss an sein Wilhelmsdorf in seinen Senneanstalten ein Haus nach dem andern für seine durch den Alkohol zu Grunde gerichteten Brüder errichtet hat. — Das Naturgemässeste aber würde doch sein, wenn überall da, wo Heilanstalten für Alkoholkranke bestehen, diese selbst mit der Schaffung besonderer Pflegeabteilungen vorgingen. Heil- und Heimstätten sind durchaus verwandte Arbeiten, Zweige desselben Stammes, die darum auch in dieselbe Hand gehören. Das würde am Besten ein einheitliches Handeln, die Verwertung jeder Erfahrung, wo sie auch gemacht würde, zum Besten des Ganzen ermöglichen und verbürgen. Die Verbundenheit beider Abteilungen am gleichen Orte hat ihre grossen Vorzüge, denen aber auch Schattenseiten gegenüber stehen. Jedenfalls erscheint mir das Vorgehen auf katholischer Seite, wo man im Begriff ist, die Pflege - Anstalt nicht auch in Werden-Heidhausen, wo das St. Kamillushaus als Heilanstalt dient, sondern in der Nähe von Neuss ins Leben zu rufen, nicht nur beachtenswert, sondern geradezu empfehlenswert zu sein.

Aber alles Vorgehen auf privater Seite ist nur ein Versuch, der zu befriedigendem Ziele nicht führen wird, ein Wagnis, zu dem kaum ermuntert werden kann, so lange nicht die Gesetzgebung die Heilung und Bewahrung der Trunksüchtigen als eine Pflicht der Allgemeinheit anerkannt hat.

Wir brauchen ein Reichsgesetz, das die Trinkerfürsorge regelt, und es ist zu beklagen, dass die auf Grund des Stadtrat Kappelmann'schen Entwurfes seitens des Verbandes von Trinkerheilstätten des deutschen Sprachgebietes im Deutschen Reichstag und Preussischen Abgeordnetenhause gemachten Vorschläge bis jetzt die ihnen zukommende Würdigung nicht gefunden haben, obwohl diese Vorschläge ganz im Rahmen jener Resolution liegen, mit welcher am 11. Juni 1902 im Preussischen Abgeordnetenhause in seltener Einmütigkeit aller Parteien und unter Zustimmung der Vertreter der Staatsregierung der Antrag des Grafen Douglas angenommen wurde. Durch diese Resolution wurde von der Staatsregierung gefordert: auf die Unterbringung von Trinkern in geeignete Anstalten, insbesondere auf Errichtung öffentlicher Anstalten zur Unterbringung der wegen Trunksucht Entmündigten Bedacht zu nehmen. Zugleich soll für unbemittelte Trinker ein dem Gesetze vom 11. Juli 1891 angepasstes Verfahren in Erwägung gezogen werden. — Wir brauchen ein Trinkerfürsorgegesetz, welches ermöglicht, den Trunksüchtigen auch gegen seinen Willen und ohne dass es einer Entmündigung bedarf, der für ihn geeigneten Heil- und Pflegestätte zuzuweisen und in derselben zurück zu behalten, so lange es nötig ist. Ohne solche gesetzlichen Handhaben werden alle Versuche, bei den Un-

heilbaren die ihnen so notwendige Dauerpflege durchzuführen, mehr oder minder missglücken. Wir brauchen ein Gesetz, welches die Pflicht der Unterhaltung des Unbemittelten auf die starken Schultern der grösseren Armenverbände legt, wie solches bei den Blinden, Blöden, Epileptischen, Taubstummen und Geisteskranken längst der Fall ist. Es handelt sich um eine Kategorie von Pflegebedürftigen, deren Elend, wenn auch das persönliche Verschulden des Einzelnen nicht verkannt werden soll, doch auch in hohem Masse die Schuld der Gesellschaft ist, die darum auch nicht achtlos vorübergehen darf. Und wenn die Heilung und Bewahrung der Opfer dieser Volkskrankheit, des Alkoholismus, nicht unbeträchtliche Opfer fordert, so würde eine Frucht der nicht länger mehr hinauszuschiebenden Fürsorge für die Alkoholkranken darin bestehen, dass die Gesellschaft dadurch gemahnt wird, dem ungeheuren Volksschaden kräftiger als bisher den Kampf anzusagen, die Quellen desselben zu verstopfen und ihn in positiver Arbeit zu überwinden.

Die Forderung der gesetzlichen Regelung der Trinkerfürsorge geht gerade von denen aus, die bisher, völlig auf sich selbst gestellt, die schwere Arbeit an den Opfern des Alkohols getan haben. Ihre Erfahrung hat ihnen gezeigt, welche Lücken noch auszufüllen sind. Wenn jener Gesetzentwurf öffentliche Anstalten fordert, so erklären die Vertreter der bisherigen Arbeit fast ausnahmslos, dass sie gern der Arbeit sich weiter unterziehen, auch die vorhandenen Lücken auszufüllen bemüht sein werden, wenn sie nur durch die empfohlene gesetzliche Regelung dazu in den Stand gesetzt werden, das Werk so zu treiben, dass auch diejenigen erreicht werden, die bis jetzt nicht zu fassen waren, und dass auch denjenigen, die nicht wohl zur vollen Heilung gebracht werden können, durch die Begründung von Heim- und Pflegestätten das gegeben wird, was ihnen not tut.

Wer sich berufen glaubt, im öffentlichen Leben mitzusprechen, der darf an der Alkoholfrage nicht gleichgültig vorbeigehen; er ist verpflichtet, sie samt ihren Folgen für die Wohlfahrt des Volkes gründlich zu studieren. Wer sie aber studiert, wird sich der Ansicht nicht verschliessen können, dass manche Fragen, welche die politischen Parteien erhitzen, fast klein erscheinen, wenn man sie mit dem Einfluss des Alkoholmissbrauchs auf das physische und moralische Wohl des Volkes zusammenstellt.

Augustin Egger,
Bischof von St. Gallen.

Warum ich Abstinent geworden bin.

Ein pädagogisches Glaubensbekenntnis.

Leipzig, den 24. Februar 1911.

Verehrter Freund und Amtsgenosse!

Als Sie mich neulich bei unserem Wiedersehen fragten, warum ich meinen früheren Mässigkeits-Standpunkt aufgegeben hätte, da verboten mir Zeit und Ort, den Wandel meiner Ansicht eingehend zu begründen. Ich hole daher heute das Versäumte nach.

Warum ich abstinent geworden bin? Wie oft ist diese Frage schon vor Ihnen gestellt worden! Wie oft habe ich darauf eine Antwort gegeben, die auf kein tieferes Verständnis stiess und darum offenbar nicht befriedigte! Bei uns zu Lande liegen die Dinge nun einmal ganz anders als beispielsweise droben in Skandinavien oder drüben über dem grossen Wasser, wo in manchen Gegenden und in manchen Berufen die Enthaltsamkeit von geistigen Getränken beinahe zur Regel, der Genuss zur unrühmlichen Ausnahme geworden ist. Bei uns, im Lande der stark betonten persönlichen Freiheit, möchte man immer erst eine Art entschuldigender Erklärung dafür abgeben, dass man es überhaupt wagt, nach der eigenen Ueberzeugung zu leben. Am schnellsten kommt man noch los, wenn man sich als Notabstinenten bezeichnen muss. Diese Begründung scheint nicht nur verständlich, sondern auch sympathisch; denn sie gibt dem Fragenden das behagliche Gefühl gesundheitlicher Ueberlegenheit und das vielleicht noch angenehmere, durch des andern von der Not diktierte Verneinung des Genusses die Bejahung des eigenen gerechtfertigt zu sehen. Dafür kann man schon mit einem Worte gut gemeinten Bedauerns quittieren. Aber mit dieser Erklärung kann ich Ihnen nicht kommen, sie wäre einfach nicht wahr. Zwar lebe ich seit jenem schlimmen, nun weit über ein Jahrzehnt zurückliegenden gesundheitlichen Absturz, wo mir die Nerven auf längere Zeit den Dienst aufsagten, sehr vorsichtig. Aber gerade zu dieser Zeit, wo die Enthaltsamkeit allen am ehesten verständlich gewesen wäre, hatte ich sie in mein Lebensprogramm leider noch nicht aufgenommen.

Damals zog ich noch mit auf der breiten Mittelstrasse dahin, wenn auch schon auf dem äussersten linken Flügel, in nächster Nähe des meist übersehenen und nur von wenigen mutigen Kletterern begangenen Saumpfades, auf den ich erst etwa 6 Jahre später einlenken sollte. Ich habe damals kaum Nachteile gespürt, konnte sie wohl auch nicht spüren; denn selbst unter der scharfen Lupe seines grimmigsten Gegners würde sich der Alkohol in der Dosis, wie ich sie bei besonderen Gelegenheiten in dem mit Wasser versetzten Wein oder mit Wein versetzten Wasser zu mir nahm, nicht als gesundheitlicher Störenfried entpuppt haben. Der Regelmässigkeit des Genusses, die man schon vor Laitinen als besonders gefährlich erkannt hatte, war ich ja schon längst gram geworden.

Doch halt! Da merke ich, dass mir ein Name aus der Feder geschlüpft ist, der zwar im Wirkungskreise seines Trägers und in der Welt der Alkoholgegner zum weithin glänzenden Höhenfeuer geworden ist, aber für die grosse Welt und auch für Sie, das darf ich wohl annehmen, ohne Sie damit zu beleidigen, die Bedeutung eines Lichtes unter dem Scheffel hat.

Laitinen! Gönnen Sie mir eine kleine Abschweifung und lassen Sie sich kurz erklären, was dieser Mann für uns Abstinenten bedeutet.

Sie werden sich bis jetzt mit der Alkoholfrage schwerlich eingehend beschäftigt haben. Aber das wird Ihnen vielleicht bekannt sein, dass die Antialkoholbewegung ihre wissenschaftliche Begründung zuerst und hauptsächlich in dem Lande erhalten hat, das von alters her das klassische Land der Trinksitten gewesen ist, in Deutschland. Forschernamen, wie die des Münchener Hygienikers von Gruber, des Münchener Psychiaters Kraepelin u. a. m. sind für immer mit ihrer Geschichte verknüpft. Dann haben Gelehrte aus anderen Nationen, die auf dem Wege der Praxis schon weiter vorgedrungen waren, neues wertvolles Baumaterial herbeigeschafft, unter ihnen als der bedeutendsten einer der finnische Physiolog Prof. Laitinen, der vor fast 4 Jahren auf dem Stockholmer Internationalen Kongress zur Bekämpfung des Alkoholismus das Ergebnis seiner jahrelangen Untersuchungen an Versuchstieren bekanntgab. So stark war damals die Wirkung seiner Darlegungen, dass ihm ein angesehener Vertreter der deutschen Mässigkeitsrichtung zurief: „Herr Professor, wenn Sie dasselbe für die Menschen nachweisen, dann werde ich die Folgerung daraus ziehen.“ Und Laitinen hat den Nachweis geliefert, den Nachweis, dass der regelmässige Genuss schon einer so geringen Alkoholmenge, wie sie in einem kleinen Glase leichten Weins oder einem Schnitt Lagerbier enthalten ist, die Widerstandskraft des Blutes gegen Infektionskrankheiten vermindert und auch auf die Nachkommenschaft verschlechternd einwirkt. Diese einwand-

frei begründeten Feststellungen des überaus vorsichtigen Forschers vernichteten mit einem Schlage den Wahnglauben an die Unschädlichkeit geringer Alkoholmengen und wiesen dem Mässigkeitsbegriff eine neue, sehr vielen wohl unerwünschte Wertung zu. Leider sind sie bis jetzt nur wenig bekannt, weil der wichtigste Aufklärungsfaktor, die Tagespresse, zum guten Teile unter dem Drucke des übermächtigen Alkoholkapitals versagt, und es wird einer langen Zeit geduldiger Arbeit bedürfen, bis die neue Wahrheit die Bekanntschaft weiterer Kreise gemacht, eine noch längere, bis sie ihre Anerkennung durch die Tat durchgesetzt hat.

Sie sagen natürlich: Das mag alles richtig sein, aber Sie haben doch diese Tatsache erst nach Ihrem Uebergang zur Enthaltsamkeit erfahren, überdies widerstreitet sie nicht dem Grundsatz der strengen Mässigkeit, am allerwenigsten einer solchen, wie Sie sie nach Ihrer eigenen Angabe ohne gesundheitliche Schädigung schon früher geübt haben. Der Einwand wäre sicherlich berechtigt, wenn ich noch auf dem Boden der Individualdiätetik stände wie ehedem. Aber dieser Boden wurde mir allmählich zu klein, die Enge seines Gesichtskreises begann auf mir zu lasten, und ganz allmählich klomm ich hinauf auf die breitausladende Platte der Sozialhygiene, auf der ich mich in guter Gesellschaft jetzt recht wohl befinde. Fast ausschliesslich weile ich auf dem Teile, der in allernächster Nähe meines eigentlichen Arbeitsfeldes liegt, immer in mehr oder weniger enger Berührung mit den auf den übrigen Teilen Arbeitenden. Hier haben Sie endlich die Antwort auf Ihre Frage: A u s e r z i e h e r i s c h e n G r ü n d e n bin ich abstinent geworden, um meinen Kindern und meinen Schülern mit dem Beispiel der Enthaltsamkeit voranzugehen.

Die Erwägungen, die mich zu meinem Entschluss, Abstinent zu werden, gebracht haben, möchte ich Ihnen in einem Kettenschluss vorführen.

1. D i e J u g e n d i s t a l k o h o l f r e i z u e r z i e h e n.
2. W i r P h i l o l o g e n s i n d n i c h t n u r L e h r e r, s o n d e r n a u c h E r z i e h e r.
3. E i n s d e r w i c h t i g s t e n E r z i e h u n g s m i t t e l i s t d a s B e i s p i e l.

Die Schlussfolgerung, die ich aus diesen drei Prämissen gezogen habe, ist mein Uebergang zur Enthaltsamkeit.

Lassen Sie mich nun jede von ihnen etwas näher beleuchten.

D i e J u g e n d i s t a l k o h o l f r e i z u e r z i e h e n. Es gab eine Zeit, sie liegt noch gar nicht weit zurück, da kannte man den Begriff der Alkoholenthaltsamkeit nicht einmal für das Kindesalter. Denken wir an unsere eigene Kindheit. Von dem Worte Alkohol, das heute jedem Kinde geläufig ist, wussten wir überhaupt nichts, wohl auch nicht die Erwachsenen, so-

weit sie Laien waren, und nur in den medizinischen Handbüchern und auf den Etiketten der Apothekerflaschen führte es ein unbeachtetes Dasein. Von seinem Wesen, ja was wusste man in der breiten Oeffentlichkeit davon? Am ehesten die augenfällige und „spasshafte“ Wirkung des Uebermasses. Dass ein mässiger Genuss des damals freilich meist leichten Bieres schädlich sein könne, daran dachte man überhaupt nicht, auch nicht bei Kindern. Mein Vater war gewiss ein tüchtiger Schulmann, der väterlich für das Wohl der ihm anvertrauten Kinder sorgte, aber nie ist es ihm in den Sinn gekommen, den üblichen Biergenuss bei den Schulfesten auszuschalten. Da setzte in den achtziger Jahren die Mässigkeitsbewegung ein, aus Dänemark kamen die Guttempler, die Alkoholforschung begann. Und ganz allmählich hat sich der Umschwung vollzogen. Heute fällt es keinem Arzt mehr ein, mag er persönlich zum Alkohol stehen, wie er will, ihn als Genussmittel bei gesunden Kindern grundsätzlich zuzulassen, nur noch wenigen, ihn als Stärkungsmittel den kranken zu verordnen. Die Praxis des täglichen Lebens hinkt freilich in der Laienwelt, wie so oft, noch weit hinter der Theorie her, mag auch ein Fall, wie der, der sich in einer kleinen Stadt des Merseburger Regierungsbezirks zugetragen hat, zu den krassesten seiner Art gehören. Dort sollte im Sommer ein Schulfest stattfinden. Geplant wurde vom Festausschuss, dem mehrere akademisch gebildete Herren angehörten, eine Bewirtung der 400 Kinder mit dem deutschen Männertrunk. Bier und Würstchen sollten die Festfreude erhöhen. Da erhob eine Mutter, die Gattin eines dortigen Arztes, gegen diesen unserer fortgeschrittenen Erkenntnis hohnsprechenden Beschluss Einspruch, sicher zur Genugtuung vieler anderer Mütter. Sie erbot sich, auf eigene Kosten sämtliche Kinder mit Chokolade, Limonade und Kuchen zu bewirten. Nun hören und staunen Sie. Das Anerbieten wurde abgelehnt, die Berufung an den Bezirksschulinspektor blieb erfolglos. Soll ich den Vorfall noch kommentieren? Seine Unbegreiflichkeit liegt weniger darin, dass man ein mit Bier und Würstchen garniertes Kinderfest überhaupt planen konnte, wenn mir auch das schon als bedauerliche Nichtachtung der wissenschaftlichen Forschungsergebnisse erscheint, als vielmehr in der doppelten Zurückweisung des Anerbietens der Dame, hinter der doch die ärztliche Autorität des Gatten stand.

Ich habe Ihnen diesen lehrreichen Fall erzählt, um zu zeigen, was noch alles möglich ist. Leider haben nicht viele das Recht zu scharfer Kritik, denn nur die erschwerenden Nebenumstände entkleiden ihn des typischen Charakters. Sehen Sie um sich: Inkonsequenz überall, vielfach auch dort, wo sich sonst eine besonnene Pädagogik Heimatrecht erworben hat. Da verleihen sonst verständige Eltern dem Alkohol durch das fest-

tägige Ausnahmeglas den verhängnisvollen Nimbus des Aussergewöhnlichen, da gönnt man unbedenklich bei den Schulausflügen der unteren Klassen unserer höheren Schulen dem Bierglase neben dem Zitronenwasser und der Milch einen Platz, und auch in den neubearbeiteten Schulordnungen spielt noch der Alkohol neben dem Nikotin die Rolle des bevorzugten Genossen. Ich bin kein Freund einer ausgedehnten Verbotspraxis und halte es mit den Hessen, die mit feiner Berechnung selbst das Rauchen für keine Altersstufe mehr verbieten, wie ich höre, mit gutem Erfolge. Aber wenn man sich zu diesem Verfahren nicht bekennen kann, dann sollte man wenigstens der Gewohnheit nicht länger die Herrschaft über die Gerechtigkeit einräumen, sondern die gleichgearteten Geschwister mit gleicher Strenge behandeln, wie es neuerdings die Württemberger tun.

So ist die in der Theorie allgemein anerkannte Alkoholfreiheit der K i n d h e i t zurzeit noch recht problematischer Natur.

Aber die Prämisse ging weiter. Sie lautete: D i e J u g e n d ist alkoholfrei zu erziehen. Auch die, mit der wir es vornehmlich auf unseren höheren Schulen zu tun haben, die Jugend jenseits der eigentlichen Kindheit.

Um diese Forderung ist lange und heftig gekämpft worden. Als sie 1904 in Erfurt auf der Jahresversammlung des Deutschen Vereins gegen den Missbrauch geistiger Getränke von unserem Ihnen wohl bekannten Amtsgenossen Professor Martin Hartmann vom pädagogischen, vom damaligen Würzburger Privatdozenten Dr. med. et phil. Weygandt vom medizinischen Standpunkt aus erhoben wurde, da stiess sie bei einem grossen Teil der Zuhörer auf heftigen Widerspruch. Und wenn dieser aus den Reihen von Männern kommen konnte, die schon durch ihre Teilnahme an der Versammlung bewiesen, dass es ihnen mit der Bekämpfung des Alkoholismus ernst war, was wunder, wenn die ausserhalb stehenden Kreise, namentlich die der gebildeten Welt, die Forderung zumeist nichts weniger als ernst nahmen und ihre Vertreter mit Spott und Hohn überschütteten. Mir ist es stets unerfindlich gewesen, wie hochintelligente Männer, die auf ihrem Spezialgebiet nichts kritiklos hinnehmen, gerade auf diesem ihren wissenschaftlichen Sinn oft so verleugnen können, dass sie, ganz im Banne der Ueberlieferung und ihrer Erinnerungen, blindlings urteilen, ohne Rücksicht auf die bedeutsamen Wandlungen, die auch hier die letzten Jahrzehnte gebracht haben. Was habe ich da für Einwände gehört! Da sprach man von törichter Askese, von Möncherei (sic!), von ungerechtfertigter und unnötiger Beeinträchtigung der Jugendrechte, sogar von Erziehung zur Heuchelei, ohne zu bedenken, dass gerade dieser letzte Einwand mit gleichem Recht bei jeder Mahnung zur sittlichen Betätigung erhoben werden kann. Ich habe alle diese Einwände nie ernst nehmen können, und ich

denke, Sie stimmen mir zu. Um so beachtenswerter ist mir dagegen immer ein anderer erschienen: Sittlich höher als die Enthaltsamkeit steht die Mässigkeit, also müssen wir die Jugend zu dieser erziehen. Er verdient es seines sittlichen Gehaltes wegen, dass wir uns ernsthaft mit ihm auseinandersetzen.

Ueber den in seiner unbedingten Allgemeinheit recht anfechtbaren Vordersatz, der gerade der wertvollsten Seite der Enthaltsamkeitsbewegung, der sozialethischen, garnicht gerecht wird, gehe ich hier hinweg, da sich mein Brief nach gerade zu einer Abhandlung auszuwachsen droht. Für meinen Zweck genügt eine kurze Betrachtung der Schlussfolgerung. Diese zeugt zweifellos von einem hohen Idealismus und entspricht, wenigstens in den Augen ihrer Vertreter, der pädagogischen Forderung: Für unsere Jugend das Beste! Nur vergessen sie, wenn sie um ihres Zieles willen die Jugendenthaltsamkeit bekämpfen, den in der Erziehung besonders wichtigen Grundsatz des allmählichen Aufsteigens vom Leichteren zum Schwereren, d. h. in unserem Falle von der Enthaltsamkeit zur Mässigkeit. Sie müssten Schulter an Schulter mit den Abstinenten für die Bewegung eintreten, die jetzt auch durch die Jugend zu gehen anfängt, und die in den Schülervereinen am deutlichsten zum Ausdruck kommt, deren Ziel die vollständige Säuberung der Jugendzeit vom Alkohol ist.

Aber die Schlussfolgerung ist überhaupt falsch. Sie wäre nur dann richtig, wenn der zu einem zwingenden Schlusse nötige zweite Vordersatz lautete: der mässige Genuss geistiger Getränke ist für die Jugend nützlich (oder wenigstens unschädlich). Aber so lautet er nicht, fragen Sie nur bei der Wissenschaft an, der wir allein die Frage zur Entscheidung zu überweisen haben. Nur einen Blick werfen Sie in die vom Vorstand des Vereins abstinenter Philologen herausgegebenen „Aerztlichen Urteile“*), die ich Ihnen gleichzeitig zugehen lasse, und Sie werden sehen, mit welcher Entschiedenheit sich hervorragende Vertreter der Medizin, mässige und enthaltsame, unter ihnen auch einige der oben genannten Pioniere der Alkoholforschung, gegen jeden Alkoholgenuss während der ganzen Entwicklungszeit wenden.

Durch alle Ausführungen dieser um das Wohl unserer Jugend und die Zukunft unseres Volkes besorgten kompetenten Beurteiler der Frage klingt das Leitmotiv: Weg mit dem Alkohol aus der Entwicklungszeit! Er ist es, der das Gehirn in seiner Aufnahme- und Konzentrationsfähigkeit hindert, die Gedächtnis- und Urteilskraft verringert, überhaupt alle geistigen Leistungen unter das normale

*) „Aerztliche Urteile über die Bestrebungen des Vereins abstinenter Philologen deutscher Zunge“. 1. Teil 1908, 2. Teil 1909, 3. Teil 1911, Dresden O. V. Böhmert.

Mass hinabdrückt. Schütteln Sie nicht ungläubig den Kopf! Ich weiss recht wohl, was Sie sagen wollen: dass wir uns infolge unserer schlimmen Erfahrungen vor dem Uebermass, diesem abgesagten Feind aller geistigen und körperlichen Frische und eifrigen Gönner der Trägheit, Zerstreutheit, Flüchtigkeit, kurz aller der üblen Zustände, die unsere unterrichtlichen Schrecknisse bilden, mit Fug und Recht zu bekreuzen haben, dass aber der wirklich mässige Genuss die Leistungsfähigkeit der älteren normalen Schüler erfahrungsgemäss nicht schädlich beeinflusse. Ja, unsere Erfahrungen! Die reichen ja leider zurzeit im allgemeinen noch nicht über das alkoholische Milieu hinaus und in das abstinente hinein, so dass wir gar keine Vergleiche anstellen können. Aber die langjährigen Laboratoriumsversuche Kraepelins und seiner Schule, sowie anderer Gelehrter haben zur Evidenz bewiesen, dass das Bleigewicht des Alkohols den Geist nicht zur Höchstleistung gelangen lässt, auch wenn er in mässigen Dosen genossen wird, dass bei sonst gleichen Bedingungen der enthaltsame Schüler auch dem mässig trinkenden immer überlegen ist. Wir haben also schon um unser selbst willen allen Grund, für die völlige Alkoholfreiheit des ganzen Jugendalters einzutreten. Einen noch verhängnisvolleren Einfluss hat aber der Alkohol auf die sittlichen Anschauungen und das sich daraus ergebende sittliche Verhalten namentlich unserer älteren Schüler, und gerade dieses Moment ist es, das in den „Aerztlichen Urteilen" scharf herausgemeisselt wird. Immer und immer wird betont, dass der in den Entwicklungsjahren ohnehin schwer bezähmbare Sexualtrieb eine unnatürliche Steigerung durch die aufpeitschende Tätigkeit des Alkohols erfährt, und dass am meisten gerade der Zustand zu fürchten ist, den man unter den Kosenamen „Schwips", „Spitz", „Angeheitertsein", „Räuschlein" usw. sogar mit einer Art von Gloriole umgibt, dass dagegen die wirklich schwere Trunkenheit nach dieser Richtung weit weniger oder gar keine Gefahren in sich birgt. Das ist auch leicht zu verstehen. Die Wirkung des Alkohols ist eine doppelte, eine erregende, dann eine lähmende. Von dieser letzteren werden bei der leichteren Alkoholisierung zunächst die komplizierteren Gehirnzellen getroffen, gerade die, welche die höheren geistigen Funktionen vermitteln, z. B. die Urteils- und Willenskraft, die sonst einen Damm gegen das Ueberfluten der sinnlichen Triebe bilden, während gleichzeitig diese gegen den in seiner Widerstandskraft geschwächten Uferschutz der Sittlichkeit in wilder Erregung anstürmen. Hier also ein Plus, dort ein Minus, eine verhängnisvolle Kombination, die schon ungezählte junge Menschenkinder, nicht bloss Studenten, auch ältere Schüler, ins Verderben gerissen hat und die Ursache vieler Schülerselbstmorde geworden ist. „Im Rausche vergessen die jungen Leute Ehre,

Pflicht, Gewissen, im Rausche unterliegen sie auch dem Sinnenrausch“, schreibt der Braunschweiger Oberarzt Dr. Sternthal, der sich besonders die Bekämpfung der Geschlechtskrankheiten zur Aufgabe gestellt hat. Soll ich Ihnen noch seine folgenden Worte zitieren, die eine schwere Anklage gegen die Schule enthalten? „Wir (d. h. die Aerzte) zeigen in unseren Abiturientenvorträgen, dass der Alkohol die Sinne betäubt, dass er die Hemmungen beseitigt, die sich unseren Begierden entgegenstellen, dass er das feine ästhetische Empfinden abstumpft und uns so unempfindlich macht für seelischen und körperlichen Schmutz, für Not und Krankheit. Wir tun dies, und doch gestattet man „Kneipen“ und „Primanervereine“, „Königs- und Abiturientenkommerse“. Die Schule selbst ist es, die uns unsere Waffen im Kampfe gegen die Geschlechtskrankheiten aus der Hand schlägt.“

Doch genug davon; das Thema ist unerschöpflich. Jedenfalls sehen Sie, wie sich die Wissenschaft äussert. Und nun frage ich: dürfen da Männer der Wissenschaft so unwissenschaftlich sein, ihre Stimme absichtlich zu überhören, im Gegensatz zum Deutschen Verein gegen den Missbrauch geistiger Getränke, der seit etwa drei Jahren die Forderung der alkoholfreien Jugenderziehung als neuen Programmpunkt aufgestellt hat? Mag es auch noch so schwer sein, den bisherigen „Freund“, dem die Erinnerung im sonnenbestrahlten Zauberbilde der goldenen Jugendzeit einen bevorzugten Platz, wenn auch zu Unrecht, anweist, als Jugendfeind auf den Index zu setzen, es hilft nichts, wir müssen die Umwertung vornehmen.

Wir müssen das auch als die berufenen Hüter einer folgerichtigen Erziehung. Und da bin ich bei der Frage angekommen, zu der die zweite Prämisse anregt: „Sind wir Philologen (im modernen Sinne des Worts) überhaupt Erzieher?“ Ist es die Aufgabe der höheren Schule, etwas anderes als Kenntnisse zu übermitteln? — Den Streit der Meinungen kennen Sie selbst zur Genüge. Hart und fast unvermittelt prallen sie aufeinander. In welchem Verhältnis sich unsere Berufsgenossen auf die beiden Lager verteilen, weiss ich natürlich nicht. Aber das glaube ich ziemlich bestimmt sagen zu können, dass ein allgemeines Referendum der Partei der Lernschulfreunde nur eine Niederlage bringen würde; denn ich setze den betrüblichen Gegensatz zwischen Haus und höherer Schule zum guten Teil auf die Misstimmung über die Vorherrschaft der einseitigen Verstandesbildung. Meine Stellung zu der Frage kennen Sie von früher her. Mir musste die Entscheidung leicht fallen, bestimmte sie doch weit weniger der Verstand als die Neigung. Ich bin von Natur erzieherisch gerichtet und freue mich dieser Veranlagung, natürlich ohne mir das Recht zuzugestehen, eine andersgeartete niedriger zu be-

werten. Eben darum ist mir die Aufgabe der bewussten, aber nicht einseitig verstandesmässigen Einwirkung auf den Willen trotz, vielleicht auch wegen ihrer Schwierigkeit, und trotz ihrer leicht erklärlichen Undankbarkeit immer mindestens ebenso fesselnd und wertvoll erschienen, als die der Verstandesbildung. Ich stehe zu Paulsen, der für uns die dreifache Eigenschaft des Gelehrten, Beamten und Erziehers beansprucht, betone aber mit einer gewissen Vorliebe die letzte.

Aus dieser Veranlagung ist für mich allmählich mit einer Art Naturnotwendigkeit die Verpflichtung zu einer möglichst starken Betonung des Beispiels erwachsen. Ist dieses doch eins der wichtigsten Erziehungsmittel, die wir haben. Für Sie ist, wie ich weiss, die Richtigkeit dieses Satzes ebenso unbestreitbar wie für mich. Merkwürdigerweise aber nicht für manchen andern, und darum möchte ich darüber noch einige Worte sagen. Da hat ein tüchtiger Schulmann einen Sohn, der trotz sorgfältiger Erziehung, trotz des trefflichen Vorbildes, das der Vater bietet, diesem nicht nachartet. Deshalb bestreitet der Vater in unstatthafter Verallgemeinerung dieses Einzelfalles die Macht des guten Beispiels und gesteht sie nur dem bösen zu. Freilich kann ein Apfel vom Stamm mit Gewalt entfernt werden, er kann auch einmal weitweg fallen (biologisch ausgedrückt: es gibt eine atavistische Vererbung), und in diesen beiden Möglichkeiten liegt sicherlich eine starke Beschränkung des erzieherischen Erfolgs des guten Beispiels. Trotzdem scheint mir das apriorische Uebergewicht des bösen ausgeschlossen. Vielmehr bestimmen zwei Faktoren den Erfolg, ein innerer und ein äusserer: die Beschaffenheit des menschlichen Trieblebens und die Stärke der einwirkenden Erziehungsmittel, also auch des Beispiels. So wird das böse in ein ganz gesundes Triebleben kaum jemals vernichtend eingreifen können, bei einem pathologischen versagt dagegen unter Umständen der ganz ungehinderte Einfluss des guten vollständig. Da nun aber das Verhältnis der guten und der schlimmen Triebe nur selten so günstig oder ungünstig ist wie in diesen extremen Fällen, so ergibt sich die Wichtigkeit des Beispiels von selbst.

Unserer erzieherischen Aufgabe bei der Bekämpfung des jugendlichen Alkoholismus ist damit die Bahn gewiesen. Wir müssen darauf bedacht sein, schlechte Einwirkungen abzuwehren und selbst vorbildlich zu wirken. Die Erfolgsmöglichkeit des einzelnen Erziehers, namentlich des Lehrers, ist selbstverständlich nicht besonders gross, da sich seiner Tätigkeit die der vielen unverantwortlichen und unkontrollierbaren Miterzieher und namentlich die herrschenden Trinksitten feindlich entgegenstellen. Ich gebe mich darüber trotz meines unverwüstlichen Optimismus keiner Selbsttäuschung hin. Ich kann z. B. errei-

chen, dass meine Klasse auf das vorgeschlagene Experiment eines alkoholfreien Ausflugs freiwillig eingeht, selbst Gefallen daran findet, das sich bis zu dem Wunsche einer Wiederholung steigert, aber ich weiss, damit endet mein Einfluss und die Macht meines Beispiels, und ich muss froh sein, wenn in dem oder jenem günstig Beanlagten das ausgestreute Samenkorn früher oder später zum Keimen kommt. Aber die leider nur zu häufige Wirkungslosigkeit meines persönlichen Beispiels kann mich nicht von der Pflicht entbinden, auf dem als richtig erkannten Wege weiter zu gehen; sie gibt höchstens dem Wunsche nach Verstärkung der eigenen Stellung neue Nahrung. Und diesem Wunsche bleibt erfreulicherweise die Erfüllung nicht versagt. Unsere Ideen sind auf dem Marsche. Von Tag zu Tag wächst die Zahl derer, die dem Alkohol hinter die trügerische Maske geblickt und das wahre Gesicht dieses gleissnerischen Menschheitsfeindes erkannt haben; und wenn auch gerade die Schule noch nicht die ihr zukommende Führung im Kampfe gegen den jugendlichen Alkoholismus übernommen hat, so mehren sich doch die Anzeichen, dass auch auf dieser Seite das Bewusstsein der neuen Pflicht bestimmtere Formen anzunehmen beginnt.

Konferenzen, in denen über das Wohl und Wehe der Schüler bei Bier oder Wein und Tabak beraten wird, dürften nun wohl endgültig verschwunden sein, und zum Mythus wird hoffentlich bald auch das Weinfrühstück während der mündlichen Reifeprüfung, das von dem sonstigen feierlichen Apparate so seltsam absticht und die von Examennöten matten Prüflinge zum „stärkenden" Frühschoppen nach vollbrachter Tat geradezu anreizt. Geringer wird anscheinend die Zahl der Amtsgenossen, die an Abiturienten- oder gar Schülerkommersen und sonstigen Kneipereien teilnehmen,und wenn sich diese Zurückhaltung mehr und mehr auch auf die Stammtisch- und Frühschoppengewohnheit ausdehnt, so wird den Schülern auch das beruhigende Bewusstsein wenigstens halben Rechts genommen. Und das ist gut so. Wissen wir doch selbst aus unserer Jugendzeit, dass unsere Trinkgewohnheiten an denen unserer Erzieher eine willkommene Stütze fanden, und dass das Altersrecht dabei nur die Rolle des verspotteten Büttels spielte.

Immerhin sind aber erst Anfänge einer Aenderung der althergebrachten Anschauungen vorhanden. Die Schule muss es mit der Bekämpfung des jugendlichen Alkoholismus noch weit ernster nehmen, das erfordert, ganz abgesehen von ihrer erzieherischen Pflicht, ihre rein unterrichtliche Aufgabe. Sie muss um der psychologischen Wirkung willen sorgsam alles abweisen, was als Unterstützung der herrschenden Trinksitte gedeutet werden kann, sonst wird sie mitschuldig an den alkoholischen Ausschweifungen ihrer Zöglinge. Je weiter die Vorsicht geht, desto mehr

schärft sich ihre Waffe, und die schärfste Klinge führt jedenfalls die Enthaltsamkeit, die selbst dem spähenden Auge keine benutzbare Blösse mehr bietet. Sie habe ich darum gewählt, und mit mir die Gesinnungsgenossen, die sich aus allen deutschen Gauen im Verein abstinenter Philologen zum gemeinsamen Kampfe zusammengefunden haben, durchdrungen von der durch die Erfahrung gerechtfertigten Ueberzeugung, dass dieser Zusammenschluss die Stosskraft der Waffe beträchtlich verstärkt. Nicht wenigen ging es dabei zuerst wie mir selbst und vielleicht noch vielen andern: ihnen genügte zunächst ihre strenge Mässigkeit, und sie scheuten zum Teil auch das „Gelübde", das sie der Entscheidung im Einzelfall überhebt und deshalb als unstatthafte Verminderung der sittlichen Verantwortung erscheinen könnte. Aber schliesslich unterlag dieses Bedenken dem stärkeren Gefühl der Erzieherverantwortlichkeit, und sie überzeugten sich davon, dass ein solch freiwilliges Versprechen die Freiheit des sittlichen Handelns nicht anders berühren könne als z. B. der Amtseid oder das Treuegelübde am Altar.

Ich bin am Schluss. Ich könnte Ihnen noch viel sagen, denn das Thema ist schier unerschöpflich. Aber was ich gesagt habe, das wird es Ihnen erklärlich erscheinen lassen, dass hier die goldene Mittelstrasse für mich nicht mehr gangbar ist. Wenn nun aber auch meine Ansichten zum Teil im Gegensatz zu den Ihrigen stehen, so fühle ich mich doch frei von jener Unduldsamkeit des Renegaten, der mit Feuer und Schwert gegen das wütet, was er früher angebetet hat. Sie haben noch keine Veranlassung gehabt, sich mit den Gedankengängen zu beschäftigen, die mich gefesselt haben, und damit entfällt die Voraussetzung für eine Aenderung Ihrer Ansicht. Ich weiss, Sie werden meine Darlegungen mit der Vorurteilslosigkeit prüfen, die Ihnen eignet und die wissenschaftlich gebildeter Männer allein würdig ist, und hoffe davon das Beste. Jedoch selbst wenn eine eingehende Prüfung Sie nicht von Ihrem jetzigen Standpunkte abbringen sollte, so würde ich das zwar bedauern, aber ich wäre doch weit davon entfernt, Sie deswegen zu verurteilen. Denn wie ich Sie kenne, sind Ihre Handlungen immer nur der genaue äussere Ausdruck Ihrer ehrlichen Ueberzeugung. Und das kann für ihre Beurteilung einzig und allein entscheidend sein.

Mit freundschaftlichem Grusse

immer der Ihre

Richard Ponickau.

Dr. Sigfrid Wieselgren †

Professor F. Schulthess, Stockholm.

La cause de la tempérance en Suède vient de perdre son représentant le plus autorisé. Le président de la Société suédoise de Tempérance et d'Education nationale depuis 1893, M. Sigfrid Wieselgren, directeur général de l'Administration pénitentiaire, est mort à Göteborg le 11 octobre, à quelques heures près juste 33 ans après son illustre père, le Doyen Per Wieselgren (né en 1800, † 1877), dont l'éloquence souleva jadis la nation entière contre l'intempérance.

M. Wieselgren était venu à Göteborg le 2 octobre dernier pour l'inauguration du buste de son père, érigé devant la cathédrale où celui-ci a exercé un ministère béni durant les vingt dernières années de sa vie. Il dut s'aliter le soir même et c'est chez son frère cadet, pasteur également à Göteborg, qu'au bout de huit jours il a été enlevé à l'affection des siens, laissant un vide immense autour de lui[1]).

Dès sa plus tendre enfance, il fut témoin des épouvantables effets de la boisson et il a admirablement retracé l'année dernière[2]) l'ignorance, la grossièreté et l'immoralité qui régnaient dans la paroisse de son père — laquelle ne faisait pas exception dans le pays — les crimes s'y succédaient sans trêve et il n'y a là rien qui doive étonner, quand on se rappelle qu'à cette époque chaque paysan avait le droit de fabriquer de l'eau-de-vie chez lui et que partout on en usait si copieusement que la con-

---

[1]) Nous rappellerons brièvement ici les principales dates de sa vie si bien remplie.

Il naquit le 26 novembre 1843 à Vesterstad, village de Scanie où son père était pasteur; celui-ci ayant été transféré à Helsingborg, le jeune Sigfrid fit ses études classiques dans cette ville et les acheva à Göteborg après que son père y fut appelé (1857) comme doyen de la cathédrale. Il entra en 1861 à l'université d'Upsala, fut reçu docteur en philosophie en 1869, puis passa à Lund les examens de droit requis pour l'exercice de la magistrature; en 1874 il fut nommé secrétaire de „Poliskammaren" de Göteborg et peu près „justitieraadman". La Ville l'élut en 1876 comme un de ses représentants au Riksdag et, en 1885, le Roi le nomma directeur général de l'administration pénitentiaire, hautes fonctions qu'il s'apprêtait à résigner cette année même pour prendre sa retraite. Criminaliste distingué, politicien expérimenté, orateur de talent, philanthrope éclairé, chrétien convaincu, il a pris une part active à la vie politique, intellectuelle, morale et religieuse de son pays. Nous ne nous occuperons ici que de son oeuvre dans le domaine de la tempérance.

[2]) I Vesterstad, drag ur P. Wieselgrens lif 1833—1847. Stockholm 1909.

sommation annuelle était d'environ 40 litres par tête (en 1829, la statistique accusait 46 litres mais 22 seulement en 1850, grâce



aux efforts des sociétés de sobriété, qui réclamaient de leurs membres la renonciation absolue à l'eau-de-vie, mais non au vin ni à la bière).

Les valets de ferme recevaient d'avance du brännvin comme gages, et parfois ils en prenaient tant qu'ils étaient obligés de servir toute une année pour s'acquitter. Les servantes aussi étaient adonnées à la boisson, tout comme les femmes des paysans. La misère s'étalait partout avec tous les maux qu'elle engendre. On ne comptait plus les paysans qui avaient perdu à boire tout ce qu'ils possédaient, ou qui étaient atteints du délire des alcooliques ou qui mettaient fin eux-mêmes à leur lamentable existence.

Bien des esprits éclairés, voire des patriotes ardents estimaient alors que c'eût été cruel de s'opposer à ces habitudes de boisson, car, disaient-ils, c'eût été „priver le paysan d'une jouissance esthétique".

Un méthodiste anglais, Samuel Owen (né en 1714, mort en 1854), mécanicien de génie qui a rendu les plus grands services à la Suède comme constructeur de navires à vapeur, frappé dès son arrivée à Stockholm (1804 et surtout en 1809) des ravages de l'intempérance, saisit le taureau par les cornes: il gagna de nobles coeurs et des hommes éminents à la cause de la tempérance et, prenant un à un ses nombreux ouvriers — c'étaient surtout des mécaniciens — il leur montra quel mal ils se faisaient à eux, à leur famille et à leur pays en se ravalant au-dessous de la brute par leur passion pour l'eau-de-vie. Dans le courant d'une quarantaine d'années, un millier d'entre eux renoncèrent au brännvin et propagèrent dans le pays les idées de tempérance. Owen réussit à fonder en 1829 la première société de sobriété (abstinence de l'eau-de-vie) dans le quartier (Kungsholmen) où il avait ses ateliers mécaniques. Des savants d'une réputation universelle comme Berzelius et Anders Retzius lui prêtèrent leur précieux concours. Il fut admirablement secondé aussi par le pasteur Scott qu'il fit venir d'Angleterre et par l'apôtre du libéralisme en Suède, L. J. Hiärta, qui l'appuya de son journal „Aftonbladet". L'exemple de Kungsholmen fut suivi en 1836 à Vesterstad et bientôt de proche en proche dans toute la Suède. Près de 100 000 personnes se firent inscrire dans la Société Suédoise de Tempérance fondée en 1837.

Lorsque le pasteur Wieselgren fit son dernier voyage de propagande dans le pays, il emmena son fils Sigfrid, alors âgé de 12 ans, et celui-ci résolut dès lors de se vouer lui aussi à une cause qu'il voyait défendre avec tant de chaleur et de dévouement. Toute sa vie il fut fidèle à ses premières impressions de jeunesse.

Lorsqu'il fut secrétaire de „la Chambre de police" de Göteborg, il put constater combien l'alcool sert le crime. Aussi quand le Consul Oscar Ekman, grand ami et admirateur du doyen Wieselgren, engagea le jeune fonctionnaire à se consacrer

lui aussi à la lutte contre l'intempérance et lui en fournit les moyens, le Dr. W. n'hésita pas. En contact presque journalier avec les promoteurs du système connu dans le monde entier sous le nom de système de Göteborg, il devint bientôt le champion de cette institution créée dans l'intérêt de la moralité et de la tempérance pour le bien de la classe des travailleurs. Il ne se dissimulait pas qu'il y avait lieu d'apporter plus d'une réforme à son application, mais il ne se lassait pas de faire ressortir qu'on ne saurait condamner le système parce qu'il recueille les sommes dépensées pour un article dont l'abus cause à la société les plus grands maux. Partout où le système est appliqué loyalement et en conformité avec les principes de ses promoteurs, ses effets lui paraissaient si remarquables qu'il ne pouvait pas comprendre qu'on le repoussât au nom de la tempérance.

Il avait salué avec joie la transformation des cabarets de jadis en restaurants salubres, spacieux et largement éclairés, où l'on sert une nourriture substantielle et saine pour un prix modique. Mais il aurait voulu voir se propager l'exemple de la Compagnie de Göteborg qui dès 1883 créa dans certains quartiers des salles de lecture (läsrum) à côté de ses restaurants, pour que les clients puissent éviter les tentations de la boisson. Il eut la joie de voir qu'à Göteborg les jeunes ouvriers aiment à fréquenter ces läsrum où ils trouvent livres et journaux et tout ce qu'il faut pour écrire.

Il ne professait pas de fétichisme pour le système de Göteborg et il se représentait des victoires autrement désirables que celles qu'amenait l'application, même la plus parfaite, du système; pour lui, la tempérance devait être le fruit d'un développement religieux continu. Mais il ne croyait pas qu'on pût infliger une défaite plus complète aux aspirations morales de la nation qu'en supprimant brusquement l'institution et en passant sans transition au régime de la prohibition absolue de toute boisson enivrante.

Il était tellement convaincu de l'efficacité du système de Göteborg dans l'état actuel de nos moeurs que, voyant la bière contribuer aussi à l'intempérance, il était disposé à la soumettre au même régime que l'eau-de-vie.

Lorsque l'existence même du système fut menacée et qu'il fut question d'apporter à la législation sur les alcools des modifications qui ne tendaient à rien moins qu'à détruire les fruits de la victoire de 1855, il publia un vigoureux plaidoyer qui ouvrit les yeux sur le danger et le conjura.[3])

[3]) Om svenska brännvinslag stiftningen 1855—1877 etc. Stockholm, 1880, 99 pages in-8°.

Quelques années plus tard, il retraça les luttes qui aboutirent à l'abolition du privilège des bouilleurs de cru (1855) et ses conséquences jusqu'en 1885[4]). Ces publications sont les seules, que nous sachions, qui, dans leurs parties essentielles, aient été traduites du suédois[5]).

Sur la demande du Consul Oscar Ekman, il entra en 1887 dans la Direction de la Société Suédoise de Tempérance (fondée en 1837) et en 1893 il en fut élu président. On peut dire qu'il en fut le spiritus rector. Par sa parole comme par sa plume, il contribua à relever la société qui s'était un peu reposée sur ses lauriers après la grande victoire de 1855 et qui avait cru devoir dès 1876 laisser le champ libre aux partisans de l'abstinence, lesquels à la voix d'un Américain, proclamaient „urbi et orbi“ que le salut de la nation ne se trouvait que dans la prohibition complète non seulement de l'eau-de-vie, mais de la bière et du vin, en un mot de toute boisson distillée, fermentée et enivrante.

L'accord n'était pas possible, et les vieux champions de la sobriété, qui avaient combattu l'intempérance dans des heures difficiles, parfois même au péril de leur vie, des gens sobres qui ne prenaient qu'un peu de bière ou de vin, jamais de spiritueux, étaient accusés d'être les pires ennemis de la tempérance (qu'on disait synonyme d'abstention totale). Les nouveaux abolitionnistes oublièrent que c'est à ces „modérés“ que revient l'honneur d'avoir aboli en 1855 l'inique privilège des bouilleurs de cru et d'avoir réduit la consommation annuelle de l'eau-de-vie de 46 litres par tête à 10, tandis qu'elle se maintient entre 6 et 9 depuis 1879 jusqu'à nos jours. C'est, croyons-nous, la plus grande victoire qu'aient jamais enregistrée les annales de la lutte antialcoolique.

En 1902, M. Wieselgren s'entendit avec le Consul Oscar Ekman pour agrandir le cadre de la Société de Tempérance : ses statuts embrassent aujourd'hui tout ce qui peut élever le niveau moral et intellectuel de la nation, sans empiéter naturellement sur les domaines de l'Eglise et de l'Ecole.

M. Ekman dota, avec la munificence dont il était coutumier, la Société transformée; la Fondation Lars Hiärta suivit l'exemple,

[4]) Fran striderna om svenska brännvinslag stiftningen 1835—1885. Göteborg, 1885. 72 pages in 8⁰.

[5]) La lutte contre l'alcoolisme en Suède, Stockholm 1898. 38 p. in 8⁰ (épuisé).

Résultats du système de Gothembourg. Stockholm 1898, 39 p. in 8⁰.

The Gothenburg system, its origin, object and effects. 3 d ed. Stockholm 1895.

Zur Entwicklungsgeschichte des Gothenburger Systems. Stockholm 1907. 119 pages in 8⁰.

A contribution to the history of the developement of the Gothenburg system. Stockholm 1907. 110 p. in 8⁰.

de sorte que la société possède aujourd'hui, grâce à son président, plus de 225 000 Kronor (soit environ 250 000 Mark).

Elle fait donner des conférences historiques, patriotiques et autres dans tout le pays, publie des écrits populaires et tient un bureau d'informations pour la fondation et l'entretien de bibliothèques populaires, édite un catalogue de livres choisis; elle a même créé des cours de cuisine scolaire (Skolköks-Kurser). Depuis cette année elle publie une revue mensuelle qui a été fort bien accueillie. En résumé, la société a su faire beaucoup de bien sans le crier sur les toits, et le mérite en revient en grande partie à son vénéré président.

Nous n'avons pas ici à apprécier sa vie politique, ni à rappeler les services éminents qu'il a rendus à son pays pendant qu'il a été à la tête du service pénitentiaire auquel il a apporté d'importantes réformes; il en a publié une historique des plus intéressantes.[6]) Nous n'avons pas non plus à juger son talent comme écrivain ni à rechercher la place qu'il occupe dans les lettres suédoises; mais il nous sera permis de dire qu'à part les trois romans qu'il a publiés et qui lui assurent un rang élevé dans la littérature par le style aussi bien que par l'intérêt psychologique qu'éveillent les personnages pris sur le vif, la biographie qu'il nous a laissée de son père[7]) est le modèle du genre. Il est regrettable qu'il n'en ait pas été publié une traduction ou tout au moins un abrégé dans une autre langue que le suédois.

M. Wieselgren était occupé depuis bien des années à une autre biographie, celle du Consul Oscar Ekman, l'éminent philanthrope qui a fait un si noble usage de son immense fortune et auquel la cause de la tempérance en particulier est si grandement redevable. Il est certain qu'elle eût été du plus haut intérêt. Le Dr. W. avait également rassemblé les éléments d'une histoire de la lutte antialcoolique en Suède au XIXe siècle, et il faut espérer que tous ces matériaux précieux seront utilisés avec piété, car il est bon que les générations nouvelles sachent ce qu'elles doivent à celles qui les ont précédées.

Dans ces dernières années, le Dr. W. suivait avec un intérêt douloureux les progrès de l'athéisme, de l'anti-militarisme et autres tendances anarchistes parmi la jeunesse suédoise. Il avait comme une certaine hâte à voir la Société reconstituée sur une base solide pour combiner tous ses efforts, élever le niveau moral et intellectuel de la nation et s'opposer aux doctrines subversives qui la conduiraient à une ruine certaine.

Ses collaborateurs, nous en sommes assurés, ne faudront pas à la tâche qu'il leur a laissée.

---

[6]) Le développement et les progrès du service pénitentiaire suédois, aperçu historique présenté au Congrès pénitentiaire de Paris en 1895. Stockholm, 1895. 84 pages in 8⁰. III.

[7]) Peter Wieselgren. En lefnadsteckning sammanfattad af Sigfrid Wieselgren. Stockholm, 1900, 362 pages in 8⁰.

Dr. Sigfrid Wieselgren. †

Professor F. Schulthess, Stockholm.

S. Wieselgren, Generaldirektor der Pönitenziarverwaltung und seit 1893 Vorstand des schwedischen Mässigkeits- und Volkserziehungsvereins, ist am 11. Oktober 1910 gestorben. Mit ihm hat Schweden den tüchtigsten Vertreter der Mässigkeitsbewegung verloren.

Geboren 1843 in Vesterstad als Sohn eines Pastors, bezog er nach Absolvierung des Helsingborger Gymnasiums die Universität Upsala, promovierte 1869 in Philosophie und unterzog sich in Lund dem juristischen Examen; 1874 wurde er zum Sekretär an der Göteborger „Poliskammaren", bald darauf zum „Justitieraadman" ernannt; 1876 wählte ihn die Stadt in den „Riksdag" und 1885 ernannte ihn der König zum Generaldirektor der Pönitenziarverwaltung. Als ausgezeichneter Kenner des Strafrechts und erfahrener Politiker, als begabter Redner, wahrer Philanthrop und überzeugter Christ hat er einen ungemein lebhaften Anteil am politischen, geistigen, moralischen und religiösen Leben seines Vaterlandes genommen.

Von frühester Jugend an war er Zeuge der furchtbaren Verheerungen des Alkohols (damaliger Schnapskonsum pro Jahr und Kopf circa 40 Liter; die ländlichen Arbeiter bekamen als vorgeschossenen Lohn „Brännvin"; die Dienstmädchen und Bäuerinnen waren dem Trunk ergeben!). Den unsäglichen Verwüstungen des Alkoholteufels traten als die eigentlichen Begründer der schwedischen Mässigkeitsbewegung Männer entgegen wie: der englische Methodist Samuel Owen (als Schiffsbauer in Stockholm tätig, gründet er 1829 den ersten Verein gegen Schnapsgenuss), die Gelehrten Berzelius und Anders Retzius, Pastor Scott, der Apostel des schwedischen Liberalismus L. J. Hiärta (der für die junge Bewegung mit seinem Blatte Aftonbladet eintritt), Pastor Wieselgren und der Konsul O. Ekman. In Göteborg wird der junge Wieselgren mit dem „Göteborger System" bekannt und tritt sofort mit allen Kräften für diese Einrichtung im Interesse der Sittlichkeit und Mässigkeit der Arbeiterklasse ein. Von 1883 an gründete die Göteborger Gesellschaft neben ihren gesunden, geräumigen und hellen Restaurants auch Lesezimmer („läsrum"). Uebrigens befriedigte auch die vollkommenste Anwendung des Göteborger Systems Wieselgren noch keineswegs: als Realpolitiker zog er es zwar, weil eher durchführbar, dem absoluten Verbot aller berauschenden Getränke vor: aber seiner Ueberzeugung nach musste die Temperenz das Ergebnis einer religiösen Entwicklung sein! 1887 trat er in die Leitung des 1837 gegründeten schwedischen Temperenzvereins ein und wurde bald der „spiritus rector" der Bewegung, die seit dem Erfolg des Jahres 1855 (Aufhebung des Rechtes Schnaps zu brennen) etwas nachgelassen und seit 1876 den Anhängern der vollständigen Enthaltsamkeit das Feld fast geräumt hatte. Es galt, den Abstinenten gegenüber die „Mässigen" zu verteidigen (die wenig Bier oder Wein, aber keinen Schnaps genossen) und ihnen das Verdienst zu wahren, das Gesetz vom Jahre 1855 herbeigeführt und den jährlichen Schnapsverbrauch pro Kopf von 46 Liter auf 6—9 Liter reduziert zu haben. 1902 dehnte Wieselgren den Rahmen der Temperenzgesellschaft aus: ihre Statuten von heute umfassen alles, was das moralische und geistige Niveau des Volkes heben kann! (Dank den Stiftungen von M. Ekman und Lars Hiärta besitzt die Gesellschaft ein Kapital von 250 000 Mark, lässt im Lande Vorträge halten, veröffentlicht Volksbücher, unterhält ein Auskunftsbüro für Gründung und Unterhaltung von Volksbibliotheken, veranstaltet Kochkurse, gibt seit 1910 eine Monatsschrift heraus).

Das segensreiche Wirken dieser Gesellschaft ist zum grossen Teil ihrem Vorstand Wieselgren zu verdanken!

Nur hingewiesen sei hier auf seine erfolgreiche Tätigkeit im politischen Leben, in seiner amtlichen Stellung und auf dem Gebiete der Li-

teratur (z. B. Biographie seines Vaters, Romane, Fragmente einer Biographie des grossen Philanthropen Konsul O. Ekman und eine Geschichte der schwedischen Antialkoholbewegung im 19. Jahrhundert)!

Gegenüber den atheistischen, antimilitaristischen und anarchistischen Regungen in der schwedischen Jugend hat er noch in seinen letzten Jahren die Temperenzgesellschaft auf breiterer Grundlage ausgebaut zum Segen der sittlichen und geistigen Entwicklung seines Vaterlandes.

„Die Abstinenzbewegung ist eine der grossen Volksbewegungen unserer Zeit, durch welche das Volk sich selbst erziehen will zu Selbstvertrauen und Selbstbeherrschung. Es wird ja vielfach erwogen, auf welchem Wege man zum Ziele kommen soll, aber, dass man zum Ziele kommen wird, darin sind wir uns wohl alle einig! Ich will nicht näher darauf eingehen, welche grossen Vorteile ein Volk ohne Alkohol erwerben würde, denn die Wirkung würde sich auf vielen Gebieten bemerkbar machen. In unseren Tagen nimmt der Kampf zwischen den Nationen eine immer geschärftere Steigerung an, da heisst es ebenso für den ganzen Staat, als auch für den Einzelnen sich bis aufs Aeusserste anzustrengen, um nicht zurückzubleiben und lebenskräftigeren Völkern zu unterliegen. In diesem Kampfe würde man einen ausserordentlich wertvollen Kraftzuschuss bekommen, wenn der verderbenbringende Einfluss des Alkohols bei der Nation ausgeschaltet, oder wenigstens sehr verringert werden könnte. Vermehrte körperliche Kräfte und grössere geistige Spannkraft würden es erleichtern, die muskel- und nervenaufreibende Arbeit unserer modernen Zeit auszuhalten. Die Abstinenz ermöglicht auch eine grössere Arbeitsintensität und erhöhte Arbeitsfreudigkeit, welche ein höheres Arbeitsprodukt zur Folge haben dürfte. Die Nation, welche sich zuerst von dem schädlichen Einfluss des Alkohols befreit, hat sich dadurch einen bedeutenden Vorsprung errungen.“

Der Kronprinz von Schweden
(Nach dem Swenska Dagbladet, 22. Juni 1910.)

Die Schankbedürfnisfrage in den grösseren Städten
mit besonderer Berücksichtigung von Frankfurt a. M.

Professor Dr. Trommershausen, Frankfurt a. M.,
Stadtverordneter.

Die Reichsgewerbeordnung vom 21. Juni 1869 bestimmt im § 33: „Wer Gastwirtschaft, Schankwirtschaft oder Kleinhandel mit Branntwein oder Spiritus betreiben will, bedarf dazu der Erlaubnis. Diese Erlaubnis ist nur dann zu versagen: 1. wenn gegen den Nachsuchenden Tatsachen vorliegen, welche die Annahme rechtfertigen, daß er das Gewerbe zur Förderung der Völlerei, des verbotenen Spiels, der Hehlerei oder der Unsittlichkeit mißbrauchen werde; 2. wenn das zum Betriebe des Gewerbes bestimmte Lokal wegen seiner Beschaffenheit oder Lage den polizeilichen Anforderungen nicht genügt. Die Landesregierungen sind befugt, außerdem zu bestimmen, daß a) die Erlaubnis zum Ausschänken von Branntwein oder zum Kleinhandel mit Branntwein oder Spiritus allgemein, b) die Erlaubnis zum Betriebe der Gastwirtschaft oder zum Ausschänken von Wein, Bier oder anderen, nicht unter a fallenden geistigen Getränken in Ortschaften mit weniger als 15 000 Einwohnern, sowie in solchen Ortschaften mit einer größeren Einwohnerzahl, für welche dies durch Ortsstatut festgesetzt wird, von dem Nachweis eines vorhandenen Bedürfnisses abhängig sein solle. Vor Erteilung der Erlaubnis ist die Ortspolizei- und die Gemeindebehörde gutachtlich zu hören."

Fast alle Landesregierungen haben von der ihnen nach vorstehendem § 33 der Reichs-Gewerbeordnung zustehenden Befugnis Gebrauch gemacht. Demgemäß darf im Deutschen Reiche meist die Erlaubnis zum Branntwein- etc. Schank nur erteilt werden, wenn ein Bedürfnis hierfür nachgewiesen ist. Ebenso ist zum Betriebe der Gastwirtschaft und zum Ausschank von Wein und Bier usw. in allen Ortschaften mit weniger als 15 000 Einwohnern das Bedürfnis nachzuweisen, während in allen Städten mit mehr als 15 000 Einwohnern durch Ortsstatut, das nach § 142 der Reichs-Gewerbeordnung Gesetzeskraft besitzt, die Erlaubniserteilung von dem Nachweis eines vorhandenen Bedürfnisses abhängig gemacht werden kann.

Von den 260 Gemeinden des Deutschen Reiches mit mehr als 15 000 Einwohnern hatten bis zum Jahre 1898 195 Gemeinden, also 75 Proz., ein solches Ortsstatut eingeführt, und von den 170 preußischen Gemeinden 133, mithin 78 Proz.*)

Von den 40 deutschen Großstädten hatten bis zum 1. Januar 1905 27, mithin 67,5 Proz., das Ortsstatut eingeführt; die 13 Großstädte ohne Ortsstatut (32,5 Proz.) entfielen im wesentlichen auf das östliche und südliche Deutschland.**)

In Preußen beträgt nach der Volkszählung vom Jahre 1905 die Zahl der Stadtgemeinden mit mehr als 15 000 Einwohnern 178, von denen 159 (83½ Proz. rund) das Ortsstatut eingeführt haben.

Ueber die Einführung eines solchen Ortsstatuts haben die städtischen Verwaltungsbehörden zu entscheiden; viele Städte haben das Ortsstatut nur probeweise für wenige Jahre eingeführt, so daß die städtischen Behörden nach Ablauf dieser Zeit immer von neuem vor die Frage gestellt werden, ob sich das Ortsstatut bewährt hat oder nicht, ob es verlängert, oder ob es wieder aufgehoben werden soll. Infolgedessen ist die Bedürfnisfrage in manchen Städten ein Gegenstand kommunaler Kämpfe geworden, bei denen nicht selten das Interesse politischer Parteien mehr zur Geltung kommt, als das Wohl der Bürgerschaft.

Da im allgemeinen die Erfahrungen, die mit dem Ortsstatut gemacht worden sind, nach dem Urteil der Behörden als günstige, ja zum Teil als sehr günstige bezeichnet werden können, so ist es begreiflich, daß in den Städten ohne Ortsstatut die Freunde der Mäßigkeitsbestrebungen sich bemühen, die Einführung eines Ortsstatuts zu erreichen, in dem sie zwar keineswegs ein Allheilmittel, wohl aber eine brauchbare Waffe im Kampfe gegen den Alkoholismus erblicken. Das Urteil über den Wert eines solchen Ortsstatuts ist allerdings schwankend, weil die Handhabung desselben seitens der Behörden in den verschiedenen Städten natürlich doch noch recht verschieden ist, zumal das Gesetz leider keine objektiven Merkmale angibt, nach denen das Bedürfnis abgemessen werden soll. Infolgedessen wird das Ortsstatut voraussichtlich noch lange eine heißumstrittene Streitfrage in den Städten mit mehr als 15 000 Einwohnern bleiben. Um so mehr scheint es wünschenswert zu sein, daß auch weiteren Kreisen der städtischen Bevölkerung Gelegenheit geboten wird, sich über den Wert eines Ortsstatuts, über den Zweck und die Wirkungen desselben ein Urteil zu bilden.

---

*) Nach den „Mitteilungen des Statistischen Amtes der Stadt Dortmund“, 3. Heft, 1899 „Die Gast- und Schankwirtschaften in den deutschen Gemeinden mit mehr als 15 000 Einwohnern nach dem Stande vom November 1898“, bearbeitet von Dr. Gustav Tenius. S. 5 ff.

**) Nach den „Jahrbüchern für Nationalökonomie und Statistik“ von Prof. Dr. Conrad, Verlag von Gustav Fischer in Jena, bearbeitet von Dr. Baumgart. S. 528 ff.

Die Gründe, die für und wider das Ortsstatut ins Feld geführt werden, sind im Großen und Ganzen überall dieselben und kehren immer wieder, so oft über die Frage der Einführung oder Abschaffung des Ortsstatuts verhandelt wird. Besondere Beachtung verdienen jedenfalls aber die Erfahrungen, die man in den verschiedenen Städten mit dem Ortsstatut gemacht hat. In dieser Hinsicht ist die Zusammenstellung und Bearbeitung der Antworten städtischer Verwaltungsbehörden auf die Rundfragen des Magistrats der Stadt Dortmund vom November 1898 von Dr. Gustav Tenius auch heute noch wertvoll. Neuerdings hat der Magistrat der Stadt Frankfurt am Main an 60 Städte von mehr als 50 000 Einwohnern Rundfragen gerichtet, um die Erfahrungen kennen zu lernen, die mit dem Ortsstatut gemacht worden sind. Auch die Antworten auf diese Rundfragen verdienen weiteren Kreisen bekannt zu werden*), denn die praktischen Erfahrungen sind für die Beurteilung des Ortsstatutes wichtiger als alle theoretischen Erörterungen und Erwägungen.

Zugleich aber enthält der Verlauf des Kampfes um das Ortsstatut in Frankfurt a. M., wo man schon seit 30 Jahren versucht hat, die Bedürfnisfrage einzuführen, nach verschiedenen Seiten so viel Belehrendes, daß ein ausführlicherer Bericht schon deshalb gerechtfertigt erscheint, weil er geeignet ist, in anschaulicher Weise auch Nichtfrankfurtern die Gründe pro et contra vor Augen zu führen.

Die Antworten der Städte, die Dr. G. Tenius 1898 zusammengestellt hat, lauten im allgemeinen sehr günstig für das Ortsstatut. Allerdings heben manche Städte die mannigfachen Schwierigkeiten hervor, die die Prüfung der Bedürfnisfrage, namentlich in großen Städten, verursacht, und Dr. G. Tenius schließt aus den eingelaufenen Antworten, „je größer die Ortschaften sind, um so weniger scheint sich bei den maßgebenden Faktoren das Bedürfnis nach Einführung eines Ortsstatuts geltend zu machen.“ „Während von allen in Frage kommenden Gemeinden 75 Proz. ein solches Ortsstatut eingeführt haben, haben es von den 30 Großstädten mit mehr als 100 000 Einwohnern nur 16 oder 53,3 Proz., von den 33 Gemeinden mit 50 000—100 000 Einwohnern 23 oder 69,7 Proz., von den 48 Gemeinden mit 40—50 000 Einwohnern 22 oder 78,6 Proz. und von den 169 Gemeinden mit 15 000—40 000 Einwohnern 134 oder 79,3 Proz.

*) Der Verfasser trägt jedoch Bedenken, bei den Erfahrungsurteilen, die auf die Rundfragen des Frankfurter Magistrats erfolgt sind, die Namen der einzelnen Städte anzugeben, da es zweifelhaft erscheint, ob alle Stadtverwaltungen damit einverstanden sind, daß ihre Antworten veröffentlicht werden. Nur soweit die Urteile einzelner Städte schon durch die Verhandlungen in der Frankfurter Stadtverordneten-Versammlung bekanntgegeben sind, werden auch im Folgenden die Namen der Städte genannt; im übrigen aber werden die Städte absichtlich nur unbestimmt bezeichnet. Selbstverständlich bezieht sich diese Einschränkung aber nicht auf die Namen und Urteile der Städte, die schon durch die Mitteilungen des statistischen Amtes in Dortmund oder anderswo veröffentlicht worden sind.

eingeführt." Andererseits haben sich aber auch gerade die Behörden einzelner Großstädte höchst anerkennend über die Wirkungen des Ortsstatuts ausgesprochen; übereinstimmend wird berichtet, daß sich die Zahl der Wirtschaften infolge des Ortsstatuts verringert und ihre sittliche Qualität wesentlich gehoben habe. Wenn auch eine Stadt (Guben) berichtet, „die Wirtschaften haben sich trotzdem alljährlich vermehrt", so widerspricht dieses Ergebnis keineswegs der Tatsache, die von den meisten Städten hervorgehoben wird: „die Vermehrung der Wirtschaften ist zurückgehalten", oder „es kann einer übermäßigen Vermehrung erfolgreich entgegengetreten werden", oder „die Zahl der Wirtschaften hält sich in angemessenen Grenzen", oder „die Vermehrung der Schankstätten ist dadurch wesentlich eingeschränkt und ihre sittliche Qualität gehoben". Gegenüber diesem übereinstimmend günstigen Urteil der meisten Städte fällt das abweichende Urteil einzelner nicht ins Gewicht, zumal wenn aus der Form deutlich zu erkennen ist, daß eine verkehrte Handhabung des Ortsstatuts seine heilsame Wirkung verhindert hat. So urteilt Wilhelmshaven: „Eine Abnahme der Wirtschaften ist nicht zu erzielen gewesen, da für Grundstücke, in denen längere Zeit Wirtschaft betrieben war, die höhere Instanz bisher geneigt bleibt, das etwa hier verneinte Bedürfnis zu bejahen. Die sittliche Seite des Wirtschaftsbetriebes hat sich nicht gehoben." Ebenso entschieden lauten zahlreiche Urteile zu Gunsten des Ortsstatuts: „gut bewährt", „vorzüglich bewährt" oder: „das Statut hat sich nach jeder Richtung hin gut bewährt und als ein unentbehrliches Mittel herausgebildet, einer übermäßigen Vermehrung gewöhnlicher Betriebe vorzubeugen und die Weitergenehmigung bestehender mißständiger Betriebe beim Inhaberwechsel zu versagen" (Wiesbaden). Oder: „es bietet eine Handhabe, um die bisher zu zahlreichen Wirtschaften auf ein normales Verhältnis zur Einwohnerzahl zurückzuführen. Auf die sittliche Qualität der Wirtschaften hat das Statut augenscheinlich einen wohltätigen Einfluß; dieselbe ist als recht gut zu bezeichnen" (Cassel). Eine Stadt berichtet: „Nach Fortfall des Statuts hat sich die Zahl der Wirtschaften in 3 Jahren verdoppelt" (Ohligs). Eine andere Stadt verschweigt eine bedenkliche Folge des Ortsstatuts nicht, wenn sie berichtet: „Das Ortsstatut ist eine sehr gute Handhabe, um einen übermäßigen Zuwachs an Wirtschaften zu verhüten. Andererseits ist aber auch dadurch für die bestehenden Wirtschaften ein Privileg geschaffen, welches sich durch die in letzter Zeit für Wirtschaften gezahlten Preise in bedenklicher Weise fühlbar macht" (Mülheim a. Rhein.)

Interessant ist die Mitteilung des Dr. G. Tenius (S. 6 ff.), daß das am 1. Mai 1890 erlassene Ortsstatut in Cöln durch Beschluß der Stadtverordneten vom 10. Dezember 1896 mit 23 gegen 18 Stimmen aufgehoben werden sollte. „Die Aufsichtsbehörde genehmigte jedoch die Aufhebung nicht; auch die Beschwerde an den Provinzialrat war erfolglos."

Auch in Gnesen ist gegen den Beschluß der Stadtverordneten ein Ortsstatut eingeführt worden. Der Magistrat hatte am 8. Nov. 1892 den Erlaß eines Ortsstatuts beantragt. Die Stadtverordneten-Versammlung lehnte den Antrag des Magistrats am 8. Februar und am 8. März 1893, also wiederholt ab. Daraufhin beschloß der Bezirksausschuß am 14. April 1893, das „als sehr zweckmäßig erachtete Ortsstatut“ zu erlassen.

Das Ortsstatut besteht meist nur aus einem Paragraphen; einzelne Städte haben Zusätze gemacht, die über die Gültigkeitsdauer oder über den Begriff des Bedürfnisses nähere Bestimmungen enthalten. Die Gültigkeitsdauer wird verschieden bemessen; in der Regel wird das Ortsstatut für 3 oder 5 Jahre erlassen, bisweilen auch mit der Bestimmung, daß durch Beschluß der Stadtverordneten-Versammlung das Ortsstatut zu jeder Zeit wieder aufgehoben werden kann.

Zum Maßstab des Bedürfnisses haben einzelne Städte das Verhältnis der Anzahl der Wirtschaften zu der amtlich festgestellten Einwohnerzahl gemacht; so sagt das Ortsstatut von Crimmitschau: „In betreff der Zahl der Schankstätten ist tunlichst darauf hinzuwirken, daß auf je 400 Einwohner nicht mehr als eine Schankstätte entfällt.“ Nach einer Zusammenstellung von Dr. Baumgart vom Jahre 1905*) schwankt die Anzahl der Personen, auf welche eine Wirtschaft (Gast- oder Schankwirtschaft) entfällt, zwischen 631 (Kiel) und 161 (Frankfurt). Die Reihenfolge der Städte ist folgende:

Kiel	631	Kassel	308	Straßburg	227
Braunschweig	570	Köln	301	Schöneberg	215
Essen	549	Elberfeld	298	Hannover	213
Gelsenkirchen	488	Krefeld	295	München	207
Dortmund	438	Barmen	292	Königsberg	193
Chemnitz	411	Dresden	287	Charlottenburg	189
Plauen	402	Aachen	287	Hamburg	182
Karlsruhe	391	Danzig	246	Bremen	173
Duisburg	378	Stuttgart	244	Nürnberg	167
Düsseldorf	375	Halle	243	Berlin	165
Magdeburg	354	Rixdorf	242	Stettin	164
Bochum	345	Posen	237	Mannheim	164
Leipzig	337	Breslau	232	Frankfurt a. M.	161
Altona	325				

Die wenigsten Wirtschaften sind also in den Städten mit Ortsstatut enthalten; denn von den 40 Städten dieser Tabelle haben das Ortsstatut nicht eingeführt 12: Halle, Posen, Breslau, Schöneberg,

*) Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik, von Prof. Dr. I. Conrad, Verlag von Gustav Fischer in Jena S. 535. Die Zusammenstellung von Dr. Baumgart beruht auf einer Rundfrage, die der Stadtausschuss von Köln im April 1905 an sämtliche deutschen Grossstädte (mit über 100 000 Einwohnern) richtete.

München, Königsberg, Charlottenburg, Nürnberg, Berlin, Stettin, Mannheim und Frankfurt a. M.

Wenn man den Durchschnitt für sämtliche deutschen Großstädte zusammen berechnet, kommt nach der Feststellung des Dr. Baumgart vom Jahre 1905 auf je 227 Einwohner eine Wirtschaft; getrennt berechnet kommt in den Städten mit Ortsstatut eine Wirtschaft auf 311 Bewohner, in denjenigen ohne Ortsstatut eine auf 181. Der Hauptunterschied stellt sich bei den beschränkten Schankwirtschaften heraus; während in Städten mit Ortsstatut eine solche Wirtschaft auf 3395 Einwohner entfällt, ist diese Zahl in Städten ohne Ortsstatut 443.

Eigentümlich ist die Stellung des Magistrats einer Stadt an der Elbe zu dem Ortsstatut. In dieser Stadt ist das Ortsstatut am 4. März 1880 eingeführt worden, und in den „Mitteilungen des statistischen Amtes der Stadt Dortmund“ vom Jahre 1899 berichtet sie über ihre Erfahrungen mit den Worten: „Die Zahl der Konzessionsverweigerungen ist jährlich erheblich. Das frühere Kellnerinnenunwesen ist fast ganz beseitigt.“ Trotz dieses Erfolges beantragte aber 1891 der Magistrat dieser Stadt die Wiederaufhebung des Ortsstatuts und zwar mit folgender Begründung:

„Für die Errichtung des Ortsstatuts sind 2 Gründe in erster Linie maßgebend gewesen; zunächst ist man von der Annahme ausgegangen, die ortsstatutarische Bestimmung werde eine geeignete Handhabe zur Bekämpfung der Völlerei bieten; ferner . . . die Rechtsungleichheit in der Altstadt und in den Vororten. Der letztere Grund ist infolge der Eingemeindungen gegenstandslos geworden. Im übrigen können wir nach Ablauf eines Jahrzehnts seit Errichtung des Ortsstatuts unter Berücksichtigung der in diesem Zeitraum gemachten Erfahrungen nach wiederholter Prüfung unsere damals vertretene Ansicht von der Nützlichkeit der in Frage kommenden Bestimmung nicht aufrechterhalten. — — Tatsächlich ist sowohl die Altstadt als die Vorstädte so reichlich mit Gastwirtschaften, Bier- und Weinschankstätten jeder Art schon jetzt bedacht, daß von einem Bedürfnis neuer Stätten auf Jahre hinaus korrekter Weise überhaupt kaum die Rede sein kann. Wer die Neigung fühlt, sich der Völlerei hinzugeben, hat schon jetzt die ausreichendste Gelegenheit, dieser Neigung nachzukommen.“

Gegenüber dieser Begründung muß darauf hingewiesen werden, daß die Annahme, mit Hilfe des Ortsstatuts könne die Völlerei bekämpft werden, von vornherein irrtümlich ist; denn wo auch nur noch ein Wirtshaus besteht, ist jedem Gelegenheit geboten, der Völlerei zu fröhnen, so viel er will. Der Wert des Ortsstatuts besteht darin, daß es eine Handhabe bietet, die Anzahl der Wirtschaften dem Bedürfnis anzupassen. Eine Einschränkung der Anzahl der Wirtschaften wird ohne Zweifel im allgemeinen auch eine Verminderung des Alkoholkonsums herbeiführen, keineswegs aber jeden Einzelnen von dem Mißbrauch geistiger Getränke abhalten. Wird

aber durch das Ortsstatut auch nicht einmal eine Verminderung der Anzahl der Wirtschaften erreicht, so ist das Ortsstatut nicht richtig gehandhabt worden. Die Völlerei kann durch kein Ortsstatut verhindert werden, wohl aber ist das Ortsstatut ein wirksames Mittel, die Anzahl der Wirtschaften einzuschränken. Diese Tatsache langjähriger und vielseitiger Erfahrung wird auch durch die Antwort derselben Stadt an der Elbe auf die Rundfrage des Magistrats von Frankfurt a. M. im Jahre 1909 bestätigt, die lautet: „Die polizeiliche Ueberwachung wird erleichtert. Der früher erhoffte Erfolg, es würde der Völlerei in erkennbarer Weise vorgebeugt werden, ist nur in bescheidener Weise eingetreten. Es wird nicht zu bezweifeln sein, daß dem allzugroßen Ueberwuchern der Schankstellen einigermaßen vorgebeugt ist."

Die Stadt Frankfurt a. M., die den Ruhm hat, in sozialpolitischer Hinsicht an der Spitze der deutschen Städte zu marschieren, hat sich schon vor 30 Jahren mit der Einführung eines Ortsstatuts befaßt. Am 19. April d. Js. ist aber der Antrag auf Einführung eines Ortsstatuts zum zweiten Male von der Mehrheit der Stadtverordneten abgelehnt worden, und da die erneute Verhandlung über die Bedürfnisfrage in Frankfurt durch eine Eingabe des dortigen Bezirksvereins gegen den Mißbrauch geistiger Getränke veranlaßt war, so rechtfertigt dieser Mißerfolg schon einen ausführlichen Bericht über die Vorgänge in Frankfurt a. M.

Schon 1879 ersuchte das Polizeipräsidium den Magistrat der Stadt Frankfurt a. M., den Erlaß eines Ortsstatuts in Erwägung zu ziehen, da auch in Frankfurt die Schankstätten sich stetig und in einem Umfang vermehrten, der das Verhältnis zur Bevölkerungszunahme in bedenklicher, zu vielfachen Unzuträglichkeiten führender Weise übersteige. Der Magistrat lehnte es aber ab, der Stadtverordneten-Versammlung eine solche Vorlage zu machen, indem er einerseits auf die Schwierigkeiten hinwies, das Bedürfnis zutreffend festzustellen, andererseits aber auch annahm, daß der verstärkte Zudrang zu dem Wirtschaftsbetriebe in den letzten Jahren der ungünstigen wirtschaftlichen Lage zuzuschreiben sei und sich mit der eintretenden Besserung der wirtschaftlichen Verhältnisse wieder vermindern werde.

Im März 1885 wiederholte das Polizeipräsidium sein Gesuch um Erlaß eines Ortsstatuts unter Hinweis auf folgende Erwägungen: Die Annahme des Magistrats hat sich im Laufe der letzten 5 Jahre als nicht zutreffend erwiesen, da ungeachtet der unverkennbaren Besserung der wirtschaftlichen Lage nicht nur keine Abnahme, sondern vielfach eine erhebliche Zunahme der Gast- und Schankwirtschaften stattgefunden hat. Ferner hat die Erfahrung gelehrt, daß in der Mehrzahl der ausschließlich zum Ausschank von Bier, Wein und Apfelwein konzessionierten Wirtschaften heimlich auch Branntwein verabreicht wird, ohne daß solche Fälle zur Bestrafung gebracht werden können. Endlich hat sich ergeben, daß

die Konzession zur Gastwirtschaft häufig lediglich deshalb nachgesucht wird, damit der Betreffende in den Besitz des hiermit gesetzlich verbundenen Ausschanks von Branntwein gelangt.

Infolge dieser wiederholten Aufforderung beantragte der Magistrat im Mai 1885 bei der Stadtverordneten-Versammlung den Erlaß eines Ortsstatuts nach dem Vorgang einer großen Anzahl deutscher Städte mit dem Hinweis auf die allzu starke Vermehrung der Gast- und Schankwirtschaften in den letzten Jahren und auf die damit verbundenen Nachteile und Mißstände. Insbesondere betonte die Vorlage des Magistrats: die übermäßige Konkurrenz verschlechtert die Lage der Wirte und verführt sie nur gar zu leicht, durch allerhand künstliche Anreizungen und Anlockungen Gäste herbeizuziehen. Ein Uebermaß von Wirtschaften übt daher eine demoralisierende Wirkung aus sowohl für das Publikum als für die Inhaber der Wirtschaften selbst. Deshalb ist die Verwaltung und die Gesetzgebung einer großen Anzahl von Staaten seit langer Zeit bestrebt, die Zahl der Wirtschaften überhaupt zu vermindern. Diese Bestrebungen werden von denjenigen Völkern, deren Verfassung die freieste ist, wie Nordamerika, Schweden, Norwegen, Holland und neuerdings auch der Schweiz und England am energischsten und eingreifendsten durchgeführt. Ueberall, insbesondere neuerdings in Holland, welches die zulässige Zahl der Wirtschaften von einem bestimmten Verhältnis zur Bevölkerungsziffer gesetzlich abhängig macht, hat die Erfahrung bewiesen, daß eine Reduktion der Anzahl der Schankstellen d. h. der Gelegenheiten, auch nach und nach zu einer Verminderung des Genusses von Spirituosen führt. Auch in Deutschland fällt in den Städten, die die Konzessionspflicht aller Wirtschaften eingeführt haben, durchschnittlich gegenwärtig schon eine geringere Anzahl von Wirtschaften auf eine bestimmte Anzahl von Einwohnern als in denjenigen Städten, in denen ein Ortsstatut nicht erlassen ist. Darüber aber kann in keinem Falle ein Zweifel bestehen, daß das Uebermaß des Genusses von Branntwein die Menschen körperlich und geistig ruiniert, die moralische Kraft bricht, den Frieden in den Familien vernichtet und die wirtschaftliche Existenz untergräbt. Wenn auch die Verminderung der Ausschankstellen und die Verbesserung des Betriebes der Wirtschaften nur ein Mittel zur Erreichung des erstrebten Zieles ist, so ist es doch ein nicht unwirksames. Mit Recht legt auch die Gesellschaft der Frankfurter Gastwirte und Restaurateure, die in einer Eingabe ausführlich den Erlaß eines Ortsstatuts befürworteten, ein bedeutendes Gewicht auf den Verfall des Gast- und Schankwirtschaftsbetriebes infolge der unangemessenen Vermehrung der Betriebe.

Bei der Verhandlung in der Stadtverordneten-Versammlung über diese Vorlage betonte Oberbürgermeister Miquel von neuem, daß gerade in den freiesten Ländern ähnliche und sogar schärfere Maßregeln in dieser Richtung getroffen seien; die Gefahr reaktionärer Maßnahmen sei absolut nicht vorhanden. Das Uebermaß

an Wirtschaften gefährde die Sittlichkeit der Jugend und führe zur Unmäßigkeit im Genuß der geistigen Getränke.

Allein die Stadtverordneten lehnten den Antrag des Magistrats kurzerhand ab, ohne ihn auch nur einem Ausschuß zur gründlichen Prüfung zu überweisen. Es wurde geltend gemacht, das Ortsstatut bedeute eine reaktionäre Maßregel, die die Befugnisse der Polizei vermehre, dem Belieben der Behörde Tür und Tor öffne und eine ganze Anzahl von Personen schädige.

Im Jahre 1897 kam die Frage des Ortsstatuts von neuem in der Frankfurter Stadtverordneten-Versammlung zur Verhandlung, da der Frankfurter Gastwirteverein eine Eingabe an die städtischen Behörden gerichtet hatte, mit der Bitte:

1. den Erlaß eines Ortsstatuts betr. die Einführung der Bedürfnisfrage bei Verleihung von Wirtschaftskonzessionen zu veranlassen,
2. bei Verleihung der Konzession zum Betriebe der Wirtschaft nur volle Konzessionen, die auch zum Ausschank von Liqueur und Branntwein berechtigen, zu erteilen,
3. zu den die Bedürfnis- und Personenfrage prüfenden Kommissionen Vertreter des Gastwirte-Gewerbes heranzuziehen.

Die Gastwirte begründeten ihr Gesuch mit Tatsachen, die auch heute im Großen und Ganzen noch zutreffend sein dürften. Sie behaupteten, daß die Mißstände im Gastwirtsgewerbe darauf zurückzuführen sind, daß die Zahl der Wirtschaften in einem das Bedürfnis bei weitem übersteigenden Maße überhand genommen hat, gefördert durch die Großbrauereien und deren Agenten. „Gar mancher“ — so schildern die Wirte selbst die Vorgänge in ihrem Gewerbe — „der in seinem erlernten Geschäfte Schiffbruch erlitten hat oder keinen Gefallen mehr an demselben findet, gibt sich der trügerischen Hoffnung hin, im Betriebe einer Wirtschaft sich eine sorgenfreie und bequeme Existenz gründen zu können. Dabei wird aber völlig außer Acht gelassen, daß gerade das Wirtschaftsgewerbe nicht nur Fleiß, Tüchtigkeit und aufopfernde Tätigkeit der ganzen Familie erfordert, sondern daß auch ehrenhafter Charakter und geschäftliche Erfahrung unerläßliche Voraussetzungen für eine gedeihliche Entwicklung des Geschäftes sind. Diese Eigenschaften gehen aber häufig denjenigen ab, die sich aus den angegebenen Gründen noch in späteren Jahren dem Gastwirtsgewerbe zugewendet haben; sie haben infolge des zur Anlockung des Publikums von den Brauereien gespendeten Freibieres und der oft unter dem Selbstkostenpreis verabfolgten Speisen reichlichen Zuspruch. Bald aber kommt die Reaktion, und es werden nun zur Abwendung des drohenden Ruins die verzweifeltsten Anstrengungen gemacht, alle Mittel, ob erlaubt oder unerlaubt, angewendet, es wird auf Kosten der Qualität zu Schleuderpreisen verkauft, zweifelhafte Damenbedienung eingeführt, dem Spiel und der Völlerei und noch anderen menschlichen Leidenschaften bereitwilligst Vorschub geleistet, nur um sich noch

einige Zeit über Wasser zu halten, bis schließlich der unvermeidliche Zusammenbruch erfolgt. Wiederholt haben in letzter Zeit die Tagesblätter darüber berichtet, wie Verbrechen aller Art gerade in diesen zweifelhaften Wirtschaften ihren Ursprung haben, wie Verleitung zur Untreue, Diebstahl von Nahrungsmitteln und Verkauf derselben an hehlerische Wirte streng geahndet werden mußten. Dies alles setzt nicht nur das Ansehen der ihr Gewerbe reell betreibenden Wirte herab und schädigt sie in ihrem Kredit und ihrem Gewerbe, da sie es verschmähen, mit denselben Mitteln zu arbeiten und auf gleiche Weise Gäste anzulocken, sondern verursachen auch den anderen Gewerbetreibenden empfindlichen Schaden. Die Großbrauerei ist in der Regel durch die gestellte Kaution gedeckt, die anderen Lieferanten aber haben nur zu oft das Nachsehen. Wein- und Spezereihändler, Metzger, Bäcker, Liqueur- und Zigarrenfabrikanten mußten auf diese Weise die empfindlichsten Einbußen erleiden. Hat aber so der eine abgewirtschaftet, so gelingt es alsbald den geschäftsgewandten Agenten einen Nachfolger für ihn zu finden, und der geschilderte Vorgang wiederholt sich von neuem."

Die Eingabe der Wirte berief sich zugleich auf das Urteil des Ersten Bürgermeisters von Würzburg, Hofrat Dr. Steidle, der inbetreff der Bedürfnisfrage bei Verleihung von Wirtschafts-Konzessionen gesagt habe: „er sei, nicht im Interesse der Wirte, sondern im öffentlichen Interesse, für die Würdigung der Bedürfnisfrage, er habe die segenbringende Wirkung der Berücksichtigung dieser Frage kennen gelernt im Unterschiede zu denjenigen Städten, die die Würdigung dieser Frage nicht eingeführt." „Infolge der Würdigung der Bedürfnisfrage bei Verleihung von Wirtschaftsberechtigungen ständen sich Wirte und Publikum gut und habe man einen gediegenen Wirtestand in Würzburg; die Wirte hier könne man mit Stolz als achtbare Bürger bezeichnen, während in den Städten, wo die Würdigung der Bedürfnisfrage nicht eingeführt, sich vielfach ein alle anderen Gewerbe, sowie die Stadt selbst schädigendes Proletariat im Wirtsgewerbe herausgebildet habe."

Aber auch diese Eingabe des Gastwirtevereins wurde in der Stadtverordneten-Versammlung kurzerhand durch Uebergang zur Tagesordnung erledigt, ohne daß sie nur dem Eingaben-Ausschuß zur Prüfung überwiesen wurde. Wie 12 Jahre früher, so wurde auch 1897 wieder behauptet, die Eingabe sei reaktionären Charakters und würde nur eine Erweiterung der polizeilichen Befugnisse zur Folge haben. Es komme aber auch der politische Gesichtspunkt in Betracht: Bei Erlaß der Gewerbeordnung habe man im Auge gehabt, den Gemeinden mehr Freiheit in der Verwaltung zu geben; durch Erlaß eines Ortsstatuts schränke man aber die Freiheit freiwillig ein. Der Zweck der Eingabe sei doch lediglich, die Konkurrenz in einem Gewerbe zu beseitigen; das sei aber eine Bestrebung, die die Unterstützung der städtischen Behörden nicht verdiene.

So lassen die Verhandlungen in der Frankfurter Stadtverordneten-Versammlung bis zum Jahre 1900 ein ausreichendes Verständnis für die hohe Bedeutung der Alkoholfrage für die Gesundheit, Sittlichkeit, für Wohlstand und Leistungsfähigkeit unseres Volkes vermissen. Als im Jahre 1900 ein Stadtverordneter darauf aufmerksam machte, daß in der Altstadt viel zu viel Wirtschaftskonzessionen erteilt würden, und daß durch Ortsstatut die Prüfung des Bedürfnisses eingeführt werden müsse, bemerkte Oberbürgermeister Adickes, zunächst müsse die Stadtverordneten-Versammlung dies beschließen, und dann werde der Magistrat einen solchen Beschluß gerne in Erwägung ziehen; aber sofort erklärte ein anderer Stadtverordneter, alle Parteien ständen auf dem Standpunkt, daß es nicht angebracht sei, ohne jede Veranlassung polizeiliche Beschränkungen einzuführen, die vom Gesetz nicht gefordert würden.

Vom Jahre 1905 an machte der Vorsitzende des Frankfurter Bezirksvereins g. d. M. g. G., der zum Stadtverordneten gewählt war, bei den Beratungen der Stadtverordneten-Versammlung wiederholt auf die hohe Bedeutung der Alkoholfrage für die städtischen Finanzen (Armenverwaltung, Witwen- und Waisenfürsorge, Irren- und Krankenanstalten, Gefängniswesen und Polizeiverwaltung etc.) aufmerksam und auf die ernste Pflicht der städtischen Verwaltung, auf erhebliche Einschränkung des Alkoholgenusses in den städtischen Anstalten und Betrieben hinzuwirken und für die Beschaffung guter und billiger alkoholfreier Getränke Sorge zu tragen. Im Januar 1907 erfolgte, etwas allzuplötzlich und nicht ausreichend überlegt, von anderer Seite der Antrag, den Magistrat zu ersuchen, in Erwägung zu ziehen, ob nicht zur Hebung der Volkswohlfahrt in städtischen Häusern, möglichst über den ganzen Stadtbezirk verbreitet, Wirtschaften zur Verabreichung alkoholfreier Getränke einzurichten und eventuell auch unter erleichternden Bedingungen zu vermieten seien.

Dieser Antrag, der zu viel verlangte, führte wenigstens zu wertvollen Erörterungen über die Alkoholfrage in der Stadtverordneten-Versammlung und zu dem Beschluß, den Magistrat zu ersuchen, die ganze Frage der gegen den Mißbrauch des Alkohols zu ergreifenden Maßregeln einer generellen Prüfung zu unterziehen. Diesem Auftrag ist bis jetzt leider immer noch nicht von dem Magistrat entsprochen worden.

Im Juni 1908 richteten 20 verschiedene Frauenvereine mit der Frankfurter Frauengruppe des Deutschen Vereins g. d. M. g. G. ein Gesuch an die städtischen Behörden, dem Animierkneipenunwesen mit den schärfsten Mitteln entgegenzutreten. Zu gleicher Zeit beantragte der Vorstand des Frankfurter Bezirksvereins g. d. M. g. G. bei den städtischen Behörden, durch Erlaß eines Ortsstatuts dem Uebermaß an Gast- und Schankwirtschaften und den damit verbundenen Mißständen entgegenzutreten. Infolgedessen

wurde die Frage des Ortsstatuts in der Presse und in Versammlungen wieder eifrig erörtert. Beide Anträge wurden diesmal dem Eingaben-Ausschuß zur Prüfung überwiesen, und der Vorsitzende des Bezirksvereins wurde als Sachverständiger zu den Beratungen des Ausschusses hinzugezogen. An diesen Beratungen beteiligte sich auch in hervorragender Weise ein Vertreter des Magistrats, der die Gründe darlegte, die die Einführung der Bedürfnisfrage als dringend wünschenswert erscheinen lassen, und zeigte, daß die dagegen erhobenen Bedenken nicht stichhaltig seien.

Die Stellung des Frankfurter Gastwirte-Verbandes war im Anfang ablehnend, aber auch widerspruchsvoll, insofern er in einer Resolution erklärte, daß er einerseits in dem Erlaß eines Ortsstatuts betr. Regelung der Bedürfnisfrage keine Besserung im Wirtsgewerbe erblicken könne und das Ortsstatut abzulehnen bat, andererseits aber wünschte, daß nur Vollkonzessionen (also auch für Branntweinausschank) erteilt werden sollten. Der Gastwirte-Verband übersah bei dieser Resolution, daß bei Erteilung von jeder Vollkonzession schon die Prüfung des Bedürfnisses gesetzlich vorgeschrieben ist, auch ohne Ortsstatut. Nach 9 Monaten kam jedoch der Gastwirte-Verband in seinen Beratungen zu dem Ergebnis, daß „die Einführung der Bedürfnisfrage als einziges Mittel zur Gesundung des gesamten Gastwirtestandes anerkannt werde"; er wünschte aber, daß bei Erteilung von Konzessionen zwei Mitglieder aus dem Wirtestand im Stadtausschuß vertreten seien und daß die alten Konzessionen auch bei Lokalveränderungen bestehen bleiben sollten.

Die Ortsgruppe des Deutsch-Evangelischen Frauenbundes erbat in einer Eingabe an die Stadtverordneten-Versammlung den Erlaß eines Ortsstatuts zur Einführung der Prüfung der Bedürfnisfrage, mit der Begründung, daß das Ortsstatut eine wertvolle Waffe zur Unterdrückung der Schäden des Animierkneipenwesens sei.

Auch der Frankfurter Verkehrsverein ersuchte die Stadtverordneten-Versammlung um Einführung der Bedürfnisfrage und zwar nicht nur im Interesse des Wirtsgewerbes, sondern auch im Interesse des Ansehens der Stadt Frankfurt, sowie im Interesse des Fremdenverkehrs, der durch die Auswüchse im Wirtsgewerbe, besonders durch die Animierkneipen und Barbetriebe geschädigt werde.

War so schon in weiten Kreisen der Bevölkerung die Stimmung für die Einführung der Bedürfnisfrage immer günstiger geworden, so wurde die Mehrheit des Eingaben-Ausschusses hauptsächlich noch durch die Erfahrungen, die zahlreiche Städte mit dem Ortsstatut gemacht haben, für die Einführung der Bedürfnisfrage gewonnen.

Der Magistrat hatte an 56 preußische Städte von über 50 000 Einwohnern und an 4 nichtpreußische Städte Rundfragen gerichtet inbetreff der Erfahrungen, die mit dem Ortsstatut gemacht worden sind und

übergab den Mitgliedern des Eingaben-Ausschusses eine Zusammenstellung der Antworten, die von den Stadtverwaltungen eingelaufen waren. Keine Antworten erfolgten von 4 Städten; 7 Städte, die auch gefragt waren, besitzen noch kein Ortsstatut, 2 Städte haben noch keine Erfahrungen sammeln können, weil das Statut erst vor Jahresfrist eingeführt wurde. Die Antworten der übrigen 47 Städte lauten bis auf 2 nur günstig. Ueber die eigentümliche Stellung der einen dieser beiden Städte (der Elbestadt) zur Bedürfnisfrage ist schon ausreichend berichtet. Ebenso wie diese norddeutsche, so hat auch eine süddeutsche Stadt, wie es scheint, ihre Erwartungen zu hoch gespannt und bei der Durchführung des Statuts manche üble Erfahrung gemacht. Abgesehen von anderen Bedenken ist die süddeutsche Stadt zu der Ueberzeugung gelangt, „daß die Frage, ob ein Bedürfnis für eine Wirtschaft vorhanden ist oder nicht, in den meisten Fällen in einer größeren Stadt sehr schwer, wenn nicht unmöglich im voraus zu beantworten ist, und daß man in manchen Fällen zu Entscheidungen gelangt, die eine ungerechtfertigte Härte und Willkür in sich schließen.“ Sie hat deshalb seit längeren Jahren, ohne das Statut vorerst aufzuheben, „die Bedürfnisfrage regelmäßig grundsätzlich in der Ueberzeugung bejaht, daß in der Tat in allen Fällen die Bedürfnisfrage wie bei jeder anderen Konkurrenz durch die Erfahrung und das Verhalten des Wirtes entschieden werden müsse.“ Dabei betont der Magistrat dieser Stadt ausdrücklich, daß die Normativbestimmungen für Wirtschaftslokalitäten in ihrer ganzen Schärfe in allen Fällen strenge eingehalten werden.

Abgesehen von diesen beiden Städten haben die übrigen Städte die allgemeine Frage, ob mit dem Statut günstige Erfahrungen gemacht seien, ausnahmslos bejaht, und viele Städte haben ihr „Ja“ noch verstärkt durch Zusätze wie „durchaus bewährt“, „sehr gut bewährt“, „sehr segensreich und beste Waffe gegen Alkoholseuchen“. Eine Stadt bemerkt, daß eine Schankkonzessionssteuer die günstige Wirkung eines Statuts noch verstärke. Besonders lehrreich sind die Erfahrungen einer anderen Stadt, die urteilt: „Nach Lage der Gesetzgebung müssen wir darin das einzige Mittel erblikken, das Aufmachen nicht existenzfähiger und überflüssiger, das Gemeinwohl schädigender Kneipen zu verhindern.“

Auch die weitere Frage, ob das Statut auf die Qualität der Wirtschaften günstig gewirkt habe, ist von den meisten Städten bejaht worden. Zwar scheint eine Stadt Schlesiens von der Verwertung des Statuts in dieser Hinsicht abzusehen. „Die Bedürfnisfrage hat auf die Qualität der Schanklokalitäten keinen Einfluß auszuüben“, und eine rheinische Stadt meint, auf die Qualität der Wirtschaften könne durch das Statut nur in beschränktem Umfange eingewirkt werden, da bei der Konzessionierung alle Wirtschaften „gute“ seien und erst im Laufe der Zeit durch schlechte Wirtschaftsführung oder aus anderen Gründen schlecht würden. Diesem Urteil stehen aber die Erfahrungen anderer Städte entgegen; so bejaht eine andere

Stadt die Frage, ob das Statut günstig gewirkt habe, mit der Erläuterung: „hinsichtlich der Animierkneipen sowie des Verhaltens der Wirte, da diese den größten Wert darauf legen müssen, die Wirtschaft einwandfrei zu führen, weil ihnen sonst bei Uebertragung der Konzession Schwierigkeiten entstehen." Elberfeld berichtet: „die Wirtschaften sind lebensfähiger geworden und ihre Inhaber weniger zu Lockmitteln geneigt." Die Animierkneipen sind infolge Einführung der Bedürfnisfrage völlig verschwunden in Rixdorf, Crefeld und Coblenz, auf eine verschwindende Anzahl verringert in Altona, erheblich verringert in vielen anderen Städten, wie Danzig, Gleiwitz, Mülheim a. Rh., Elbing, Hagen, Königshütte. Eine Stadt an der Havel betont, daß gerade zu dem Zweck, die Qualität der Wirtschaften zu heben, das Statut erlassen sei und sich nur vorteilhaft bewährt habe. Auch andere Städte erkennen an, daß die Bedürfnisprüfung günstig gewirkt habe auf die Hebung des Gastwirtegewerbes, daß sich aber keine nachteiligen Wirkungen für das Gastwirtsgewerbe ergeben hätten. Das Statut bietet eine Handhabe, existenzschwache Wirtschaften, bei denen die Inhaber fortgesetzt wechseln, zu beseitigen, wodurch die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit der übrigen unzweifelhaft gestärkt wird. Infolgedessen verhalten sich die Wirte in der Regel zustimmend zu dem Ortsstatut und fordern die Wiedereinführung, wenn es abgeschafft wurde. In einer Stadt der Provinz Posen, wo das Ortsstatut erst 1908 eingeführt ist, war es „vorher dreimal abgelehnt worden infolge der Agitation der Wirte und Brauereien"; auch in Posen selbst ist das Statut wiederholt abgelehnt worden; „es wird als illiberal und national bedenklich bekämpft." In Stettin ist die Einführung viermal vergeblich versucht worden; die Versuche scheiterten an dem Widerstand der Gastwirte und Stadtverordneten. Eine hannoversche Stadt hat das Statut zuerst 1899 eingeführt, 1898 aufgehoben, aber 1900 wieder eingeführt. Eine rheinische Stadt berichtet, „es hat sich niemals eine Agitation zur Aufhebung des Statuts geltend gemacht", eine andere Stadt: „bei Erlaß des Statuts haben sich Schwierigkeiten niemals ergeben; eine Aufhebung ist niemals in Frage gekommen" und eine dritte: „Gründe zur Beseitigung des Statuts bestehen nicht. Die Einführung des Statuts ist besonderen Schwierigkeiten nicht begegnet."

Die weitere Frage, ob eine Verteuerung der Grundstücke oder Wirtschaften als eine Folge des Statuts festgestellt werden könnte, ist von den meisten Städten, soweit sie darauf geantwortet haben, bejaht worden. Nur eine Stadt Ostpreußens berichtet: „Das Gegenteil ist eingetreten infolge der viel günstigeren Gelegenheit zur Versagung der Erlaubnis bei einem Personenwechsel des Unternehmers." Die Wertsteigerung der Wirtschaftsgrundstücke, die vielfach in der Beleihung mit Hypotheken zum Ausdruck kommt, im übrigen aber nicht zahlenmäßig festgestellt werden kann, pflegt um so größer zu sein, je strenger das Ortsstatut in der betreffenden Stadt gehandhabt wird. In einer Stadt des Westens werden Kon-

zessionen ausschließlich des gemeinen Grundstückswertes bis zu 70 000 M. bewertet; in einer anderen wird die Konzession auf 30 000 Mark geschätzt, in einer Stadt des Ostens (Schlesien) auf 15- bis 20 000 M. Ohne Zweifel werden sich solche nachteiligen Wirkungen des Statuts dadurch erheblich abschwächen lassen, daß die Behörden sich bestreben, bei der Konzessionserteilung nicht hinter dem objektiven Bedürfnis zurückzubleiben. Viele Städte suchen auch eine allzustarke Wertsteigerung der Grundstücke und Häuser dadurch zu verhüten, daß die Gültigkeitsdauer der Konzession auf wenige Jahre beschränkt wird. Eine bedenkliche Folge der allzu großen Wertsteigerung ist aber die Tatsache, daß vielfach Kauf oder Pachtung einer Wirtschaft nur unter Beihilfe einer Brauerei oder Brennerei erfolgen kann; die hypothekarische Verschuldung bringt jedoch viele Wirte in eine Abhängigkeit, die wiederum zu mancherlei Mißständen führt. Einer solchen Wirkung kann dadurch einigermaßen vorgebeugt werden, daß die Konzession stets nur dem Wirte persönlich, nie aber einer Brauerei oder deren Angestellten erteilt wird. In Altona sind einige Fälle bekannt geworden, in denen die Grundstücks-Eigentümer einen ungerechtfertigten Druck auf die Wirte ausgeübt haben; in solchen Fällen ist der Magistrat tunlichst für die Wahrung der Rechte des Wirtes eingetreten durch Befürwortung einer anderen Konzession gegen Eingehen der alten Wirtschaft.

Die Frage, welche Gesichtspunkte bei der Beantwortung der Bedürfnisfrage maßgebend sind, ist von den Städten sehr verschieden beantwortet worden je nach den lokalen Verhältnissen und Bedürfnissen. Leider sind im Gesetz keine objektiven Merkmale festgelegt, nach denen die Bedürfnisfrage beurteilt werden soll; infolgedessen wird in der Tat das Ortsstatut von den verschiedenen Städten nicht einheitlich gehandhabt, und daraus folgern die Interessenten und Gegner des Ortsstatuts gern, daß die Behörden willkürlich verfahren. Manche Städte nehmen als Maßstab für die Beurteilung der Bedürfnisfrage die Einwohnerzahl an, die auf je eine konzessionierte Wirtschaft entfällt. So berichtet Oberhausen: „Es wird erstrebt, daß auf 460—500 Personen eine Schankstätte entfällt“ und Rixdorf: „Auf eine gewöhnliche Vollschankstelle werden in der Regel gerechnet a) in Straßen mit starkem Verkehr etwa 200 Einwohner, b) mit mittlerem Verkehr etwa 250, c) mit schwachem Verkehr etwa 300 Einwohner.

Wie Rixdorf neben der Einwohnerzahl, die auf eine Wirtschaft entfällt, schon den Verkehr berücksichtigt, so werden von den meisten Städten für die Ermittelung des Bedürfnisses eine Reihe von Gesichtspunkten zugleich in Betracht gezogen, wie die Lage und Beschaffenheit des Hauses, die Art der Bebauung des betreffenden Stadtgebiets, insbesondere der näheren Umgebung, der Charakter der Straße, die Art des Verkehrs, die Nähe von Kirchen, Schulen, Krankenanstalten und anderen öffentlichen Gebäuden, die Entfernung,

Anzahl und Art der in der betreffenden Gegend bereits vorhandenen Schankstätten, die Art des neuen Betriebes und insbesondere die persönliche Qualifikation des Antragstellers. Eine Vermehrung der Wirtschaften über die Vermehrung der Bevölkerung hinaus wird von allen Städten möglichst vermieden; bei neuen Wirtschaften wird die Bedürfnisfrage in der Regel strenger geprüft; dagegen werden einwandfrei geführte Wirtschaften in der Regel wieder genehmigt.

Essen berichtet: das Verhältnis der Zahl der Wirtschaften zur Seelenzahl findet nur Berücksichtigung in Verbindung mit dem örtlichen Verkehr. Nicht die Gesamtheit der im Orte bestehenden Wirtschaften, sondern die Zahl der in dem betreffenden Straßenviertel belegenen Wirtschaften wird bei Feststellung dieses Verhältnisses zu Grunde gelegt.

Bei der großen Mannigfaltigkeit der Gesichtspunkte, die von den verschiedenen Städten bei Prüfung des Bedürfnisses berücksichtigt werden, kann es nicht befremden, daß die Antwort einzelner Städte auf die Frage, welche Gesichtspunkte maßgebend seien, nur allgemein lautet: „die Bedürfnisfrage wird von Fall zu Fall nach Lage der maßgebenden Verhältnisse geprüft" (Barmen), oder „von Fall zu Fall entschieden" (Bielefeld), oder „besondere Verhältnisse rechtfertigen abweichende Beurteilung" (Cassel), oder auch „objektive Merkmale lassen sich nicht aufstellen" (München-Gladbach).

Beachtenswert ist noch die Maßregel, die von verschiedenen Städten angewendet wird, daß gar keine oder nur wenige beschränkte Wirtschaften genehmigt werden, weil dadurch der unbefugte Ausschank von Branntwein vermieden und die polizeiliche Ueberwachung der Schanklokale erleichtert wird. —

Aus diesen Mitteilungen über die Antworten, die auf die Rundfragen des Frankfurter Magistrats erfolgt sind, ergibt sich, daß die Erfahrungen, die in den verschiedenen Städten mit dem Ortsstatut gemacht worden sind, im großen und ganzen als durchaus günstige bezeichnet werden müssen. Die Gutachten sind von so durchschlagender Beweiskraft, daß, wer überhaupt auf praktische Erfahrung etwas gibt, sich dadurch muß überzeugen lassen, daß die Einführung der Bedürfnisfrage mittelst Ortsstatuts sowohl im Interesse der städtischen Bevölkerung überhaupt, als auch insbesondere im Interesse des Gastwirtsgewerbes empfohlen werden muß, wenn es auch keineswegs als ein Allheilmittel angesehen werden kann.

So stimmte denn auch die Mehrheit des Frankfurter Eingaben-Ausschusses für den Antrag, der Stadtverordneten-Versammlung zu empfehlen, den Magistrat um Erlaß eines Ortsstatuts zu ersuchen. Nur ein Mitglied des Ausschusses, ein Sozialdemokrat, stimmte dagegen. Die sozialdemokratische Partei hatte sich von vornherein ablehnend gegen die Einführung der Bedürfnisfrage verhalten und auch in Volksversammlungen, zu denen besondere Einladungen an die Wirte ergangen waren, Stimmung gegen das Ortsstatut zu machen gesucht. Die Stellung der Sozialdemokratie zur Alkoholfrage

ist in den verschiedenen Ländern sehr verschieden. In Oesterreich und in der Schweiz und auch in Deutschland gibt es bekanntlich Arbeiter-Abstinenz-Organisationen, die im Alkoholismus einen mächtigen Hemmschuh der Kampfesfähigkeit der Arbeiterklasse und der sozialdemokratischen Organisationen erblicken und ein Machtmittel der herrschenden Klassen. Sie fordern Beschaffung alkoholfreier Getränke auf Arbeitsplätzen, Abschaffung des Trinkzwanges bei allen Zusammenkünften ihrer Parteiorganisationen. Aber die meisten sozialdemokratischen Führer, und so auch die in Frankfurt a. M., reden zwar viel von der Aufklärung des Volkes als dem einzigen Mittel gegen die Gefahren des Alkoholismus, wollen es aber aus taktischen Rücksichten durchaus nicht mit den Wirten verderben. Sie sehen mit Recht gerade in den Inhabern der kleinen Wirtschaften wertvolle Stützen der sozialdemokratischen Agitation und wollen darum die gegenwärtigen Zustände im Gastwirtsgewerbe erhalten. Bei der großen Masse und besonders bei den Inhabern der kleinen Wirtschaften pflegt aber die Behauptung, daß das Ortsstatut die größeren Wirtschaften von unliebsamer Konkurrenz befreien solle, ihnen die Vorteile eines Monopols gewähre und den betreffenden Hausbesitzern einen mühelosen Mehrwert ihres Eigentums sichere, stets Zustimmung und Beifall zu finden.

Im Plenum hielt das sozialdemokratische Mitglied des Ausschusses eine temperamentvolle Rede gegen die Einführung des Ortsstatutes: „Schon vor 25 Jahren verlangte der damalige Polizeipräsident von Frankfurt a. M. ein Ortsstatut über die Bedürfnisfrage, um die Macht der Polizei zu stärken.“ „Die vom Magistrat den Städten gestellten Fragen sind nicht offen genug beantwortet; viele Antworten sind Ausreden der Verlegenheit.“ „Stark übertrieben ist sicher die Antwort der Stadt Elbing.“ „Offen und ehrlich spricht sich dagegen Freiburg i. B. gegen ein Ortsstatut aus.“ „Sehr verdächtig ist auch die Bemerkung der Stadt Bochum, daß die Wirte dort den größten Wert darauf legen müssen, die Wirtschaft einwandfrei zu führen, weil ihnen sonst bei Uebertragung der Konzession Schwierigkeiten entstehen. Polizeilich einwandsfrei führen sich auch bekanntlich die Wirte in Frankfurt nicht, welche die „Volksstimme“ auflegen oder so anständig sind, den Arbeitern ihre Lokalitäten zu Versammlungszwecken zur Verfügung zu stellen.“ „Die Einführung der Bedürfnisfrage würde nur den vorhandenen Wirten gewisse Vorteile bringen.“ „Es wäre ein weiterer Eingriff in die von allen fortschrittlichen Parteien begrüßte Gewerbefreiheit. Wer die Gewerbefreiheit als einen Fortschritt bezeichnet, kann dem Antrag der Mehrheit nicht zustimmen; es würde damit nur eine Stärkung der Bureaukratie und Schädigung der persönlichen Freiheit und Rechtsgleichheit eintreten.“ „Die Arbeiterschaft hat durch Wort und Tat bewiesen, daß sie den Kampf gegen den Alkohol ernstlich zu führen weiß, und deshalb sollte man ihren und anderen Vereinen mit gleichen Bestrebungen

das Werk der Aufklärung ruhig überlassen. Bilden die Animierkneipen eine große Gefahr, so kann man ja den „guterzogenen" jungen Leuten der „besseren Kreise" die Gefahren schildern, die ihnen dort drohen." „Die Ereignisse der letzten Wochen (Vorgänge bei den Wahlrechtsdemonstrationen in Frankfurt) haben gezeigt, daß wir nicht weitere Bevormundung seitens der Behörden, sondern größere Freiheiten zu fordern haben." „Polizeivorschriften sind das allerletzte, was uns, vor allen Dingen in Preußen, kulturell heben kann" etc.

So oberflächlich aber auch derartige Ausführungen sind, und so wenig sie die eigentliche Kernfrage, ob es im Interesse des Volkswohls zweckmäßig ist, das Ortsstatut einzuführen, berühren, so verfehlen sie doch da ihre Wirkung nicht, wo nicht nach sachlichen Gründen geurteilt, sondern leider allzu oft nach parteipolitischen Gesichtspunkten und taktischen Rücksichten abgestimmt wird.

Von dem Vertreter des Magistrats wurde in einer vortrefflichen Rede noch einmal hervorgehoben, daß der Standpunkt des Magistrats seit fünfundzwanzig Jahren derselbe geblieben sei, daß er durch die langjährigen Erfahrungen in seinem Urteil über das Ortsstatut nur noch bestärkt worden sei. Niemand werde bestreiten, daß in Frankfurt große Mißstände im Gastwirtsgewerbe herrschten; in keiner anderen Stadt hätten die Wirtschaften ein solches Uebermaß erreicht wie in Frankfurt; das zeige die Statistik des statistischen Amtes in Cöln. In einzelnen Stadtteilen hätten sich die Wirtschaften dergestalt angehäuft, daß eine Wirtschaft z. B. in der Altstadt auf 80 Bewohner entfalle, in der Neustadt und in einzelnen Teilen der Altstadt (am Promenadenring) auf 95, im Norden auf 85, im Osten auf 104. Die Cölner Statistik zeige deutlich den günstigen Einfluß des Ortsstatutes. Es handele sich bei der Frage des Ortsstatuts gar nicht um eine Maßnahme der politischen Reaktion oder einer moralisierenden Tendenz, sondern um eine Frage des Volkswohls. Gerade die allerfreiheitlichsten Länder hätten die weitgehendsten Maßnahmen gegen den Alkoholismus getroffen, auch Städte mit liberaler Verfassung und liberaler Anschauung bedienten sich des Ortsstatuts. Die Gewerbefreiheit werde nur eingeschränkt, wo es das Gemeinwohl erfordere. Gegen eine gesunde Konkurrenz sollten die Wirte nicht geschützt werden; man werde mit der Erteilung der Konzession nicht hinter dem objektiven Bedürfnis der Großstadt zurückbleiben. Durch die Zusammensetzung einer gemischten Kommission könnte die Garantie gegeben werden, daß das Statut nicht in bureaukratischer und berechtigte Interessen verletzender Weise gehandhabt werde. Wiederholt seien im Armenamt Anregungen gegeben worden, den Mißständen, die mit dem Uebermaß von Wirtschaften verbunden seien, entgegenzutreten; es seien in der Tat öffentliche Notstände vorhanden, die dringend der Abhilfe bedürften. Durch das Ortsstatut sollten nur die Auswüchse im Wirtschaftsgewerbe bekämpft werden; polizeiliche Maßnahmen

seien aber dazu nicht ausreichend. Die Antworten der Städte zeigten, daß das Ortsstatut, wenn auch keineswegs ein Allheilmittel, so doch ein sehr wirksames Mittel zur Bekämpfung der Mißstände im Wirtschaftsgewerbe sei.

Auch ein Stadtverordneter, der selbst 20 Jahre Wirt war, trat mit allem Eifer für die Einführung der Bedürfnisfrage ein, da die Mißstände heute schlimmer seien denn je; er erkannte an, daß die Vermehrung der Wirtschaften ohne Zweifel auch den Alkoholgenuß und die Trunksucht befördere; über polizeiliche Willkür hätten ordentliche Wirte nicht zu klagen, wohl aber sei ihnen polizeilicher Schutz oft sehr wertvoll.

Von anderer Seite wurde noch einmal auf die hohe Bedeutung der Alkoholfrage für Volksgesundheit, Sittlichkeit, Wohlstand und Leistungsfähigkeit hingewiesen, sowie auf ihre finanzielle Tragweite für die städtischen Finanzen (Armenverwaltung, Irren- und Krankenanstalten etc.) und auch auf ihre Bedeutung für die Arbeiterbewegung. Aber wirksamer als alle sachlichen Gründe pflegen kräftige Schlagworte zu sein. Die Gegner des Ortsstatuts wurden nicht müde zu wiederholen: „Die Antworten der Städte sind wertlos und in keiner Hinsicht beweiskräftig. Das Ortsstatut führt zu keiner Verminderung des Alkoholgenusses, sondern nur zu bureaukratischen Schikanen und polizeilicher Willkür. Vor 25 Jahren ging die Stadtverordnetenversammlung über diese Frage einfach zur Tagesordnung über. Sollte heute ein anderer Geist eingezogen sein?"

Wer die Frankfurter Parteiverhältnisse und die Stimmung in der Bürgerschaft gegenüber allen Maßnahmen und Verordnungen der Behörden und besonders gegenüber der „preußischen" Polizei kennt, der wundert sich nicht über die abermalige Ablehnung des Ortsstatuts durch die Stadtverordnetenversammlung, zumal wenn er bedenkt, daß im Herbst dieses Jahres wieder Wahlen zum Stadtparlament stattfinden, die vielleicht zu einer sozialdemokratischen Mehrheit führen.

Trotz dieses Mißerfolges der Mäßigkeitsbestrebungen in Frankfurt a. M. ist es doch als ein Fortschritt zu bezeichnen, daß das Gesuch des Bezirksvereins g. d. M. g. G. um Einführung eines Ortsstatuts diesmal nicht wieder durch Uebergang zur Tagesordnung erledigt, sondern dem Eingaben-Ausschuß überwiesen wurde, und nach eingehender Prüfung die Mehrheit im Eingaben-Ausschuß dafür stimmte. Wenn die Mehrheit des Ausschusses auch im Plenum zur Minderheit wurde, so haben die ausgedehnten Verhandlungen doch ohne Zweifel den Erfolg gehabt, daß die Aufmerksamkeit der Bürgerschaft von neuem und in verstärktem Maße auf die Alkoholfrage gelenkt worden ist, und daß weitere Kreise veranlaßt worden sind, über die Gefahren des Alkoholismus von neuem nachzudenken. Allerdings würde in den nächsten Jahren voraussichtlich jeder neue Versuch, in Frankfurt ein Ortsstatut einzuführen, wiederum scheitern; denn heute ist der Mangel an Verständnis für die Alkoholfrage bei der Mehrheit

der Frankfurter Stadtväter noch so groß, daß sie sogar auch die Erneuerung des Ortsstatuts für die am 1. April eingemeindeten Vororte (Landgemeinden) ablehnte, obwohl der Magistrat in seiner Vorlage ausdrücklich erklärte, daß ohne Erneuerung des Ortsstatuts „eines der wichtigsten der bei der Eingemeindung verfolgten Interessen preisgegeben werde, nämlich für die sich ausbreitende Bevölkerung der Großstadt in größerem Umfang ruhige Wohngelegenheit zu schaffen."

Die Vorlage des Magistrats führte wörtlich aus:

„Beim Ueberhandnehmen von Wirtschaftsbetrieben, wie es bei der lebhaften, zum größten Teil von der Spekulation betriebenen Bautätigkeit in den Landgemeinden erwartet werden müsse, würde dieser Zweck erheblich notleiden. Denn naturgemäß würden auch die üblen Begleiterscheinungen einer ungesunden Vermehrung der Wirtschaften nicht ausbleiben, namentlich die entstehenden Belästigungen der Nachbarschaft durch ruhestörende Veranstaltungen, den Betrieb mechanischer Musikinstrumente usw., Umstände, welche nach den an vielen Orten gemachten Erfahrungen geradezu geeignet sind, ganze Wohnlagen ruhigen Charakters zu entwerten. Für die seitherigen Bewohner der Vororte würde dies eine um so größere Unbilligkeit bedeuten, als sie bislang gegen derartige Nachteile geschützt waren. Die schrankenlose Ausbreitung der Wirtschaften in den neuen Vororten würde danach die Interessen der Allgemeinheit schädigen und auch dem soliden Grundbesitzer und den beteiligten Gewerbetreibenden, die an einer ruhigen und gesunden Entwicklung interessiert sind, keinen Vorteil bringen. Lediglich vereinzelte Spekulanten, die auf eine das berechtigte Maß überschreitende Ausnutzung einzelner Objekte ausgehen, würden hieraus finanziellen Nutzen ziehen."

Aber, mochten die Ausführungen des Magistrats noch so wohlbegründet sein, die Mehrheit der Frankfurter Stadtväter glaubte das Wohl der Stadt besser zu wahren, als der Magistrat; der Antrag auf Erneuerung des Ortsstatuts in den Landgemeinden wurde ebenfalls abgelehnt.

Nach solchen Erlebnissen drängt sich jedem, der die Schäden des Alkoholismus in unserem Volke zu würdigen versteht, die Frage auf, ob es nicht besser wäre, wenn die Einführung eines Ortsstatuts, das für die Einschränkung der Alkoholgefahren erfahrungsgemäß ein brauchbares Mittel ist, der kurzsichtigen Entscheidung kommunaler Parteipolitiker entzogen und durch ein Reichsgesetz geregelt werden könnte. —

Auch von den Gegnern des Ortsstatuts werden die mannigfachen Mißstände im Wirtschaftsgewerbe zugegeben und als eine beklagenswerte Folge des Uebermaßes von Wirtschaften anerkannt. So schrieb ein Frankfurter Blatt, das tapfer für die Ablehnung des Ortsstatuts eintrat: „Wünschenswert bleibt es freilich, daß ein Weg gefunden wird, manchen Auswüchsen im Wirtsgewerbe wirksamer als bisher zu steuern." Und ein anderes Blatt:

„Es sind leider im Gastwirtsgewerbe so schwere Mißstände vorhanden, daß man geneigt sein könnte, die Erteilung der Konzession nach der Bedürfnisfrage als einen heilsamen Ausweg zu betrachten. Der Gastwirtestand leidet am meisten unter der Ueberproduktion an Wirtschaften; weniger wäre auch hier mehr; denn die einzelne Wirtschaft stellte dann eine produktivere wirtschaftliche Betriebs- und Erwerbsform dar. Die Rentabilität des Gastwirtsgewerbes ist unter dem Einfluß einer ins Maßlose gesteigerten Konkurrenz bedenklich gesunken."

Daß aber das Ortsstatut, so unvollkommen es an sich sein mag, zur Bekämpfung der Alkoholgefahren wenigstens eine Handhabe bietet, ein Uebermaß von Wirtschaften zu verhindern und die Qualität der Wirtschaften zu heben, bestätigen nicht nur die Erfahrungen, die in den meisten Städten mit den Wirkungen des Ortsstatuts, sondern ebenso die Erfahrungen, die in einzelnen Städten mit der Wiederaufhebung des Statuts gemacht worden sind.

In der Stadt Lehe, die im Jahre 1898 rund 20 000 Einwohner hatte, bestand bis 1896 ein Ortsstatut; die Stadt besaß 46 Gastwirtschaften, 27 Schankwirtschaften und 11 Kleinhandlungen mit Branntwein. Nach Aufhebung des Ortsstatuts hatte sich bis zum Jahre 1898, also in etwa 2 Jahren, die Zahl der Gast- und Schankwirtschaften vervierfacht.

Als in Velbert im Jahre 1895 das Ortsstatut wegfiel, weil die Zahl der Einwohner die Grenze von 15 000 überschritt, wurden sofort 36 neue Wirtschaften eingerichtet; infolgedessen wurde das Ortsstatut wieder eingeführt.

In der Stadt Ohligs wurde im Jahre 1896 das Ortsstatut aufgehoben. Bis zum Jahre 1898, also in 2—3 Jahren, verdoppelte sich die Zahl der Gast- und Schankwirtschaften.

Eine ähnliche Wirkung der Beseitigung des Ortsstatuts ist auch in den Vororten des Landkreises Frankfurt zu befürchten, die infolge der Eingemeindungen am 1. April 1910 ihr Ortsstatut verloren haben.

Bei einer reichsgesetzlichen Neuordnung der Bedürfnisfrage, die dringend notwendig erscheint, sollte die Entscheidung, ob ein Ortsstatut einzuführen ist, den kommunalpolitischen Parteikämpfen entzogen werden; man sollte auch wenigstens versuchen, objektive Merkmale festzulegen, die für die Beurteilung des Bedürfnisses vornehmlich maßgebend sein sollen, damit auch jeder Schein der Willkür oder Parteilichkeit vermieden würde. Jedenfalls müssen aber auch gesetzliche Maßnahmen getroffen werden, die es verhindern, daß die Vergebung von Schankkonzessionen dem betreffenden Hausbesitzer einen hohen Mehrwert seines Besitzes bewirkt ohne entsprechende Gegenleistung an die Gemeinde oder an den Staat.

Die mannigfachen Mißstände im Wirtschaftsgewerbe sind aber keineswegs dadurch zu beseitigen, daß Gemeinde oder Staat als Konzessionsinhaber das Gasthaus als gute Einnahmequelle be-

trachten und es möglichst hoch zu verpachten suchen. Solange der Wirt den Mehrwert herauswirtschaften muß und gezwungen ist, mit allen Mitteln und Künsten die teuer erworbene Konzession auszubeuten, werden die Mißstände im Wirtschaftsgewerbe bestehen bleiben. Eine erfolgreiche Bekämpfung der Mißstände und Schäden, die unser Volk belasten, erfordert eine durchgreifende Gasthausreform, die die Konzession gemeinnützigen Gesellschaften überträgt, die kein Interesse an der Quantität des Alkoholkonsums haben. In dieser Weise arbeitet die „Gemeinnützige Gasthausgesellschaft für Rheinland-Westfalen, G. m. b. H." Auf den Bericht dieser Gesellschaft über das erste Betriebsjahr 1909 (Verwaltungsstelle: Frankfurt a. M., Solmsstraße 5-7; Betriebsstelle: Wanne, Goebenstraße 53 a), machen wir daher als Gegner des Alkoholmißbrauchs aufmerksam. —

Den Gegnern des Ortsstatuts muß aber die Verantwortung dafür aufgebürdet werden, wenn der Alkohol immer größere Verheerungen in unserem Volke anrichtet, und wenn infolge der Ablehnung des Ortsstatuts die polizeilichen Vorschriften für das Wirtschaftsgewerbe verschärft und rücksichtslos gehandhabt werden. Behörden, die die Gefahren des Alkoholismus erkannt und seine Verwüstungen fortgesetzt vor Augen haben, die andererseits aber berufen sind, für Gesundheit, Sittlichkeit und Wohlfahrt unseres Volkes einzutreten, müssen auf Mittel und Wege sinnen, dem Verderben zu steuern, unbekümmert um die Klagen des Einzelnen, der von den Maßnahmen der Behörden hart betroffen wird. Das oberste Gesetz bleibt das Wohl der Gesamtheit.

Bei allen Gewerben pflegt man in der Regel die Vermehrung der Betriebe als ein günstiges Symptom anzusehen, weil man daraus auch auf eine Vermehrung der Arbeiter, der Güter und des Wohlstandes eines Volkes schliessen darf. Die Wirtschaften fallen nicht unter diese Regel. Der Spruch: „Je mehr je besser" ist hier durchaus nicht zutreffend. Die Blüte der Wirtschaft eines Volkes steht mit der Blüte seiner Wirtshäuser eher in der umgekehrten als der direkten Proportion. Es darf wohl als unbestritten gelten, dass, wenn der Wohlstand und Erwerb des deutschen Volkes hinter mehreren seiner Nachbarvölker noch namhaft zurücksteht, unter den Ursachen dieser Erscheinung die Liebe zum Genuss geistiger Getränke und das Gefallen am Wirtshausleben einen hervorragenden Platz einnimmt. Die Wirtshäuser gehören im grossen und ganzen nicht zu den Güter erzeugenden, sondern zu den Güter zerstörenden und vermindernden Gewerben.

. . . .

. . . . . die Wirtshäuser sind (als Gasthäuser) nicht bloss Stätten behaglicher Erholung und wohlverdienter Erquickung, sondern (als Trinkhäuser) auch die Asyle der Arbeitsscheu, die Schauplätze und Reizquellen der Verschwendung, der gemeinen Trunksucht, des häuslichen Unfriedens und Verkommens, der rohesten, oft blutigsten Exzesse. Ein namhafter Teil des Erwerbs und Gewinns der Wirte fliesst aus den Untugenden des Volkes und zum Schaden der Gesellschaft.

Gustav Rümelin, Tübingen.
1815—1889.

Chronik

Pastor Dr. Stubbe, Kiel.

a) Aus Deutschland

für die Zeit vom September bis Dezember 1910.

Nach amtlichen Erfahrungen ist im Rechnungsjahre 1908 die Gesamtbiererzeugung des Brausteuergebiets um mehr als 2 Millionen Hektoliter, nämlich von 46,09 auf 43,90 Millionen hl gesunken. Der Verbrauch auf den Kopf der Bevölkerung hat sich von 97,7 auf 91,9 Liter (=6,3%) verringert. (1900 waren es 125,1 — 1905: 119,4, — 1908: 111,2 l jährlich auf den Kopf; also eine stetige Abnahme). — Speziell aus München, der Biermetropole, wird vom Statistischen Amt berichtet, dass 1909 über 23 000 Hektoliter Bier weniger verbraucht worden seien als 1908; der Jahresverkauf pro Kopf ist von 266 l (1908) auf 257 l (1909) gesunken. — Auch der Schnapsverbrauch hat abgenommen.

Oktober 1908 bis Mai 1909	wurden	1 685 264 hl,		
„ 1909 „ „ 1910	„	1 202 164 hl,	also: — 28,7%
im „ 1909	„	195 944 hl,	
„ „ 1910	„	157 976 hl,	also: — 19,4%

zu Zwecken des Trinkgebrauchs versteuert. — Die Reichsfinanzreform, ungünstige wirtschaftliche Verhältnisse, die antialkoholische Aufklärung, Bierkriege und Branntweinboykott haben zusammen zu diesem Ergebnis geführt. Die Spirituszentrale klagt in ihrem Jahresberichte über 1909/10, „Dass die Früchte eines Jahrzehnts mühevoller Arbeit vernichtet sind."

Der Deutsche Kaiser hat nicht nur bei verschiedenen akademischen Feierlichkeiten (zuletzt Berlin und Königsberg) und sonstigen Anlässen Gelegenheit genommen, auf den Ernst der Alkoholfrage hinzuweisen, sondern auch am 21. November an die Seekadetten zu Mürwik bei Flensburg eine Ansprache gehalten, worin er die Notwendigkeit, gesunde Nerven und einen klaren Kopf zu haben, betonte, edle, vom Alkohol ungestörte Kameradschaft empfahl und den antialkoholischen Organisationen in der Marine Anerkennung zollte; vorbildlich sei in dieser Richtung England. Die Alkoholfrage sei „eine Frage der Marine und unseres Volkes." — Politisch wertvoll ist es, dass die Christlich-soziale Partei auf ihrem Parteitag zu Siegen am 12. September in einer Resolution es als eine ihrer Aufgaben erklärt hat, „die Aufklärung des Volkes über die Alkoholgefahren durch die christlich-soziale Presse, die christlich-sozialen Ortsgruppen und im Parlamente durch die christlich-sozialen Abgeordneten zu fördern und dafür einzutreten, dass von Reich, Staat und Gemeinden den alkoholgegnerischen Vereinigungen auch finanzielle Unterstützung zuteil wird."

Gute antialkoholische Arbeit ist von kirchlicher Seite getan. Wir heben kurz das wichtigste des Jahres 1910 hervor:

a) auf evangelischer Seite:

Der Badische evangelische Oberkirchenrat fordert durch Verfügung vom 26. März 1910, dass in den Berichten der Dioezesansynoden über das religiös-sittliche Leben regelmässig mitgeteilt werde, was in den einzelnen Gemeinden gegen den Alkoholismus geschehe, und betont in seinem Bescheid auf die letzten

Dioezesansynoden den Segen der Antialkoholvereine und die Macht des Beispiels der Diener der Kirche.

Von Versammlungen und Kongressen ist zuerst zu nennen der Weltkongress für freies Christentum und religiösen Fortschritt zu Berlin, — also eine internationale und interkonfessionelle Veranstaltung.

Dem Programme war ein besonderer Temperenzabend eingegliedert (6. August). Den Vorsitz führte Professor D. Freiherr von Soden. Ein Slave, ein Romane, ein Angelsachse und zwei Deutsche redeten. Prof. Dr. Masaryk rühmte gegenüber den Verheerungen, die der Alkoholismus bringt, die Vorzüge der Abstinenz. Alkoholabstinenz führe auch zu Nikotinabstinenz und sexueller Selbstbeherrschung. Dr. Hercod kennzeichnete den Alkoholgenuss als eine der gefährlichsten Ursachen der Völkerentartung. Chanceller gab eine Uebersicht über die Geschichte und den Stand der Antialkoholbewegung in Grossbritannien. „Antialkoholbewegung ist praktisches Christentum. . . . In ihr müssen sich alle Kirchen vereinigen." Pastor Falck schilderte die Alkoholfrage in Deutschland; antialkoholisch „mitzuarbeiten dürfte gerade die Mission des freien Protestantismus sein." Als Mann der Praxis erklärte Pastor Greulich, um der Freiheit und um des Fortschritts willen müsse gegen den Alkoholismus gekämpft werden. Die Trinkerrettungsarbeit berge noch als besonderen Gewinn die Zusammenarbeit mit den verschiedenen anderen Ständen in sich, durch welche diese lernen, dass Religion eine Macht zum Guten, die Grossmacht wahren Fortschritts ist.

Als gesamtdeutsche evangelische Kundgebung dürfen wir die Resolution des Pfarrertags zu Königsberg (8. September) werten. Pfarrer Fritsch (Ruppertsburg) begründete im Auftrag des Hessischen Pfarrvereins einen Antrag: „Der deutsche Pfarrertag erklärt . . . . es für unabweisliche Pflicht aller Geistlichen, ... energisch gegen (die) Alkoholgefahr aufzutreten. . . . Die Geistlichen und die evangelische Kirche dürfen sich in der erfreulich zunehmenden Antialkoholbewegung nicht von anderen Volksfreunden überflügeln lassen, sondern sie müssen in der ersten Linie der Kämpfer bleiben." Der Antrag wurde debattelos angenommen. (Betr. eine antialkoholische Resolution elsässischer Pfarrer vgl. weiter unten!)

Der Verein abstinenter Pfarrer hielt zu Bielefeld im Zusammenhang mit dem Grosslogentag des I. O. G. T. seine Hauptversammlung (Vorsitzender: Pastor Lic. Rolffs, Osnabrück). Er umfasst rund 300 Mitglieder und erstrebt jetzt eine „Gauorganisation".

Der Zentralausschuss für Innere Mission darf in gewisser Weise auch ein Organ der gesamten deutschen evangelischen Kirche genannt werden; wenigstens wird von ihm ein gutes Stück allgemein-kirchlicher Liebesarbeit zusammengefasst. In seinem Berichte über 1909 teilt der Zentralausschuss das Ergebnis einer Umfrage mit, die auf Grund eines Referats von Geheimrat D. von Strauss und Torney veranstaltet wurde. Es lautet erfreulich: alle Organisationen der Inneren Mission tun darnach antialkoholische Arbeit. Von besonderer Bedeutung ist innerhalb der Vereine der Inneren Mission der Deutsche Bund evangelisch-kirchlicher Blaukreuz-Verbände und die Verbindung mit den Trinkerheilstätten. Fortdauernde antialkoholische Anregung wird für die Organisationen der Inneren Mission von der Geschäftsstelle des Deutschen Vereins gegen den Missbrauch geistiger Getränke erbeten. — Auch auf die Seemannsheime geht der Bericht ein (wir registrieren hierbei das 25 jährige Jubiläum der Deutschen Seemannsmission in Grossbritannien und gedenken dabei der treuen Arbeit von Pastor Harms in Sunderland), — und auf die Alkoholfrage in den Kolonien (durch Verbreitung guter Lektüre, spez. antialkoholischer Schriften hat sich der Zentralausschuss betätigt).

Von den verschiedenen antialkoholischen Verbänden hat das Blaue Kreuz einen spezifisch evangelischen Charakter. Ueber den Deutschen Hauptverein des Blauen Kreuzes ist in der „Alkoholfrage" 1910, S. 81 f, bereits ausführlich berichtet. Der jüngere Bruder desselben, das kirchliche Blaue Kreuz, hielt seinen Bundestag am 9. und 10. Oktober zu Hannover. Die Festpredigt von Sup. Dr. Matthes behandelte das Bibelwort: „Des Menschen Sohn ist gekommen, zu suchen und selig zu machen, was verloren ist." Auf einem Festabend redete Pastor Weniger über das Programm des Blauen Kreuzes, ausserdem Landesrat Dr. Drechsler und mehrere Theologen. In der Mitgliederversammlung präsidierte Sup. Klar. 1910 hatte das kirchliche Blaue Kreuz 162 Vereine mit 7533 Vereinsgenossen. Die Mainlinie ist jetzt überschritten. Das „Liederbuch" soll neu aufgelegt werden. Schriftenkolportage wurde empfohlen, und die Hoffnungsbundsache (antialkoholische Jugendvereine) von Pastor Goldbeck warm empfohlen. (Als Hauptbedenken dagegen wurde die Konkurrenz gegen die kirchlichen Versuche, die Jugend zu sammeln, — Kindergottesdienste, Jünglingsvereine — angeführt.) — Auf einem zweiten Volksabend erörterten die Sup. Klar und Orth die Trinkerpflege als „Seelenpflege", während Pastor D. Oehlkers ausführte: „Trinkerpflege ist innerkirchliche Gemeinschaftspflege."

Die Aeussere Mission hat in Theorie (Prof. D. Mirbt, international: Edinburgher Weltmissionskonferenz) und Praxis (vor allem Baseler und Barmer Mission) wiederholt sich mit der Alkoholfrage befasst; wir behalten uns für später eine ausführliche, allgemeine Darstellung vor.

b) auf katholischer Seite:

Bischof Benzler von Metz empfiehlt in seinem Fastenbrief gegen den Alkoholismus planmässige, grosszügige Vereinsarbeit, gute Jugenderziehung, Mitarbeit der Frauen.

Auf dem Deutschen Katholikentag zu Augsburg wurde am 22. August 1910 nach Begründung durch Mons. Dr. Werthmann und Direktor Haw) einstimmig eine Resolution angenommen, die in Heft II S. 180 f. abgedruckt ist. Empfohlen wurden als Lektüre die beiden katholischen alkoholgegnerischen Zeitschriften „Der Morgen" und „Der Volksfreund" und als Jugendorganisation „der Schutzengelbund." — Das Kreuzbündnis und der kath. Mässigkeitsbund hielten auf dem Katholikentag auch ihre Generalversammlung. Das Kreuzbündnis hatte Ende 1909 124 Ortsgruppen mit 5487 erwachsenen Mitgliedern und 10 774 Kindern des Schutzengelbundes. „Der Volksfreund" erinnert bei dieser Gelegenheit daran, dass Pius X. in einem Schreiben vom 5. September 1905 die Abstinenz als ein Mittel seines Programms „Omnia vestaurare in Christo" bezeichnet und das Kreuzbündnis am 8. Juli 1905 mit einem Ablassbreve ausgezeichnet habe. — — Die „Weissen Väter", welche auf der Insel Ukerewe in Viktoria-Nyanza missionieren, haben dort einen „Mässigkeitsbund" nach Art des deutschen Kreuzbündnisses begründet, um der Gefahr des einheimischen Schnapses und Bananenweins zu begegnen. In kurzer Zeit sind 150 Mitglieder gewonnen, darunter der König und 12 Dorfhäuptlinge; der Bund soll auch religiös anregend wirken. —

Der VII. deutsche Abstinententag zu Augsburg, 29. September ff, hat trotz der Gegenbemühungen von alkoholkapitalistischer Seite einen vielseitig befriedigenden Verlauf genommen. Den umfangreichen Arbeitsbericht legte Dr. Kraut vor. Als Ergebnisse der Tagung sind die Beschlüsse zu beachten: 1. Während der Internationalen Hygiene-Ausstellung zu Dresden soll eine Woche alkoholgegnerischen Veranstaltungen gewidmet werden. 2. Der Zentralverband ersucht alle angeschlossenen Vereine, ihre Mitglieder zur Beteiligung am Weltkongress in Hamburg zu bestimmen. 3. Die Bemühungen des „Abstinentenbundes

an deutschen Schulen Germania" bei den Schulleitungen sollen durch einen besonderen Ausschuss unterstützt werden. 4. Abstinenten Wanderlehrern und -Lehrerinnen soll durch den Zentralverband die behördliche Erlaubnis zur Erteilung eines alkoholgegnerischen Unterrichts an den Schulen erwirkt werden (unbeschadet der bestehenden Vorschriften über obligatorischen alkoholgegnerischen Unterricht). 5. Ein besonderer Ausschuss soll sich mit der Brauer-Union beschäftigen. 6. Die Gründung kommunaler Nüchternheitsämter soll angestrebt werden. 7. Die Bestrebungen für die Aufhebung des Kellnerinnenberufes werden gutgeheissen. Die Zulassung weiblicher Bedienung in alkoholfreien Wirtschaften soll von besonderer behördlicher Erlaubnis abhängig gemacht werden. 8. Zu gelegenerer Zeit soll versucht werden, an massgebender Stelle die Benutzung alkoholfreien Weines beim Abendmahl zu erwirken. 9. Es soll darauf hingewirkt werden, dass in Gartenstädten und Arbeiterkolonien nur alkoholfreie Wirtschaften errichtet werden. 10. Der nächste Abstinententag soll 1912 in Freiburg i. B. stattfinden (Nach dem D. G. T.). — Man sieht, hier herrscht die schärfste alkoholgegnerische Tonart. Bei 7. stimmten u. a. auch die Guttempler geschlossen dagegen. —

Von den Sonderveranstaltungen gedenken wir hier lediglich der des Deutschen Bundes abstinenter Frauen, welcher sein 10jähriges Bestehen feierte. Eine Sammlung bei dieser Gelegenheit im Betrage von 1300 M wurde der ehrwürdigen Führerin und Gründerin des Bundes, Frl. Ottilie Hoffmann, für das alkoholfreie Lokal „Zum Weissen Kreuz" in Bremen übergeben. — —

Die 9. Jahresversammlung des Deutschen Vereins abstinenter Kaufleute tagte unter Leitung des Kaufmanns Fr. Dahms, Flensburg, zu Wismar. Die Festrede hielt Franz. Hähnel über die Frage: „Welche Aufgaben stellen Gegenwart und Zukunft an den deutschen Kaufmann?" Beschlossen wurde u. a., eine grössere Werbetätigkeit unter den Kaufleuten in den Kolonien zu entfalten.

Der Deutsche Verein gegen den Missbrauch geistiger Getränke hat in seinen Bezirksvereinen zuerst in Harburg und Stralsund mit antialkoholischen Schaufensterausstellungen sehr gute Erfahrungen gemacht. Zur Ergänzung seines Materials an Tabellen und Wandbildern (vgl. Mässigkeits-Blätter 1910, No. 9, S. 135.) hat er nun eine Reihe antialkoholischer Kernworte bedeutender Männer in Wandspruchform herstellen lassen, die für 2,50 M (15 St.) vom Mässigkeits-Verlag, Berlin W 15, zu beziehen sind. — Der Druck der Verhandlungen der Kieler Jahresversammlung ist (ebenda, 160 S., 1,25 M) erschienen und bietet nicht nur den Haupt-Vortrag von Baurat Dr. Fuchs-Karlsruhe über Deutschlands Weltstellung und den Alkohol nebst Debatte, sondern auch die Vorträge des Volksabends über allerlei Reformen, einen flotten Jugendvortrag von Lehrer Ulbricht, den Bericht über die Frauen- und über die Trinkerheilstättenkonferenz und die Vorträge von Prof. Dr. Hartmann und dem Schreiber dieses über die Lokaloption (nebst den zu Gutachten erweiterten Ausführungen der Debatteredner). — Eine zweite Konferenz für Trinkerfürsorgestellen wurde am 22. November und ein erster Kursus für Mitarbeiterinnen in der Trinkerfürsorge vom 23. bis 26. November zu Berlin gehalten. Da einzelne Vorträge und Berichte dieser Veranstaltungen an anderer Stelle in dieser Zeitschrift erscheinen, begnüge ich mich hier mit dem Bemerken, dass über 9 Trinkerfürsorgen referiert wurde. Erörtert wurden sodann die Fragen: „Wer soll die Trinkerfürsorgestellen schaffen und leiten?" und „Was geschieht mit den aus Anstalten aller Art entlassenen Trunkgefährdeten?" Zum letzteren wurde Anschluss an Abstinenzvereine und Fühlung mit den Arbeitsnachweisen dringend empfohlen, zum ersten folgende Resolution angenommen: „Es soll eine einheitliche Organisation der Trinkerfürsorgestellen unter Leitung des D. V. g. d. M. g. angestrebt werden, um eine einheitliche Leitung

der Geschäfte und dadurch eine bessere wissenschaftliche Ausnutzung der gewonnenen Erfahrungen zu ermöglichen." — Wissenschaftliche Kurse zum Studium des Alkoholismus wurden im Rheinland und in Elsass-Lothringen veranstaltet. Der erste (zu Düsseldorf am 10. und 11. Oktober) vereinte rund 300 Teilnehmer, der zweite (zu Colmar, 16. bis 19. Oktober) gar 800. Beide Kurse umfassten das Gesamtgebiet der Alkoholfrage und dürfen als volle Erfolge bezeichnet werden. Besonders hat sich der zweite Geschäftsführer des Deutschen Vereins gegen den Missbrauch geistiger Getränke, Dr. Burckhardt, um sie bemüht; provinzielle und örtliche Freunde halfen kräftig mit. In Colmar wurde gleichzeitig die Wanderausstellung des Vereins über den Alkoholismus vorgeführt. Konferenzen von Lehrern, katholischen und evangelischen Geistlichen schlossen sich an den Colmarer Kursus an und fassten antialkoholische Resolutionen. In der evangelischen heisst es u. a.: „Die evangelischen Geistlichen hoffen zuversichtlich, dass das in der evangelischen Geistlichkeit lebendige Interesse für soziale Probleme sich in erhöhtem Masse der Alkoholfrage und der praktischen Arbeit auf diesem Gebiete zuwenden werde, und würden es mit Freuden begrüssen, wenn schon auf der Universität die jungen Theologen in diesen Zweig wissenschaftlicher Forschung und praktischer Betätigung eingeführt würden." — Von den Bezirksvereinen des D. V. g. d. M. g. G. haben im November der Schleswig-Holsteinische und der Bielefelder ihr fünfundzwanzigjähriges Bestehen gefeiert. —

Gegenüber den Bemühungen und Erfolgen der Antialkohol-Bewegung setzen sich naturgemäss das Alkoholgewerbe und das Alkoholkapital zur Wehr. Auf dem 37. Deutschen Gastwirtetag (im Juni) meinte der Generalsekretär des Deutschen Gastwirte-Verbandes: Der Abstinenzgedanke komme aus Amerika, dem Lande der Heuchelei; dort werde um so mehr geheim getrunken. Ein Antrag der Zone Pommern wünschte, „dass Reformgasthäuser nur in beschränktem Masse, unter keinen Umständen aber aus kommunalen oder staatlichen Mitteln begründet werden dürfen", einer der Zone Freie und Hansastädte, dass „gegen die verhetzenden Artikel und Schriften der Abstinenzler und Alkoholgegner vom geschäftsführenden Ausschuss des Deutschen Gastwirte-Verbandes erneut und mit verschärfter Kraft Abwehrmassregeln getroffen werden sollen, wozu geeignete Gegenschriften und Drucksachen den Vereinen auf Verlangen unentgeltlich zur Verfügung gestellt werden sollen." Beide Anträge wurden mit grosser Mehrheit dem geschäftsführenden Ausschuss überwiesen.

Eine machtvolle und kapitalkräftige Vereinigung ist die Brauerunion geworden, welche die Interessenten Süddeutschlands zusammenfasst. Beim Abstinententag haben wir dieses Bundes, der als Nachfolger des „Schutzverbandes" betrachtet werden darf, bereits gedacht. Anlässlich der Mürwiker Kundgebungen des Kaisers erhob die „Union" in einer grossen Versammlung in München „flammenden Protest" gegen die in diesen Worten liegende Schädigung des Braugewerbes. — Ein Beispiel, wie der Bierwitz gegen die „Abstinenz" aufgeboten wird (die „Mässigkeit" wird natürlich gelobt), ist das Buch von O. Ludwig „Hopfen und Malz, Gott erhalt's" (Selbstverlag, Frankfurt a. M., 1910) — es sollte mit Forels Büchlein „Der Wein eine gute Gabe Gottes" zusammen eingebunden werden. — Fachwissenschaftlichen Wert hat das Brauerei-Lexikon von Max Delbrück (Berlin 1910).

b) Aus den ausserdeutschen Ländern
aus dem Jahre 1910.

Vorbemerkung: Eine Reihe auswärtiger Zeitschriften ist mir freundlichst übermittelt worden. Wenn ich Notizen daraus gesammelt habe und

den Lesern vorlege, so weiss ich, dass das keine europäische Antialkoholchronik ist; es fehlt mir noch der systematische Ueberblick über die Entwicklung in den ausserdeutschen Ländern. Es ist ein erster Versuch, Bedeutsamstes herauszugreifen, was zum Nachdenken anregt.

In Belgien benutzten am 26. Juni die Temperenz- und Abstinenzorganisationen des Landes die Weltausstellung zu Brüssel zu einer grossen „Manifestation", welcher der König selbst beiwohnte.

Bei dem Mangel eines Konzessionszwanges gibt es eine Wirtschaft auf 34 Einwohner. (!) Der Vorstand der Antwerpener Ortsgruppe des „Vaderl. Bond tegen alcoolism" ist gegen die bisherige sogenannte Freiheit vorstellig geworden.

Aus Dänemark. Anlässlich des Internationalen Sozialistenkongresses zu Kopenhagen fand am 2. September eine Sonderkonferenz sozialistischer Alkoholgegner statt, bei welcher Delegierte aus Belgien, Dänemark, Deutschland, Norwegen und Schweden zugegen waren (die aus Oesterreich und der Schweiz, sowie Finland waren entschuldigt). Es wurde dort ausgeführt: „Wie es in den deutschsprachlichen Ländern sich immer deutlicher gezeigt hat, dass es notwendig ist, die abstinenten Arbeiter in sozialistischen Organisationen, die auf dem Boden des Klassenkampfes stehen, zu vereinigen, so haben es auch die nordischen Genossen eingesehen, dass eine reinliche Scheidung im Interesse der zielbewussten abstinenten Proletarier gelegen ist."

Dänemark zählt (n. d. Abst. Dez. 1910) 172 800 Abstinenten (davon wohl 15 000 Mitglieder von Jugendorganisationen).

Die Alkoholinteressenten haben an Prof. Dr. Weiss einen literarischen Vertreter gewonnen („Der Alkohol und die alkoholischen Getränke"), und der Grossbrauer Jakobsen hat der Stadt Kopenhagen einen Trinkbrunnen gestiftet, der darstellt, wie ein Arbeiter nach der Arbeit sich am — Bier erquickt. (!)

Der Landtag berät die vom Folketing bereits mehrfach (mit Verbesserungen) angenommenen Trunksuchts- und Schankstättengesetze. Schon jetzt werden im ganzen Königreiche, falls Wirtschaftskonzessionen begehrt werden, Abstimmungen nach den Grundsätzen des Gemeindebestimmungsrechts vorgenommen.

Finland. Die Abstinenzgenossenschaft schwedischer Zunge in Finland hielt am 13.—15. Juni zu Helsingfors ihre Hauptversammlung; sie zählte d. Zt. 14 564 Mitglieder. Der schwedische Teil der Bevölkerung des Landes, der antialkoholisch noch rückständig war, macht in dieser Richtung bedeutsame Fortschritte.

Aus Frankreich. Die Ligue nationale contre l'alcoolisme hat anlässlich des internationalen Schulhygienekongresses und der jährlichen Spielzeugausstellung in Paris erfolgreiche antialkoholische Ausstellungen veranstaltet und auch in den Provinzen in gleicher Richtung sich betätigt.

Der erste französische Abstinententag ist vom 14.—16. August in Grenoble gehalten worden und hat zur Gründung eines Bundes (féderation) der Abstinenten geführt. (Präs. Dr. Richard, Vicepräs. Matter, Dr. Legrain, Dr. Fraudrin).

Die Hauptversammlung der Ligue nationale hat am 27. Oktober in Marseille stattgefunden. Die Liga umfasste 1910 1731 Sektionen mit 94 053 Mitgliedern. (21 000 Frs. Beiträge, Auflage des Vereinsblattes „L'Etoile Bleue" 15 000, Umsatz der Buchhandlung rund 25 000 Frs., Jahresetat ca. 100 000 Frs.).

Der französische Senat nahm Anfang Dezember eine Vorlage an, nach der für jede Gemeinde als Höchstzahl auf je 600 Einwohner 3 Verkaufsstellen für Branntweine und andere starke Spirituosen gestattet sein sollen.

Ein ausführlicher Bericht über die Ergebnisse des Antialkoholunterrichts in den öffentlichen Privatschulen von Prof Dr. Aubert ist im Journal Off. de la République française 28. Oktober 1910 veröffentlicht (rund 6000 Antwortbogen hat er verarbeitet). Er fordert u. a. ein genaues Unterrichtsprogramm, eine vorgeschriebene Mindestzahl für speziellen Antialkoholunterricht, Fortsetzung dieses Unterrichts in den Fortbildungsschulen und Förderung des Sports und der Volksheime. — Riémain berichtet (L'Etoile Bleue, Dez. 1910), dass der Durchschnittsverbrauch an Alkohol 1890—99 4,61 l, der von 1900—09 4,08 l betragen, also eine bescheidene Verminderung erfahren habe.

Aus Grossbritannien. Der Rechabiten-Orden (Temperance Friendly Society) feierte sein 75 jähriges Bestehen. Am 25. August 1835 in Salford begründet, ist er zu einer weltweiten Brüderschaft geworden mit mehr als 500 000 Mitgliedern und 2¼ Millionen £ in seinen Fonds (rund 45 000 000 M). Der Orden zählt jetzt 6512 „Zelte", davon 3 025 für jugendliche Mitglieder, durchweg in der angelsächsichen Welt. Die Hauptfeste wurden zu Salford und zu Manchester gehalten, 23. bis 25. September (u. a. Predigt von Canon Simpson und Festrede des „Generalpostmeisters" Herbert Samuel).

Die Erhöhung der Wiskypolice hat in dem vereinigten Königreiche trunkmildernd gewirkt. 1908 wurden 183 803, 1909 nur 169 518 Personen wegen Trunksucht bestraft (Abnahme: fast 10%, und zwar in England 9,73, in Irland 8, in Schottland 19%). Die Zahl der Lizenzen zum Ausschank wurde um 1470 vermindert; 1909 betrug sie 94 045.

Die letzten Wahlen haben nicht nur eine politische, sondern eine speziell antialkoholische Bedeutung, sofern sich Asquith und die liberale Partei auf das Schankstättengesetz festgelegt haben. Die Wahlen haben ungefähr dieselbe Zusammensetzung des Parlaments ergeben wie früher. Auf der Hauptversammlung (Generalkonzil) der United Kingdom Alliance am 18. Oktober wurden Resolutionen zu Gunsten der schottischen und der englischen Temperance Bill gefasst. Der Lordkanzler Lord Loreburn erklärte auf einer Versammlung zu Westminster (London) Lokal-Option für das einzige Heilmittel der Schäden, die der Spirituosenhandel bringt. John Burns feierte Anfang November bei der Grundsteinlegung eines neuen Arbeiterwohnungsquartiers Wohnungsfürsorge für das Volk als bestes Mittel gegen Wirtshausleben.

In Italien wird der Kammer ein Gesetzentwurf vorgelegt, wonach Antialkoholunterricht in allen Schulen vorgeschrieben sein soll. Von der untersten Elementarklasse bis zur Prima des Gymnasiums sollen einmal monatlich den Kindern die Gefahren des Alkohols vorgeführt werden. Auf Schulspaziergängen, Schulfesten u. dergl. soll den Kindern verboten sein, alkoholische Getränke mitzubringen und zu geniessen. Auch dürfen Kinder unter 15 Jahren keine Orte betreten, wo alkoholische Getränke feilgeboten werden.

Betr. den Alkoholgegnertag zu Mailand vgl. „Alkoholfrage" Heft 1 Seite 82.

Niederlande. Der „Volksbond tegen Drankmisbruik" hat in einer Reihe von Orten Hausfleissausstellungen gehalten, die ihre Krönung durch eine grosse Veranstaltung dieser Art zu Scheveningen (Nationale Huisvlijt-Tentoonstelling, — Mitte Juli bis Ende September) fanden. Es sind Mittel zur Errichtung eines Wander-Hausfleissmuseums bereit gestellt. — Die Ortsgruppe zu Putten hat eine Teestube für Veteranen eröffnet.

Aus Oesterreich. Zum Trunksuchtsgesetzentwurf hat der Ausschuss-Berichterstatter Stojahn mehrere wichtige Verbesserungen beantragt, u. a. zu § 1: Der Verkauf von Absinth ist verboten. §9: Die

Landesbehörde ist verpflichtet, der Einwohnerzahl entsprechende Höchstziffern zulässiger Ausschank- und Detailhandelskonzessionen zu bestimmen, wobei 1:500 als Regel festzuhalten ist.

Der Verein abstinenter Lehrer und derjenige abstinenter Lehrerinnen Oesterreichs hielten ihre Hauptversammlung am 20. Juli zu Graz (Obmann Lang; Vortrag von Prof. Reinitzer über den Einfluss geistiger Getränke auf Erziehung und Unterricht. — Nr. 10 des „Alkoholgegners" wurde als „Lehrheft" bei der Hauptversammlung des Deutsch-österreichischen Lehrerbundes verbreitet).

Das Aktionskomitee der österreichischen Bonifacius-Vereine erlässt in seinem Monatsblatte St. Bonifacius (Aufl.: 800 000) u. a. einen Aufruf gegen „den überhandnehmenden Alkoholismus", „diesen grössten Volksfeind". Man will in einer besonderen Sektion „zunächst alle jene sammeln, die sich der Abstinenz und Mässigkeit befleissigen. Die ganze Sektion tritt zugleich dem Oesterreichischen Kreuzbündnis bei."

Als grundsätzlich bedeutsam begrüsst es „Der Alkoholgegner", dass das Ministerium des Innern dem „Mimir", Bund deutscher Alkoholgegner in Oesterreich, 300 K. Unterstützung bewilligt hat. Der „Mimir" hielt seinen Bundestag am 9. Oktober 1910 zu Eger ab.

Aus Russland. Die Kommission der Duma, welche Massnahmen gegen den Alkoholismus zu beraten hatte, macht folgende Vorschläge:

Strenge Strafen für jeden, der betrunken an öffentlichen Orten erscheint; Verschärfung der Strafe für ein Vergehen, welches im Zustande der Trunkenheit begangen ist; Herabsetzung des Alkoholgehalts auf 25% beim Monopolbranntwein (unter Beibehaltung des alten Preises); Erhöhung der Biersteuer; Abschaffung der Wutki-Ration für Land- und Seetruppen; Beseitigung des Kaiserlichen Adlers und des Aufdrucks: „Kronen-Branntwein" von den Monopolflaschen; kräftiger Flaschenverschluss, um eine Benutzung der Flaschen auf der Strasse zu erschweren; Gründung von Temperenzgesellschaften in den Städten und Unterstützung der leistungstüchtigen; antialkoholische Aufklärung aller Art; Bevorzugung der Abstinenten im öffentlichen Dienst, vor allem im Verkehrsdienst; Beschränkung der Verkaufsstunden bei den amtlichen Alkoholverkaufsstellen; Ermächtigung an Kommunen, Städte und Dörfer, jeglichen Alkoholverkauf auf ihrem Gebiete zu untersagen.

Die Reichsduma hat inzwischen einen Antrag des Abgeordneten Tschelyschoff angenommen, wonach in den Unterrichtsplan der Volksschulen Belehrung über die Schädlichkeit des Alkohols aufgenommen werden soll. Ein erster Antialkoholkongress wurde im Mai zu Petersburg gehalten, aber in seinem Werte dadurch geschädigt, dass verschiedene Redner diese Gelegenheit zu politischen Auseinandersetzungen benutzten.

Schweden. Auf dem Guttempler-Sommerfest zu Hessleholm hielt der Kronprinz die Eröffnungsansprache. Er erklärte, das Volk, welches sich zuerst von den schädigenden Einflüssen des Alkohols befreie, habe dadurch im Kampfe ums Dasein vor anderen Nationen einen bedeutenden Vorsprung; er hoffe, dass das schwedische Volk sich diese Ueberlegenheit erobere.

Schweden zählt rund 500,000 Abstinenten, davon fast 100 000 jugendliche, (227 261 Mitglieder des I. O. G. T., 104 995 Mitglieder des Blauen Bandes usw.). Mehr als 10% der schwedischen Bevölkerung gehören den Abstinenzorganisationen an.

Zwei hervorragende Alkoholgegner, S. Wieselgren (s. d. Aufsatz in dieser Nummer S. 236) und S. Almquist, sind 1910 gestorben.

Schweiz. Der VIII. Schweizerische Abstinententag wurde am 5. Juni zu Lausanne abgehalten; Dr. Hercod hielt einen Vortrag über die schweizerische Alkoholgesetzgebung (man fordert eine Revision des

Alkoholmonopols im alkoholgegnerischen Sinne und will in die Kantonalgesetzgebung das Gemeindebestimmungsrecht hineinbringen), Dr. Blocher über die Alkoholfrage im Vorentwurf zum schweizerischen Strafgesetzbuch.

Am 7. Oktober ist das Absinthverbot in Kraft getreten.

Ein wissenschaftlicher Kursus zum Studium der Alkoholfrage in Zürich fand guten Besuch (200 Teilnehmer). Ein solcher Kursus soll 1911 in der deutschen, 1912 in der französischen Schweiz wiederholt werden.

Ein erstes alkoholfreies Volkshaus (für 640 000 M aus staatlichen, städtischen und privaten Mitteln erbaut und eingerichtet) wurde am 18. Dez. in Zürich eröffnet — eine wertvolle Ergänzung der mustergültigen Schöpfungen der Züricher Frauen.

„Die Befreiung von diesem Uebel (die Alkoholnot) wird eine Epoche in dem Leben der Menschheit bilden, und diese Epoche, glaube ich, bricht an. Das Uebel ist erkannt; die Menschen erkennen den Schaden berauschender Stoffe und weisen auf ihn hin. Die Befreiung der Menschen von dem Gebrauch betäubender Stoffe wird ihnen die Augen öffnen für die Forderungen ihres Bewusstseins, und sie werden anfangen, ihr Leben in Uebereinstimmung mit dem Gewissen zu bringen.“

Tolstoi.

Mitteilungen.

1. Aus der Trinkerfürsorge.

Erster, kurzer Jahresbericht der Auskunfts- und Fürsorgestelle für Alkoholkranke in Berlin für die Zeit vom 1. Januar 1910 bis 31. Dezember 1910.

Die Fürsorge für Alkoholiker ist ein schwer zu bearbeitendes Feld und auf Erfolge ist hier weniger als auf anderen Fürsorgegebieten zu rechnen. Gleichwohl muss der Kampf zähe weitergeführt werden, in der Hoffnung, dass sich noch Bundesgenossen einfinden, besonders seitens der Stadt- und Landgemeinden, die im Verein mit der Lokalpolizei zwar Schankstätte über Schankstätte konzessionieren, obwohl sie schwer unter den durch die Trinker verursachten Armenlasten zu leiden haben. Diese machen etwa ein Drittel der gesamten Armenkosten aus.

Die Auskunfts- und Fürsorgestelle für Alkoholkranke in ihrer neuen Organisation hält zweimal wöchentlich und zwar Montags und Donnerstags nachmittags von 4 Uhr ab 2 bis 3 und mehrstündige Sprechstunden ab. Das Neue an ihr ist die Kombinierung der Alkoholiker - Fürsorge mit der Fürsorge für Lungenkranke in der Weise, dass die z. Zt. tätigen 17 Tuberkulose - Fürsorgeschwestern zugleich die Fürsorge für die F a m i l i e n unserer Trinker in entsprechender Weise wie für die Tuberkulose - Familien mitübernehmen.

Gesondert hiervon wird die Fürsorge für den Trinker selbst gehandhabt. Auch wenn an ihm alle Mühe vergeblich ist, bestreben wir uns, doch wenigstens seine Familie wirtschaftlich und moralisch wieder auf die Höhe zu bringen. Insbesondere wird auch auf die belasteten Kinder geachtet, die erforderlichenfalls der Nerven-Poliklinik der Königlichen Charité zur weiteren Behandlung zugeführt werden. In den Sprechstunden geschehen die medizinischen Feststellungen von 2 Fürsorgeärzten, von denen in jeder Sprechstunde einer untersucht. Ausführlichere Auskunft über die Art unseres Betriebes gibt das blaue Heft „Die Fürsorge für Alkoholkranke“, Berlin 1910, Verlag von Richard Schoetz.

Nachstehende Zahlen, mit einigen kurzen erläuternden Worten verbunden, mögen einen Ueberblick über unsere Tätigkeit und Beobachtungen geben.

Für jeden in unserer Fürsorge befindlichen Trinker wird ein eigenes Aktenstück angelegt, das über sein Leiden, seine wirtschaftlichen Verhältnisse und die von uns getroffenen Massnahmen Auskunft gibt. Die Zahl der laufenden Akten betrug 645. In Abgang gekommen sind, sei es durch Tod oder Verzug nach auswärts, Unauffindbarkeit oder sonstwie, 17. In das Jahr 1911 wurden 628 Akten übernommen.

Von unseren Alkohol-Kranken befanden sich 16 im Alter bis zu 30 Jahren, 222 im Alter von 30 bis 50, 325 im Alter von über 50 Jahren. Bei 82 konnte das Alter nicht festgestellt werden. Schon diese Altersübersicht lässt durchblicken, dass wir es in unserem Material mit einem schwer bearbeitbaren zu tun hatten. Der Zufluss jüngerer und noch arbeitsfähiger Leute hat sich allerdings in den letzten Monaten ein wenig vermehrt und wird mit grösserem Bekanntwerden der Fürsorgestelle sicherlich zunehmen, so dass der Einfluss auf die noch arbeitsfähig zu machenden Trinker steigen wird.

Ueberwiesen sind uns von der Landes-Versicherungsanstalt Berlin 275 Kranke, die fast alle durch übermässigen Alkoholgenuss Invalide geworden sind und Rente erhalten. Von Vereinen, Aerzten, Krankenkassen, Fürsorgestellen und Angehörigen wurden 250 Trinker überwiesen.

In der Familie lebend und verheiratet waren 382. Unter ihnen befanden sich nur 20 bis 30 in leidlichen wirtschaftlichen Verhältnissen, die andern in schlechten. Die 382 Familien sind von unseren Schwestern in Fürsorge genommen. Was die Schwester mit ihnen zu verhandeln hat, ist auf nachstehendem Merkzettel, dessen sie sich bei ihren Familienbesuchen in den Wohnungen bedient, kurz angedeutet:

Mann und Frau in Alkoholsprechstunde.
Eigenes Bett für den Trinker.
Reizarme Kost.
Zitronenwasser und Ersatzgetränke.
Gemütslage.
Verhalten der Frau gegen den Trinker.
Sauberkeit.
Geregelten Haushalt.
Völlige Enthaltsamkeit auch der Familie.
Gesundheitszustand der Familie beachten, evtl. in Tuberkulose-Sprechstunde.
Jugendloge.
Bei Notstand eingreifen, hauptsächlich mit Naturalien.
Bericht-Erstattung an Alkohol-Fürsorge.
Wenn Ehegatte in Trinkerheilstätte, darf die Ehefrau ihn nicht durch Klagebriefe beunruhigen, im Gegenteil.
Kur muss lange dauern.

Unsere persönlichen Verbindungen durch unsere Fürsorgeschwestern mit den uns aus der Fürsorge für Lungenkranke zur Verfügung stehenden Hilfsstellen, wie Armenverwaltung, Wohltätigkeifsvereinen und privaten Wohltätern, schufen mannigfache Abhilfen bei den oft sehr grossen Notständen der Trinkerfamilien.

Alleinstehend, also ledig, getrennt, geschieden oder verwitwet, lebten 95 unserer Alkoholiker. Bei 168 ist der Familienstand nicht festzustellen gewesen, weil sie unstät bald hier bald da nächtigten.

102 Personen sind in einen Abstinenzverband aufgenommen. Die Zahl erscheint verhältnismässig hoch, doch befinden sich in ihr auch einige Frauen der Trinker. Der gleichzeitige Beitritt der Frau ist zur dauernden Festigkeit des bisherigen Trinkers wesentliche Bedingung. Ermutigend lauten die Berichte unserer Schwestern über solche vernünftig gewordenen Trinker und ihre Familien, z. B.:

„Patient trinkt seit 4 Monaten keinen Tropfen Alkohol. Die Frau und Kinder sind sehr glücklich, er selbst auch. Er sagt, er würde lieber sterben, als wieder trinken. Er verdanke seine Heilung Herrn Dr. . . . und dem lieben Gott.“ Und 2½ Monate später: „Patient ist weiter vollkommen abstinent“. Oder: „Grosser Erfolg, Mann nüchtern und brav“ und 4 Monate später: „Die ganze Familie ist glücklich und zufrieden. Die Wirtschaft früher und jetzt ist nicht wieder zu erkennen. Andere Leute im Hause wollen auch dem Enthaltsamkeitsverein beitreten, weil sie empfinden, dass es ein Vorteil für die Familie ist“. Oder: „Frau ist wieder mit dem Mann zusammen und kann nicht über denselben klagen, er ist nüchtern und friedsam, besucht die Versammlungen der . . . . . Gemeinde und zeigt sich arbeitssam und brav“. Oder: „Patient soll nach Aussage der Frau seit Februar 1910 nicht mehr trinken. Wohnung sauber, Verhältnisse noch dürftig“. Und 1 Monat später: „Patient ist auf meine Rücksprache mit seinem Arbeits-Vorgesetzten weiter beschäftigt. Bekommt 33 Mark wöchentlich und erhält seine Familie. Er trinkt nicht und ist nach Angabe seiner Frau ordentlich und fleissig“. Oder:

„Mann gehört noch dem . . . . Verein an, Frau sehr erfreut darüber, sagt, ihr Mann sei ein ganz anderer geworden“.

Welche für den Aussenstehenden ganz unbegreiflichen Quantitäten von einem Trinker vertilgt werden, sagt der Bericht über einen Mann: „trinkt täglich für 3 bis 4 Mark schlesischen Korn“; oder ein anderer, höchst erfreulich verlaufener Fall: Ein Kaufmann von 26 Jahren trank seit 6 Wochen täglich 2 Flaschen Kognak zum Preise von zusammen 10 M. Das eheliche Zusammenleben war gebrochen. Der Mann ging auf unser Zureden am Abend seiner Untersuchung aus unserer Sprechstunde freiwillig in die Irrenanstalt. Die eheliche Gemeinschaft wurde durch Einwirkung der Fürsorgeschwester wieder hergestellt. Beide Eheleute traten einem Enthaltsamkeitsverein bei; es geht gut.

Auch ein unfreundlicher Willkomm, wie derjenige, von dem uns ein Abstinenter über einen besuchten Trinker berichtete: „Wenn Sie noch einmal kommen, schlage ich Ihnen den Schädel ein“, darf die nachgehende stetig suchende Arbeit nicht erlahmen machen.

Als rückfällig uns bekannt geworden sind von den 102 einem Enthaltsamkeitsverein Beigetretenen 11. Ihre Zahl ist tatsächlich leider grösser. Die Berichte über einen nach der Vorgeschichte allerdings schon recht zweifelhaften Fall lauten: „Der Mann ist seit anfang Oktober abstinent und als Mitglied in . . . . aufgenommen. Derselbe betätigt sich auch eifrig in der Trinkerrettung und hat bis jetzt schon ganz gute Erfolge aufzuweisen.“ 14 Tage später: „rückfällig, Exzesse. Irrenanstalt Dalldorf“.

Durch unsere Verbindung mit den Enthaltsamkeitsvereinen in Berlin ist in diese neues, reges Leben hineingetragen, und es wird von ihnen eine Rührigkeit entfaltet, die im Verein mit unserer von medizinischen und ethischen Gesichtspunkten betriebenen Trinkerfürsorge der Bekämpfung des Alkoholismus wirksam Vorschub leistet.

Berichte der Abstinenz - Verbände stehen noch aus in 225 Fällen. Es sind dies Fälle, über die zum Teil noch kein Urteil nach irgend einer Richtung abgegeben werden konnte, oder die erst in letzter Zeit zugewiesen waren, oder endlich die sonst irgend welche Schwierigkeiten boten.

Von den Abstinenz - Verbänden abgewiesen bezw. von den Kranken abgelehnt wurde der Eintritt in 110 Fällen.

Trotzdem wir uns redliche Mühe geben, mit unseren Kranken in dauernder Fühlung zu verbleiben, und obwohl wir durch unsere Schwestern und hin und wieder auch durch die Abstinenz - Verbände über Wohnungswechsel unterrichtet werden, entrann uns dennoch eine Zahl von Fällen — auch ein Beweis des unsteten Lebens der Trinker. 60 Kranke konnten erst mit Hilfe des Einwohner - Meldeamts des Königlichen Polizei - Präsidiums wieder aufgefunden und in Fürsorge genommen werden.

Entmündigt waren oder in Pflegschaft kamen 30 unserer Patienten — zum Teil nicht durch unsere Mitwirkung. Das Entmündigungsverfahren sowie die damit zusammenhängende Zwangsverschickung in Trinkerheilstätten ist noch immer ein schwieriger Punkt der Trinkerfürsorge.

Von uns eingeleitete Entmündigungsverfahren schweben noch in 4 Fällen. Die Kur in Trinkerheilstätten kam — zum Teil nicht durch unsere Mitwirkung — in 52 Fällen zur Anwendung. Von diesen sind uns nach der Entlassung 4 als rückfällig bekannt geworden; doch ist ihre Zahl grösser. Der Segen der Trinkerheilstätten ist nur zu bewahren, wenn der Anschluss an einen Abstinenzverband unmittelbar damit verbunden wird.

In Irrenanstalten teils freiwillig, teils zwangsweise gebracht wurden 80 Personen — auch ein Beweis dafür, wie weit vorgeschritten die Zerstörung durch den Alkohol schon war. Der Nervenpoliklinik und Krankenhäusern überwiesen wurden 26 Kranke. Einer polizeilichen Beobachtung führten wir 3 Fälle zu. 2 waren im Gefängnis. 2 verübten Selbst-

mord. Ohne Abstinenten - Bearbeitung, lediglich durch die Fürsorgeärzte kamen zur Besserung 28 Kranke. Der Schwesternbericht über einen solchen lautet beispielsweise: „Patient trinkt seit 2 Monaten nach Rücksprache mit Herrn Dr. . . . . nicht mehr“.

Mit dem Berliner Arbeitsnachweis sind wir in Verbindung getreten. Zusage ist uns von dort gegeben worden für Ueberweisung von Arbeit an noch rüstige, arbeitsfähige, eine gewisse Garantie der Enthaltsamkeit bietende Leute aus unserer Fürsorge.

Eine Erweiterung unserer Alkoholiker - Fürsorge ist bei dem ständig steigenden Andrang notwendig. Die dazu erforderlichen Mittel aufzubringen wird die nächste, unabweisliche Aufgabe sein.

Wir hoffen aber dadurch, dass wir unsere Fürsorge nicht nur dem Trinker, sondern auch seiner wirtschaftlich meist fast ruinierten Familie zuteil werden lassen, Erfolge zu erzielen, die einen dauernden Wert für unser Volk haben.

Der leitende Arzt
Dr. Hesse, Sanitätsrat.

Der Vorsitzende
Pütter
Geheimer Regierungsrat,
Verwaltungsdirektor der Königl. Charité.

Die Berufsvormundschaft für Trinker ist auf Veranlassung des Düsseldorfer Bezirksvereins gegen den Missbrauch geistiger Getränke in der Stadt Düsseldorf eingeführt worden. Als Berufsvormund wird regelmässig der Fürsorger der Trinkerfürsorgestelle bestellt. — Auf einen dahin gehenden, durch die Hand des Landgerichtspräsidenten eingereichten Antrag hatte das Vormundschaftsgericht zunächst Bedenken, die wesentlich darin bestanden, ob es zweckmässig sei, in allen Fällen den Berufsvormund zu bestellen. Durch mündliche Aussprache wurden die Bedenken aber sofort dadurch behoben, dass vorgesehen wurde, den Berufsvormund dann immer zu bestellen, wenn die Familienangehörigen bei dem Entmündigungsantrage nicht ausdrücklich die Bestellung eines anderen Vormundes wünschen. Auch der Städtische Waisenrat, welchem es obliegt, dem Vormundschaftsgericht geeignete Personen für das Amt des Vormundes vorzuschlagen, hat sich mit der Einführung der Berufsvormundschaft für Trinker unter diesen Umständen sofort einverstanden erklärt.

---

2. Aus Trinkerheilstätten.

Die Heilstätte Waldfrieden in den 10 ersten Jahren ihres Bestehens.

J. Flaig, Berlin.

Ein interessantes Bild der Arbeit dieser vom Berliner Bezirksverein gegen den Missbrauch geistiger Getränke gegründeten und unterhaltenen grössten deutschen Spezialanstalt für Alkoholkranke gewährt der illustrierte Bericht über den Zeitraum Juli 1900—1910, erstattet von Dr. med. Waldschmidt, Nikolassee. Waldfrieden ist bislang die einzige Trinkerheilanstalt mit offenen und geschlossenen Häusern: im Jahre 1905 wurde sie durch drei Neubauten mit rund 140 Betten erweitert, die als geschlossene Häuser behördlich genehmigt wurden. Die Anstalt, die von den Landes-Versicherungsanstalten Brandenburg und Berlin durch grössere Darlehen zu ermässigtem Zinsfuss unterstützt ist, wollte von da

ab hinsichtlich der Unterbringung von Alkoholkranken vorbildlich und anregend wirken, besonders mit dem Grundgedanken der psychiatrischen Spezialbehandlung und der Ausscheidung der trunksüchtigen Geisteskranken aus den Irrenanstalten.

Die Zahl der Aufnahmen ist von 67 im Jahre 1901 auf 241 im Jahre 1909 gestiegen (höchste Ziffer bis jetzt 273 im Jahre 1907); in den 10 Jahren insgesamt hat sie 1674 betragen. Davon waren 1260 freiwillig eingetreten, 414 zwangsweise zugeführt (letzteres seit Eröffnung der geschlossenen Häuser im Mai 1905). Diesem Zugang steht ein Abgang von 1536 Kranken gegenüber, sodass am 13. Juli 1910 ein Bestand von 138 Kranken vorhanden war.

Von den verschiedenen Altersklassen sind am stärksten die Jahre 20—59 vertreten; unter diesen wieder überragen die Altersklassen 30—39 Jahre mit 514 und 40—49 mit 578 Patienten weit die übrigen.

Der Religion nach waren 1380 Protestanten, 133 Katholiken, 13 Israeliten, 2 Baptisten und 8 Dissidenten.

Blickt man auf die Berufsverhältnisse, so bemerkt der Bericht hierüber mit Recht:

„Es kann selbstredend nicht beabsichtigt werden, aus den vorstehenden Zahlen irgend welche bindenden Schlüsse zu ziehen. Immerhin darf wohl auf die verhältnismässig hohen Zahlen bei den Handwerkern wie Schlossern (Schlosser und Schmiede 43), Tischler (42), Schneider (29), Mechaniker (Techniker und Mechaniker 29), Zimmerleute (22), Schuhmacher (19), Maurer (21), (übrigens auch die Studenten mit 16 nicht zu vergessen! D. Ref.) hingewiesen werden, während es gewiss nicht wunderbar erscheint, dass die Wirte und Kellner (Gast- und Schankwirte 40, Kellner 14), auch die Kutscher (32), ebenso die Apotheker (22), nicht unerheblich beteiligt sind. Auffallend ist aber die relativ grosse Zahl der Juristen (26), (worunter verschiedene höhere Stellen bekleideten), der Beamten (135), welche sämtlich subalternen Grades waren, und der Kaufleute (310); besonders aber muss die grosse Zahl der Landleute (63) und Förster (16) angesichts ihres sonst so gesunden Berufes einigermassen in Erstaunen setzen.“ Bei den Kaufleuten und Apothekern ist immerhin das lebhafte Interesse der Berliner Ortskrankenkasse dieser Berufsklasse für die Heilbehandlung von Trinkern (s. unten!) wesentlich mit in Betracht zu ziehen.

Was die Kostenaufbringung für die Verpflegung in der Heilstätte betrifft, so waren von den 1536 Ausgeschiedenen Selbstzahler 593. Von den Provinzen waren beteiligt: Brandenburg mit 240, Sachsen mit 37, zusammen 277. Von Gemeindeverwaltungen waren es 204 Pfleglinge, worunter Berlin mit 42 (Deputation für das städt. Irrenwesen) und 70 (Armendirektion), Charlottenburg mit 63 (Armendirektion); von den Landes-Versicherungsanstalten: Berlin 17, Brandenburg 1, zusammen 18; von Berufsgenossenschaften 19; von Ortskrankenkassen 290, Betriebskrankenkassen 84, Innungskassen 15, sonstigen Hilfs- und Krankenkassen 12 Kranke.

Ueber die Stellungnahme der Landes-Versicherungsanstalten sagt der Bericht: „So hervorragend sich die Krankenkassen, und hierunter die Ortskrankenkasse der Kaufleute, Apotheker etc. dank dem grossen Interesse, welches ihr Geschäftsführer der Alkoholfrage entgegenbringt, an der Beschickung unserer Heilstätte mit Kranken beteiligten, so bedauernswert ist es, dass die Landes-Versicherungsanstalten so grosse Zurückhaltung zeigten. Wenn man die obigen Zahlen, welche über zehn Jahre reichen, mit der ziffermässigen Ueberweisung anderer Landes-Versicherungsanstalten (cf. Reichsarbeitsblatt Nr. 3/10) vergleicht, so sehen wir uns in dieser Beziehung sehr in den Hintergrund gedrängt. Das Interesse an unserer Arbeit ist zwar vorhanden, aber es fehlt das Vertrauen zu der Heilungsmöglichkeit, und das ist um so bedauerlicher, als gerade die Landes-Versicherungsanstalten in der Lage sind, durch

den § 47 I. V. G .einen Kurgebrauch in einer Heilstätte vorzuschreiben, so dass hier nicht wie etwa bei den Krankenkassen die Unmöglichkeit vorliegt, derartige Zwangsmittel anzuwenden."

Er fährt dann fort: „Wie notwendig dies aber ist (steht man auf dem Erfahrungssatz hinsichtlich der Notwendigkeit einer möglichst langen Anstaltsbehandlung, von mindestens 6 Monaten), erhellt zur Genüge aus den Angaben über die Aufenthaltsdauer. . . . Hervorzuheben ist die grosse Zahl der allgemeiner Erfahrung gemäss als zu kurz erachteten Aufenthaltsdauer: von 1317 Entlassenen waren unter bezw. bis ungefähr 6 Monat 1091 (!), bis zu 5 Monat 908 Kranke in der Heilstätte. Selbst die Zahl ist ausserordentlich gross, welche nur bis zu 3 Monat reicht, nämlich 676; unter 6 Wochen blieben gar 256 Patienten, davon verschiedene nur wenige Tage."

Was die Art der Erkrankung anbelangt, so war in den allermeisten Fällen, bei 928, die Diagnose allein auf chronischen Alkoholismus gestellt, in 109 Fällen auf chronischen Alkoholismus mit Epilepsie, in 69 mit Schwachsinn, in 66 mit delirium tremens, in 63 mit Psychopathie, usf. Wiederaufnahmen fanden in 157 Fällen statt.

Als erblich belastet wurden 521 Kranke verzeichnet; darnach wäre nachweisbar der dritte Teil der Kranken hereditär belastet gewesen. Dabei handelt es sich aber nicht etwa ausschliesslich um von den Eltern vererbte Trunksucht, sondern oftmals sind in der Aszendenz Geistes- und Nervenkrankheiten angegeben. „Durchweg wird weniger durch die Anamnese erreicht, als vorhanden ist; es kommt dabei viel auf den Auskunft Fordernden an, wie er die Daten festzustellen sucht.

Noch mehr aber wie die Heredität zu erforschen, wird es der subjektiven Beobachtung und Auffassung unterliegen, welche Heilerfolge anzunehmen sind. Gerade bei der Beurteilung der Alkoholisten treten grosse Schwierigkeiten entgegen; wer ist von der alkoholischen Erkrankung geheilt? wer gebessert?" — wie auch der medizinische Begriff von Alkoholismus schwer in unanfechtbarer Weise zu bestimmen ist: „Nicht jeder Alkoholkranke ist trunksüchtig. . . Die mehr oder weniger stark hervortretende geistige Schwäche, die Widerstandslosigkeit gegenüber alkoholischen Einflüssen drückt dem Alkoholisten den Stempel auf, nicht die Unmässigkeit kennzeichnet allein den Alkoholkranken".

Darum wird absichtlich vermieden, von Geheilten, Gebesserten und Ungeheilten zu sprechen, vielmehr nur von „Erfolgen" geredet. Wie stellen sich diese beim Ueberblick über die 10 Jahre dar? Von 1317 Entlassenen — die übrigen 219 Patienten, die teils in andere Anstalten verbracht worden, teils entwichen, ausgewiesen oder verstorben sind, können hier nicht mitzählen — sind 539 = 40,9% mit Erfolg behandelt und einem Erwerbsleben wieder zugeführt worden, während 778 als erfolglos ausschieden. Lässt man diejenigen ausser Ansatz, welche nur bis zu 6 Wochen in der Heilstätte verblieben, 256, so kann der Erfolg auf 50,8% bewertet werden.

Welches ist das Verhältnis der freiwillig Eingetretenen und der zwangsweise Ueberführten hinsichtlich Aufenthaltsdauer und Erfolg? Die Statistik von Waldfrieden widerlegt klar die Behauptung, dass unter Zwang zurückgehaltene Alkoholkranke keine Heilerfolge abgeben könnten. Auch zeigt sie, dass diejenigen Kranken, auf die am wenigsten Druck ausgeübt werden kann — das sind unter den Freiwilligen wieder die Kassenkranken und Selbstzahler —, die kürzeste Zeit ausgehalten und auch die ungünstigsten Ergebnisse erzielt haben.

Die erzielten guten Resultate ermuntern zu zuversichtlicher Fortsetzung des Werkes. Noch mehr als bisher soll der Fürsorge für die aus der Heilstätte Entlassenen Aufmerksamkeit zugewendet werden, wiewohl schon bisher kein Patient ohne Empfehlung des Eintritts in einen Enthaltsamkeitsverein entlassen wird. Doch zweierlei fordert der Bericht

zur Erreichung der gesteckten Ziele: grösseres Allgemeinverständnis für den Wert der Alkoholiker-Behandlung und geeignete gesetzliche Massnahmen, bezw. mehr Gebrauch der vorhandenen gesetzlichen Handhaben. Was speziell die Entmündigung auf Grund des B. G. B. betrifft, so haben sich, wie Dr. Waldschmidt hervorhebt, die auf jenen Paragraphen gesetzten Hoffnungen leider nicht erfüllt. Der Bericht weist sodann auf die in § 47 des Invalidenversicherungsgesetzes, § 361.5 und § 362 des Reichs-Strafgesetzes und § 10 II. 14 des Preussischen allgemeinen Landrechts schon jetzt gegebenen nicht unbeträchtlichen Handhaben hin, verlangt aber im Sinne des Verbandes der Trinkerheilstätten des deutschen Sprachgebiets eine bessere Grundlage in Gestalt eines Trinkerfürsorgegesetzes.

Erwähnt sei noch, dass sich die Denkschrift in grundsätzlicher Weise zur Entlassungsfrage äussert, und endlich, dass sie einen Einblick gewährt in die grosse Ausdehnung und das vielgestaltige Leben der Anstalt, die — nützliche Beschäftigung, zumal im Freien, als wichtiges Heilmittel wertend — erst vor zwei Jahren sich wieder durch Ankauf von 300 Morgen Land erweitert hat.

---

3. Aus Vereinen.

Die Arbeitsweise des Evangelisch-kirchlichen Blauen Kreuzes stellt sich nach dem für den 5. Bundestag des Deutschen Bundes Evangelisch-kirchlicher Blau-Kreuz-Verbände vom Bundesschriftführer Pastor Wöhrmann, Herford, erstatteten Bericht folgendermassen dar:

Die wesentliche Arbeit der Blau-Kreuz-Vereine: regelmässige Vereinsversammlungen, Hausbesuche, die ganze seelsorgerische Arbeit, vollzieht sich in aller Stille; auch die Erfolge lassen sich nicht einfach in Zahlen fassen. Was die Statistik uns bietet, ist allerdings erfreulich: Der Bund umfasste 1910 in 9 Verbänden 162 Vereine mit 7523 Vereinsangehörigen — gegen 4980 im Jahre 1908 — ein Zuwachs von 2543 oder 51%, auf ein Jahr berechnet etwa 25%. Von diesen 7533 haben 2905 die Enthaltsamkeitsverpflichtung aus Not auf sich genommen: Wieviel Alkoholelend ist dadurch, namentlich auch in den Familien, gehoben, wieviel Volkskraft wiedergewonnen worden!

Um die Arbeiten des Blauen Kreuzes immer besser bekannt zu machen, hat die Geschäftsstelle des Bundes in Herford die Königlichen Regierungen und die Konsistorien, meistens mit Erfolg, gebeten, das Monatsblatt „Das Blaue Kreuz" in den Amtsblättern für Schule und Kirche zu empfehlen. Ebenso wurden die Schriften von Pastor Wilms in Lüdenscheid („Der Deutsche Bund Evangelisch-kirchlicher Blau-Kreuz-Verbände" und die „Praktischen Ratschläge") von den meisten Kirchenblättern empfehlend angezeigt. Desgleichen wurde an eine grosse Anzahl von Kirchgemeinden eine Bitte um Unterstützung mit einem Bundesaufruf und dem Flugblatt „Das Trinkerelend und wir Pastoren" gesandt. Endlich gelang es mehrfach, die Tagespresse für die Arbeit zu interessieren.

Der Geschäftsführer hat viele Werbebesuche gemacht und Vorträge gehalten. Ein Bundesbote bereist die Kirchengemeinden, kolportiert Schriften und besucht, wo es die Ortspfarrer wünschen, die Trinker ihrer Gemeinden und ihre Familien. Eine wertvolle Unterstützung leihen dem Werk die „Freunde", welche, ohne selber enthaltsam zu leben, es materiell fördern.

Sehr wichtig ist die Kleinarbeit der einzelnen Vereine, Jahresfeste, Werbeversammlungen, Teeabende. In einzelnen Gegenden wird durch Kreisverbände die brüderliche Gemeinschaft gepflegt und die Arbeitskraft vermehrt. Lichtbildervorträge und Flugblätterverteilung (1909 ca. 40 000 Stück) dienen sowohl der Aufklärung als der Mitgliederwerbung.

Mit Freuden arbeitet der Bund an den sozialen Einrichtungen anderer alkoholgegnerischer Organisationen mit, namentlich besteht überall eine beide Teile fördernde Bundesgenossenschaft mit den Ortsgruppen des Deutschen Vereins gegen den Missbrauch geistiger Getränke. An Trinkerfürsorgestellen nehmen die Vereine gern teil, an einzelnen Orten so, dass Blau-Kreuzler die Hauptfürsorgearbeit tun. Der Hannoversche Verein unterhält ein eigenes „Heim für trunksüchtige Frauen"; ebenso besitzt der Braunschweiger Verein ein Blau-Kreuz-Heim. Die Kieler Stadtmission unterhält eine Arbeitsstätte, die aus der Blau-Kreuz-Arbeit hervorgegangen ist — ein leuchtendes Beispiel für alle anderen Blau-Kreuz-Vereine. In Schleswig-Holstein stellen sich die Vereine miteinander in den Dienst der Fürsorge für entlassene Strafgefangene.

Die Kraft des Blauen Kreuzes ist die Pflege des religiösen Geistes. So sehr diese Erziehungsarbeit im Mittelpunkt steht und bleiben soll, wird von den Vereinen in steigendem Masse auch dem Studium der Alkoholfrage und der Antialkoholbelehrung ihrer Mitglieder die gebührende Aufmerksamkeit geschenkt.

Der Vereinsarbeit dient in erster Linie das Bundesorgan, das Monatsblatt „Das Blaue Kreuz" (Gesamtauflage 7 500). Dazu wird das Wochenblatt „Die Rettung" in 4375 Exemplaren und manches andere Sonntagsblatt vertrieben. Durch Vereinsbibliotheken, wo solche bestehen (bis jetzt erst in 26 Vereinen), wird die aufklärende Tätigkeit der periodischen Blätter wesentlich unterstützt.

Auch im kirchlichen Blauen Kreuz wird die Jugendarbeit lebhaft erörtert. Bis jetzt haben zwar sehr wenige Vereine sich einen Hoffnungsbund angegliedert, aber die Verpflichtung, die Jugend mehr als bisher im Sinne des Blauen Kreuzes zu beeinflussen, wird vielerorts stark empfunden.

„Uebersehen wir das ganze Arbeitsgebiet, die vielseitige Arbeitsweise und die intensive Kraft des Deutschen Bundes kirchlicher Blau-Kreuz-Verbände, so steht gemäss der bisher bewiesenen Expansionskraft sicher zu erwarten, dass er sich in der deutschen Antialkoholbewegung einen achtungswerten Platz immer mehr erringen und dauernd behaupten wird".

Pastor Schröder, Rendsburg.

Auf der 8. ordentlichen Generalversammlung des Deutsch-Evangelischen Frauenbundes in Koblenz im Juni d. J. wurde ein Doppelreferat über das Gemeinde-Bestimmungsrecht von Fräulein W. Lohmann-Bielefeld und Fräulein M. Deneke-Wienhausen erstattet.

Dem Referat von Fräulein Lohmann lagen folgende Thesen zugrunde:

„Der Alkohol ist eine der stärksten Ursachen von Not und Elend aller Art, er tritt besonders allen denen, die in der sozialen Fürsorge tätig sind, immer wieder als Hauptursache der Fürsorgebedürftigkeit entgegen, da er jährlich etwa 50 000 Menschen zu Grunde richtet, indem er sie arm und krank, verbrecherisch und irrsinnig macht. Als bestes Mittel zur Ueberwindung dieser grossen Not hat sich in anderen Ländern, vor allem in Amerika, Neuseeland, Schweden, Norwegen und Finnland das Gemeinde-Bestimmungsrecht erwiesen.

Es wird Hand in Hand mit einer eindringlichen Volksaufklärung den Wirtschaftsbetrieb nach und nach einschränken, die Zahl der Wirtschaften erheblich vermindern und den Alkoholhandel bekämpfen helfen. Durch das Gemeinde-Bestimmungsrecht wird mit der Erlaubnis auch die Verantwortung in die Hand der Einzelnen gelegt und dadurch erst den Einzelnen, d. h. den alkoholgegnerisch gesinnten Männern und Frauen die Möglichkeit einer durchgreifenden Wirksamkeit in der Bekämpfung des Alkoholismus gegeben.

Mit der Durchführung des Gemeinde-Bestimmungsrechtes wird gleichzeitig eine Minderung der traurigen Folgeerscheinungen des Alkoholhandels, des Verbrechertums, des wirtschaftlichen Elends, der Krankheiten, der Entartung, — ein Aufblühen des Wohlstandes, der Sittlichkeit, eine Gesundung des Volkes eintreten. — Darum ergeht an alle deutschen Frauen die Forderung, für die Einführung des Gemeinde-Bestimmungsrechtes mitzuwirken."

Das Korreferat von Fräulein Deneke stützte sich auf die folgenden Leitsätze:

„1. Eine starke Abstinenzbewegung ermöglichte in den Vereinigten Staaten die Einführung des Staats- oder Gemeindeverbots- oder Gemeindebestimmungsrechtes und ist als eine Reaktion gegen eine sehr anstössige Art der Schenken anzusehen.

2. Die dem Gemeinde-Bestimmungsrecht zugeschriebene günstige Wirkung: Schliessung der Schenken, Hebung des Wohlstandes und Verminderung der Verbrechen ist wohl vorhanden, kann aber auch auf andere Weise erreicht werden.

3. Die schädlichen Wirkungen des Gemeinde-Bestimmungsrechtes sind recht bedenklich; es verlegt den Trunk in die Familie und gibt durch Vergewaltigung einer grossen Minorität von Gegnern diesen Veranlassung zu Gesetzesübertretungen, Durchstechereien und Bestechungen.

4. Die Einführung bei uns in Deutschland ist undenkbar. Die Vorbedingungen fehlen, und es würde sich in absehbarer Zeit keine Majorität in Gemeinde und Parlament finden, welche durch Abstimmungsbeschluss ein bis dahin geachtetes Gewerbe vernichtet und unehrlich macht.

5. Die Einführung von Volksabstimmungen ist unerwünscht, ganz besonders, wenn es sich dabei vorläufig nur um die Erteilung von Schankkonzessionen handeln soll, wie von abstinenter Seite befürwortet wird.

6. Es ist Aufgabe der Frauenvereine, im Kampfe gegen den Alkoholismus Gegenwartsarbeit zu leisten."

Nachdem die Vorsitzende, Fräulein Paula Mueller, die Ausführungen der Korreferentin warm unterstützt hatte, wurde folgende Resolution von der Versammlung angenommen:

„Von den Erwägungen ausgehend, dass das Gemeinde-Bestimmungsrecht bei unserer monarchischen Verfassung in Deutschland in absehbarer Zeit schwerlich auf die Frauen ausgedehnt wird, und dass ohne diese Mitwirkung der Frauen die erwarteten Erfolge wohl kaum eintreffen dürften, sieht sich der Deutsch-Evangelische Frauenbund ausser Stande, schon jetzt in seiner Gesamtheit für die Einführung einzutreten.

Dagegen erstrebt er die auch auf andere Weise mögliche weiteste Einschränkung der Schankkonzession als eines der wichtigsten Mittel im Kampfe gegen die Schäden des Alkoholismus."

Paula Mueller, Hannover.

---

4. Sonstiges.

Der Badische Evangelische Oberkirchenrat veröffentlicht im kirchlichen Gesetz- und Verordnungsblatt VI folgende Bekanntmachung vom 26. März d. Js.:

„Sämtliche Pfarrämter und Pastorationsstellen bezw. Kirchengemeinderäte werden hiermit beauftragt, in ihren Berichten über das religiös-sittliche Leben für die Diözesansynoden dieses Jahres erstmals und in der Folgezeit regelmässig in kurzer und übersichtlicher Form den Nachweis zu liefern, was in ihren Gemeinden zur Bekämpfung des Alkoholismus getan worden oder zu tun beabsichtigt ist und zwar:

a) vom Pfarramt, b) vom Kirchengemeinderat als Behörde, c) vom

Pfarrer und von den Kirchenältesten als Einzelpersonen, d) sonst von kirchlicher Seite, e) von nichtkirchlicher Seite.

Wir wünschen aus diesem von dem Berichterstatter für die Synode einer jeden Diözese zusammenzustellenden Stoff einen Ueberblick darüber zu gewinnen, welche Wirkungen die Verhandlungen des Vorjahres über die Alkoholfrage gehabt haben. Es ist deshalb bei den geforderten Berichten auseinanderzuhalten, was in Fortsetzung bisher geübter Tätigkeit und was als Neues geleistet worden ist. Die Dekane haben dafür zu sorgen, dass aus sämtlichen Gemeinden . . . die geforderten Nachrichten eingehen."

Aus dem Bescheid des Ev. Oberkirchenrats auf die letzten Diözesansynoden (Ges.- u. V.-Bl. V.) mögen noch folgende Sätze als besonders erfreulich oder bedeutsam hier Platz finden:

„. . . Pfarrer und Kirchenälteste müssen aber selbst genügend unterrichtet sein und sollten das Notwendigste aus der einschlägigen Literatur kennen. Durch die Vorträge bei Gemeindeabenden, Flugblätter, Wanderausstellungen, soll der Ernst der Sache immer wieder vor die Gemeinde gebracht werden. . . . Eine Einwirkung auf die staatlichen Organe und auf die Gesetzgebung ist nur von starken Vereinigungen zu erhoffen, die den Kampf gegen den Alkoholismus sich zur Aufgabe machen. Diese Vereine müssen durch Beitritt und Beitragsleistung gestärkt werden. Unter ihnen wird der Standpunkt der Mässigkeit vertreten von dem Deutschen Verein gegen den Missbrauch geistiger Getränke. Völlige Enthaltsamkeit fordern die auf religiösem Boden stehenden Blaukreuzvereine und die religiös indifferenten Abstinenzvereine, der Bund der Alkoholgegner und der sehr verbreitete Guttemplerorden" . . .

„Am wertvollsten haben die Berichte und Besprechungen nach unserem Dafürhalten da eingesetzt, wo sie — und das tun fast alle — das persönliche Vorbild des einzelnen, des Pfarrers, wie der kirchlichen Gemeindevertreter, fordern. Der Geistliche insbesondere soll auch nach dieser Richtung hin sich selbst in Zucht nehmen, das Pfarrhaus soll der Gemeinde vorbildlich sein durch eine mässige, nüchterne Lebensführung. Gewiss darf völlige Enthaltung nicht als allgemeine Forderung aufgestellt werden, es wäre das unevangelisch. Aber wo jemanden die Bruderliebe zur Rettungsarbeit in der Gemeinde treibt, wird er ohne eigene persönliche Entsagung einen wirklichen Erfolg nicht erzielen können. Wenn die Besprechungen nach dieser Seite eine Wirkung gehabt hätten, so wäre eine Bürgschaft gegeben für ein zielbewusstes, ernstes Eintreten unserer Geistlichen und Kirchenältesten in diesen Kampf."

Der Bischof Willibrord Benzler von Metz hat im diesjährigen Fasten-Hirtenbrief nachdrücklich zur Alkoholfrage Stellung genommen. Aus den eindrucksvollen Ausführungen greifen wir einige Sätze heraus:

„Die immer mehr um sich greifende Trunksucht ist das grösste soziale Uebel, an dem die Welt krank darnieder liegt. Sie ist die offene Wunde, an der die menschliche Gesellschaft zu verbluten droht."

„Der Alkohol erweist sich als der furchtbare Feind der Menschheit; er verzehrt die Lebenskraft der Völker; er fordert mehr Opfer als Seuchen, Hungersnot und Krieg; er füllt die Krankenhäuser und Irrenhäuser, die Armenhäuser und Zuchthäuser; er vernichtet den Bestand, das Glück und den Frieden zahlloser Familien; schon die Kinderwelt vergiftet er und schlägt das heranwachsende Geschlecht mit leiblichem und geistigem Siechtum; er schädigt aufs schwerste die Gesundheit, den Wohlstand, die Sittlichkeit ganzer Gemeinden, ja des ganzen Volkes."

Als Ursachen des modernen Alkoholismus nennt der Bischof: „1. die Abnahme des christlichen Glaubens und Lebens; 2. die immer mehr um sich greifende Vergnügungssucht und Genussucht; 3. die sozialen und

häuslichen Misstände; 4. die schreckliche Vermehrung der Gelegenheiten zum Trinken; 5. die mangelnde Aufklärung über den Alkohol und seine Gefahren."

Für den Kampf gegen den Alkoholismus empfiehlt der Bischof vor allem: eine planmässige und grosszügige Vereinsarbeit — gute Erziehung des heranwachsenden Geschlechts — die Mitarbeit der Frauen.

„In vielen Fällen ist unbedingt die Hausfrau schuld an der Trunksucht des Mannes und all dem Elend, das diese nach sich zieht. Darum ist es wichtig, dass die Frau dem Hauswesen wohl vorzustehen und das Heim dem Manne so angenehm als möglich zu machen versteht. Wenn am Abend dem müden Vater die sauber gehaltenen Kinder froh entgegeneilen, wenn im reinlichen Zimmer alles so recht behaglich ist, wenn ein einfaches, aber gut bereitetes Mahl zur Labung einladet und wenn überdies die herzliche Heiterkeit und liebende Sorglichkeit der treuen Gattin wie mit mildem Sonnenschein die, wenn auch ärmliche Häuslichkeit verklärt, wo wäre der Mann, der so einem Familienglück die qualmende Wirtsstube vorziehen könnte?"

(Im Verlag des Kathol. Mässigkeitsbundes Deutschlands in Trier ist soeben erschienen: „Ein zeitgemässes Bischofswort. Hirtenbrief des Bischofs Willibrord Benzler (Metz) über die Alkoholfrage. — Preis 10 Pfg.)

Kinematographen im Dienst der Antialkoholbewegung. Auf dem 10. Internationalen Kongress zur Fürsorge für Geisteskranke, der vom 3. — 7. Oktober im Abgeordnetenhaus zu Berlin tagte, demonstrierte Dr. A. Marie aus Villejuiff in Frankreich in packender Weise die Wirkungen des Alkoholgenusses durch den — Kinematographen. Er liess zuerst einen Absinthtrinker auf der Strasse zeigen: in die Gosse taumelnd wird er endlich von zwei Schutzleuten aufgegriffen. Wir begegnen ihm wieder auf der Polizeiwache, im Arresthause und — in der Anstalt, wo ihm ein Dauerbad verabfolgt wird. Ergreifender noch waren die kinematographischen Vorführungen von Söhnen von Alkoholikern, von Fällen von Delirium tremens und Dementia praecox.

Literatur.

Kitzinger, Professor in München: „Die strafrechtliche Behandlung des Alkoholmissbrauchs nach deutschem und österreichischem Vorentwurf". (Oesterr. Zeitschrift für Strafrecht, I, Heft 7.)*

Kitzinger vergleicht die Bestimmungen der beiden Vorentwürfe bezüglich der in der Voll-Trunkenheit begangenen strafbaren Handlungen und der Trunkenheit selbst. In Absicht auf die ersteren hält er den vom deutschen Entwurf eingeschlagenen Weg (Behandlung im allgemeinen Teil nach den Grundsätzen der Fahrlässigkeit) systematisch und der Grundidee nach für glücklicher als den österreichischen (Aufstellung eines Sondertatbestandes im besonderen Teil), tadelt aber an beiden, dass sie die Strafbarkeit an die Voraussetzung selbstverschuldeter Trunkenheit knüpfen. Schuld und Verursachung müssen sich auf den Deliktstatbestand beziehen, nicht nur auf die Trunkenheit. Praktisch aber ergibt sich beim deutschen Entwurf die Schwierigkeit, dass es bei Delikten, die bei fahrlässiger Begehung nicht strafbar sind, an der Strafdrohung des besonderen Teils fehlt, auf die sich der Gesetzgeber beziehen könnte. Den Weg, den der Entwurf des deutschen R. G. v. 1881 einschlagen wollte: Strafbarkeit nach Massgabe der Grundsätze über den Versuch, hält Kitzinger für ungangbar, weil ungerecht, da das fahrlässige Delikt nicht so harte Strafe verdient als das vorsätzliche, wenn auch unvollendete.

Kitzinger will als Notbehelf Aufstellung eines besonderen Strafrahmens für die Fälle, in denen die Strafdrohung für fahrlässige Begehung fehle. Als einen Vorzug des österreichischen Entwurfs hebt Kitzinger hervor, dass er in der Sonderbestimmung des § 242 nicht von der das Bewusstsein, sondern von der die Zurechnung ausschliessenden Trunkenheit spricht, tadelt aber die systematische Stellung des § 242; die Bestimmung gehöre in den allgemeinen Teil, weil sie nur eine eigenartige Begehungsform, nicht ein delictum sui generis sei, ferner mit Recht die Beschränkung auf Delikte, die strenger als mit 6 Monaten bedroht sind; auch sei der Strafrahmen nach oben hin nicht weit genug gespannt (Gefängnis oder Haft bis 6 Monate). Kitzinger schlägt für den deutschen Entwurf folgende Fassung des § 64 vor: „War der Zustand der Unzurechnungsfähigkeit nur ein vorübergehender und hätte der Täter bei Anwendung pflichtgemässer Aufmerksamkeit (§ 60) es voraussehen und vermeiden können, dass er in diesem Zustand die strafbare Handlung begeht, so wird er wegen fahrlässiger Begehung dieser strafbaren Handlung und zwar, soweit keine andere Strafe angedroht ist, mit Gefängnis bis zu 3 Jahren oder Haft oder Geldstrafe bis zu 5000 M bestraft (jedoch stets milder als im Falle vorsätzlicher Begehung); hatte er den Vorsatz, in diesem Zustande die strafbare Handlung zu begehen, so wird er wegen vorsätzlicher Begehung bestraft".

---

*) Vgl. Heimberger, Trunkenheit und Trunksucht im Vorentwurf zu einem deutschen Strafgesetzbuch, Heft II der „Alkoholfrage", S. 116 ff.

Für die Fälle, in denen der Alkoholgenuss nur bis zur sogenannten geminderten Zurechnungsfähigkeit geführt hat, schlägt Kitzinger folgende Fassung vor: „Ausgenommen bleiben Fälle, in denen der Zustand ein vorübergehender war, und die Voraussetzungen des § 63 Abs. 2 vorlagen."

Aehnlich will er die österreichischen Bestimmungen formuliert wissen.

Die Bestimmungen der beiden Entwürfe über die sog. gefährliche und die Aergernis erregende Trunkenheit hält Kitzinger in ihrer Tendenz, das Publikum zu schützen, und damit indirekt auch die Trunksucht zu bekämpfen, für begrüssenswert; rein strafrechtlich betrachtet, weisen sie insofern Konstruktionsfehler auf, als sie in die Kategorie der verpönten Erfolgshaftung greifen. Kitzinger schlägt einen Sondertatbestand vor, der den mit Strafe bedroht, welcher sich vorsätzlich oder fahrlässig durch übermässigen Genuss berauschender Getränke in einen Zustand versetzt, in dem er die Rechtsordnung gefährdet, oder der sich unter Umständen, unter denen er der Rechtsordnung gefährlich werden kann, betrinkt.

Was die von den beiden Entwürfen vorgeschlagenen sichernden Massnahmen betrifft, so gibt Kitzinger seine Zustimmung zum Wirtshaus-Verbot und zur Unterbringung in die Trinkerheilanstalt.

Der österreichische Entwurf behandelt letztere als eine Sicherungsmassregel, während der deutsche Entwurf sie als Heilungsmassnahme eingeführt wissen will. Das Richtige ist nach Kitzinger die Kombination: Heilung zum Zweck der Sicherung und zwar in besonderen Abteilungen staatlicher Anstalten für verbrecherische Irre. Gerade in der Unterbringung in staatlichen Anstalten sieht Kitzinger die Lösung der schwierigen Kostenfrage.

Anstatt der Feststellung der bestimmten Höhe der erkannten Gefängnisstrafe sollte sich die Zulässigkeit der Unterbringung in die Trinkerheilanstalt abstrakt nach der angedrohten Höchststrafe richten, wodurch die Unstimmigkeit der Beziehung des § 64 auf § 43 des deutschen Vorentwurfes wegfiele. Als Voraussetzung der Massregel verlangt Kitzinger: die strafbare Handlung ist auf Trunkenheit zurückzuführen; dann aber darf der Richter nicht bloss darauf erkennen, sondern muss es tun; er sollte aber befugt sein, auch bedingt darauf zu erkennen und Auflagen dabei zu machen wie z. B. freiwilliger Eintritt in eine Trinkerheilanstalt, Schutzfürsorge durch einen Temperenzverein. Die Entlassung sollte nur eine bedingte sein.

Schliesslich empfiehlt Kitzinger die österreichischen Uebertretungstatbestände, bei denen der Missbrauch des Alkohols in dessen Verabreichung an dritte gefunden wird, auch für den deutschen Entwurf (Verabreichung an Unmündige und Betrunkene); ebenso die Bestimmung des Art. 47 des österreichischen Entwurfs zum Einführungsgesetz, wonach unter gewissen Voraussetzungen Forderungen aus der Verabreichung von geistigen Getränken und aus dem Kleinverschleiss von Branntwein unklagbar sind, und des Art. 472 des österreichischen Entwurfs, der die Verschleierung und Umgehung dieser Bestimmung mit Uebertretungsstrafen bedroht. Kitzinger verhehlt sich dabei nicht, dass ein derartiger Eingriff in das bürgerliche Recht in einem Strafgesetzbuch nicht unbedenklich sei; er geht aber davon aus, dass alles, was zur Bekämpfung des Alkoholismus auf dem Gebiete des Strafrechts geschehen könne, jetzt beim Zustandekommen neuer Strafgesetzbücher geschehen müsse.

Strafanstaltsdirektor Schwandner, Ludwigsburg.

Alkoholische Getränke und Lebensdauer. Von Th. P. Whittaker. Uebersetzt von Dr. med. M. Hall, Graz. E. Reinhardt, München, 1910. 24 S., 50 Pf. — Diese Schrift des bekannten englischen Parlamentsmitgliedes befasst sich in der Hauptsache mit der Lebensversicherungs-Statistik der United Kingdom Temperance and General Provident Institution, die sich über einen Zeitraum von mehr als einem halben Jahr-

hundert erstreckt. Es mag genügen, zu ihrer Charakteristik die Worte aus dem Vorwort Max von Grubers herzusetzen: „Ich habe mich überzeugt, dass Sir Thomas Whittaker alle möglichen Einwände bereits erwogen und mit triftigen Gründen abgewiesen hat. Ich halte daher diese Schrift für eines der wertvollsten Dokumente der gesamten Antialkoholliteratur. Man sollte meinen, dass die Verteidiger unserer heutigen Trinksitten, soweit sie nicht vom Eigennutz beherrscht sind, durch die hier mitgeteilten Tatsachen von der Irrigkeit und Schädlichkeit ihrer Meinung überzeugt werden müssten".

Flaig, Berlin.

Zahlen und Beobachtungen aus dem Gebiete des Alkoholismus. Von L. Minor, Moskau. (Zeitschrift. f. d. ges. Neurologie und Psychiatrie, März 1911.)

Bei den russischen Trinkern besteht eine bei uns ungewohnte enorme Nachfrage nach ärztlicher, und zwar ambulanter Behandlung. Dies hat 1903 zur Gründung einer Poliklinik für Alkoholkranke geführt, die bis Ende 1908 von nicht weniger als 12 000 Kranken aufgesucht worden ist. Die Zahlen des Verf. entstammen diesem wissenschaftlich gründlich durchgearbeiteten Materiale. 6 mal mehr Männer als Frauen suchten die Poliklinik auf, von denen 83 % verheiratet waren. Die meisten standen im Alter von 30—40 Jahren und kamen nach einer „Incubationsperiode" von 15—20 Jahren zur Behandlung, d. h. soviel Zeit war durchschnittlich verstrichen zwischen Beginn des Trinkens und dem Zusammenbruch. Bei der Frage der direkten alkoholischen Erblichkeit kommt Verf. zu dem von der gewöhnlichen Lehre abweichenden Ergebnis, dass die Verhältnisse der Umgebung beim Massen-Alkoholismus eine bei weitem grössere Rolle spielen als die erbliche Anlage. — Mannigfach sind die Beziehungen zwischen Verletzungen und Alkoholismus: Körperschädigungen infolge der Trunkenheit, Verletzungen, die der Betrunkene sich selbst und solche, die er anderen mit oder ohne Absicht zufügt. Bezeichnend für die „russischen" Zustände ist es, dass Verf. ernsthaft dafür plaidiert, an Sonn- und Feiertagen auf den Eisenbahnen besondere Wagenabteilungen für Betrunkene einzurichten, analog den Raucherabteilungen, um die übrigen Reisenden vor Belästigungen zu bewahren! — Die angewandte Behandlungsmethode ist eine Suggestion unter der Form der abgekürzten Hypnose; die Suggestion wird verstärkt durch Verabreichung eines „wundertätigen Heiltrankes" (Brom-Baldrianmischung). Von den Behandelten waren, soweit nachprüfbar, am Ende des ersten Jahres noch 28 % enthaltsam, am Ende des zweiten immer noch 9 %. Trotz dieser bescheidenen Ergebnisse berechnet Verf., auch wenn er die Dauer der relativen Heilungen nur auf 3 Monate anschlägt, einen Erfolg von 3000 Monaten, d. h. ca. 250 Jahren Enthaltsamkeit. Das bedeutet einen wirtschaftlichen Gewinn von einem Jahre nützlicher Arbeit geliefert von 250 Menschen oder die Summe von, knapp gerechnet, jährlich 150 000 M (60—70 000 Rubel), die dem Staate durch die Arbeit der Poliklinik erhalten geblieben ist. Uebrigens befassen sich Gesundbeter und Kurpfuscher in Moskau ebenfalls lebhaft mit der Behandlung Alkoholkranker, und da sie im wesentlichen die gleichen Methoden anwenden, bei der Eigenart der russischen Bevölkerung ebenfalls mit gutem Erfolge. Eine wesentliche Bedeutung hat die Poliklinik weiter in dem Sinne, dass sie die Auffassung der Trunksucht als eine Krankheit verbreiten hilft. — Bei dem Fehlen aller Abstinenz-Vereine ist es nicht verwunderlich, dass Minor von Dauererfolgen seiner Hypnosekuren nicht zu berichten weiss.

Dr. med. H. Haenel, Dresden.

Der Internationale Guttempler-Orden. (I. O. G. T.)

Das Ziel dieser internationalen Gesellschaft ist die sittliche Hebung und Vervollkommnung der Menschen. Zur Erreichung dieses Zieles hält der Orden für seine nächste Aufgabe den Kampf gegen die alkoholischen, berauschenden Getränke, die eine Quelle vieler Leiden und Unglücksfälle, die Ursache von Verarmung und Krankheit, Flachheit und Verrohung, Unsittlichkeit und Verbrechen sind. Der Genuss derselben vernichtet in unzähligen Fällen das Familienleben und wirkt verderblich auf die Nachkommenschaft.

Die berauschenden Getränke vermehren durchaus nicht die körperliche und geistige Kraft und Tüchtigkeit des Menschen, dies Gefühl beruht auf Selbsttäuschung, vielmehr wirken sie entkräftigend und machen schlaff und untüchtig, wie wissenschaftlich festgestellt ist. Die tägliche Erfahrung lehrt dasselbe: man kann die schwersten körperlichen und geistigen Arbeiten besser ausführen, wenn man sich der alkoholischen Getränke völlig enthält, als wenn man sie noch mässig gebraucht. Es gibt keinen vernünftigen Grund, sich des Alkohols als Genussmittel zu bedienen.

Daher verpflichtet sich jeder Guttempler zur lebenslänglichen Enthaltsamkeit von alkoholischen Getränken, Wein, Bier, Branntwein, Obstwein usw. Er darf auch solche betäubende Gifte nicht an andere verabreichen, noch als Getränke sie zubereiten, kaufen oder verkaufen, sondern verpflichtet sich vielmehr, dem Verkauf und dem Verbrauch derselben in jeder gesetzlich zulässigen, zweckmässigen und anständigen Weise entgegenzuwirken.

Ausgenommen hiervon ist der Abendmahlswein und die vom Arzt verordnete Medizin, doch bestehen für den Gebrauch der letzteren besondere Vorschriften, die den Zweck haben, leichtfertigen Uebertretungen vorzubeugen.

In politischer und konfessioneller Hinsicht ist der Orden neutral.

Der Guttempler-Orden zählt z. Z. etwa 700000 Mitglieder, von denen in Deutschland über 50000 in mehr als 1300 Logen mit Erfolg arbeiten. Der Orden rückt von Norden nach Süden vor; anfangs ging das langsam und unter sehr grossen Schwierigkeiten, dann aber immer schneller; er hat namentlich in den letzten Jahren stets wachsende Fortschritte gemacht. Seine Mitglieder gehören den verschiedensten Kreisen an, vorwiegend bilden die arbeitenden Klassen noch die Mehrheit, doch findet er immer mehr Anhänger in den gebildeten und wohlhabenden Kreisen. Die Statistik zählt z. B. eine grosse Zahl praktischer Aerzte in Deutschland als Mitglieder des Ordens auf. Die Aerzte fanden in dem Guttempler-Orden einen Bundesgenossen, der manchem langjährigen und hartnäckigen Patienten endlich Heilung brachte, aber nicht das allein, sie erkannten auch, dass er für die Krankheitsverhütung ein mächtiger Helfer sei, und weil sie wussten, dass „vorbeugen besser ist als heilen", wurden sie Ordensmitglieder, ja mehr noch, sie übernahmen in manchen Gegenden die Führerrolle.

Der Guttemplerorden fordert von seinen Mitgliedern treue Erfüllung der Ordensvorschriften, vor allem des Gelübdes, Arbeit für die Sache der Enthaltsamkeit und eine sittliche Aufführung. Er will das sittliche und geistige Leben der Mitglieder durch alle erdenklichen Mittel heben, eine gute Geselligkeit pflegen und beide Geschlechter für seine edlen Bestrebungen vereinigen. Er will Männer werben, die mit dem Mute der Ueberzeugung für die Befreiung unseres Volkes aus den Fesseln des Trinkzwanges kämpfen und gleichzeitig den Gefährdeten Beispiel und Stütze sind. Er will das Weib daran gewöhnen, sich im besten Sinne frei zu machen von Vorurteilen, um mitzuwirken im Kampfe gegen törichte und verderbliche Sitten; die Jugend endlich will er vor Schäden und Lastern behüten und ihr den Weg weisen zur rechten Lebensfreude, indem er sie von Anfang an in seinen Grundsätzen erzieht.

Jeder tüchtige und brave Mann, der ein Herz hat für die Not seines Volkes; jede ehrbare Frau, die ihre Kinder schützen will vor den Gefahren und entsetzlichen Folgen des Alkoholismus; Jünglinge und Jungfrauen, die ihre Ideale behalten, ihren Lebensgang sichern und ihrem Volke in hervorragender Weise dienen wollen: sie alle sind dem Orden als Mitglieder herzlich willkommen.

Auskunft: **G. Koehler**, Grossekretär, **Hamburg** 20, Eppend. Landstr. 39.